

Présentation d'un ensemble de thèses d'histoire contemporaine soutenues pour la plupart entre fin 2013 et mi-2014, réalisée par Claire Lemerrier (claire.lemerrier@sciencespo.fr) et Manuela Martini (manuela.martini3@gmail.com) dans le cadre de l'**AHCESR**.

[D'autres thèses de 2013 et plus anciennes sont recensées ici](#). Si vous avez des informations sur une soutenance de thèse non mentionnée dans ce document ou dans nos livraisons précédentes, ou bien ultérieure, merci de nous les envoyer : nous les inclurons dans une prochaine livraison.

Les soutenances sont présentées par ordre alphabétique du nom de l'auteur.e de la thèse. La discipline de la thèse peut ne pas être l'histoire, tant que le sujet nous a semblé relever de l'histoire contemporaine. Nous sommes tributaires des informations données en ligne (site theses.fr, sites des écoles doctorales principalement), même si nous avons essayé de les recouper autant que possible.

Mounier Al Ahmad, *La politique linguistique de la France en Syrie durant le mandat (1920-1946)*

Dir. Jérôme Grévy

Thèse soutenue le 12 juin 2013 à l'Université de Poitiers

Jury : Bernard Lachaise, PR Bordeaux 3, Yves Denéchère, PR Angers, Jérôme Bocquet, PR Orléans, Jérôme Grévy, PR Poitiers

Résumé : Entre 1920 et 1946, la Syrie fut placée sous mandat français. La charte du mandat a fait du français la langue officielle du pays. Ces recherches analysent la manière dont la France a organisé le Haut-commissariat, et en particulier le service de l'instruction publique, qui, à son tour, a organisé l'enseignement dans le but de faciliter la propagation de la langue française.

La politique linguistique appliquée fut différente selon la nature des écoles. Dans l'Etat de la Syrie, le français occupait une place variant entre langue étrangère et langue des sciences dans l'enseignement officiel. Dans les autres états, spécialement celui des Alaouites, le français était la langue de l'enseignement ; ainsi la France espérait-elle se créer en Syrie une clientèle qui dépende d'elle, comme c'était le cas des Maronites au Liban.

La France comptait sur les écoles privées, principalement sur les écoles privées françaises, pour enseigner le français : elle les a placées sous son propre contrôle, les a soutenues financièrement, leur a fourni du matériel pédagogique ; elle les a dotées de professeurs français, leur a accordé des bourses, et enfin elle a rendu les diplômes de ces écoles plus prestigieux que ceux des écoles officielles.

À la fin du mandat, la Syrie a remanié l'organisation française, refaisant du français une langue étrangère et réduisant l'enseignement dans les écoles privées.

Linda Amiri, *La Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), des origines à l'indépendance (1926-1962)*

Sous la direction de Serge Berstein et de Benjamin Stora.

Soutenu en 2013 à Paris, Institut d'études politiques.

Résumé : En s'appuyant sur de nombreuses archives algériennes et françaises inédites, cette thèse traite du combat des immigrés algériens pour l'indépendance de leur pays d'origine depuis le sol métropolitain entre 1954 et 1962. Afin de comprendre les origines de la Fédération de France du FLN, la première partie revient sur l'implantation, l'évolution et les méthodes d'action des différentes organisations nationalistes qui se sont succédés en métropole de 1926 à 1954. Dans un second temps cette étude se propose d'historiciser la Fédération de France du FLN afin de comprendre la stratégie politico-militaire dans laquelle elle s'insère. Il s'agit donc d'analyser ses liens avec les

instances dirigeantes du FLN, mais également son implantation, ses méthodes organisationnelles ainsi que le conflit qui l'oppose à sa rivale la Fédération de France du Mouvement Nationale Algérien. La question de la brutalisation de l'immigration algérienne par la Fédération de France du FLN et les forces de police métropolitaines fait l'objet d'une troisième et dernière partie.

Isabelle Anatole Vinson, *Essai d'histoire intellectuelle et politique du patrimoine international (1945-1992)*

Soutenu le 31 octobre 2013 à l'EHESS

Jury : Jacques Revel, directeur de thèse, EHESS ; Azedine Beschouch, Université Paris IV ; Mireille Delmas-Marty, Collège de France ; Antoine de Baecque, Université Paris Ouest ; Sabina Loriga, EHESS. Résumé : L'objet de la thèse est l'étude des mécanismes de fabrication du patrimoine international par l'UNESCO, analysé à partir de quatre sites : Le Vieux Caire, Teotihuacan, Ellis Island-Liberty Island, Angkor. La recherche développe une réflexion critique sur la conception du patrimoine international qui présente celui-ci comme le résultat d'une labellisation ou comme l'instrument de la mondialisation culturelle. Elle remet en perspective également la thèse selon laquelle le patrimoine et l'histoire sont deux discours sur le passé qui sont opposables et antinomiques. En restituant les idées et les contextes politiques qui ont prévalu à l'établissement du cadre normatif international de protection du patrimoine (Première Partie) et à son application aux quatre cas d'études (Deuxième Partie), un système à caractère éthique et culturel se dévoile (Troisième Partie) qui démontre la spécificité du plan international de fabrication du patrimoine. Au modèle patrimonial inventé en France s'est peu à peu substitué avec la rupture de la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation et une nouvelle géopolitique, un projet patrimonial négocié, une construction pensée par l'assemblée des États nations, qui fournit à celle-ci une représentation de son humanité. Sur le plan méthodologique, la thèse fait apparaître que l'histoire du patrimoine peut s'affranchir de la question des représentations du passé au profit de celle des représentations de la signification du passé et de leurs effets dans le présent.

Marc André, *Des Algériennes à Lyon. 1947-1974*

Sous la direction de Jacques Frémeaux.

Soutenu le 4 avril 2014 à l'Université de Paris 4

Le jury était composé de : Olivier Dard, Jim House, Benjamin Stora, Sylvie Thénault.

Résumé : Cette thèse étudie les Algériennes entrées dans la région lyonnaise avant 1962 et opte pour une histoire du contact en croisant le point de vue des métropolitains et celui des Algériennes. Elle examine d'abord le contexte dans lequel ces femmes arrivent (essor des nationalismes algériens, guerre d'indépendance en métropole). D'une part, les discours et pratiques des journalistes, photographes, agents de la préfecture, démographes, juges témoignent des préjugés hérités de l'époque coloniale qui les effacent ; de l'autre, celles-ci manifestent par leurs pratiques sociales, leurs stratégies de défenses, une conscience des préjugés qui leur permet de s'effacer à leur tour. Pendant la guerre d'indépendance, telle qu'elle prend forme en métropole, cet effacement facilite leur mobilisation dans les différents partis en lutte puisque les Algériennes du MNA comme celles du FLN intègrent les réseaux clandestins : elles connaissent alors l'action clandestine, la répression, l'emprisonnement, la violence, le deuil, la fuite, etc. Dépassant l'événement de la guerre, la thèse replace ensuite les Algériennes dans leurs dynamiques migratoires et leurs parcours en métropole jusqu'en 1962. L'étude des parcours scolaires, de l'inscription socio-professionnelle, du mariage, met en évidence leur diversité. Ces femmes, loin d'être inactives, quoique bénéficiaires d'aides, génèrent des réseaux qui définissent leurs propres territoires urbains et forment une diaspora discrète. On est enfin en mesure de poser les fondements d'un exemple d'intégration originale, communautaire sans

communautarisme, telle qu'elle s'opère après 1962. Le succès mitigé de l'Amicale des femmes algériennes le montre. C'est là le résultat d'un ensemble de résistances culturelles et politiques (choix d'une nationalité, d'un lieu d'inhumation, etc.) face auxquelles et avec lesquelles les Algériennes composent leur identité sociale en métropole.

Claire Audhuy, *Les Créations théâtrales dans les camps pendant la Seconde Guerre mondiale (étude comparée France/ Allemagne) : réalités, enjeux et postérité*

sous la direction de Jean-Noël Grandhomme et de Jean-Marc Lachaud, Paris I

Thèse d'études théâtrales, **Université de Strasbourg, 8 novembre 2013**

Jury : Olivier Neveu, Strasbourg, président ; John London, Goldsmiths – University of London ; Brigitte Sion, Columbia – New York University).

Résumé : Lors de la seconde guerre mondiale, le théâtre, instrumentalisé par les nazis, a aussi été réinvesti par d'autres, pour la lutte, comme outil de contre-pouvoir, allant à l'encontre de cette dictature. ce travail s'attachera donc à traiter du théâtre dans les camps nazis et vichystes. il s'agit de tenter de dresser le portrait de ces créations théâtrales dans les camps, qu'elles aient été imaginées, écrites, jouées, qu'elles soient parties en tournées ou non. les états d'avancée des diverses pièces dépendent aussi des environnements directs des prisonniers : selon la spécificité de chaque champ, il est plus ou moins possible, toléré, imaginable, impensable, de faire du théâtre. c'est dans ces camps, dispersés dans toute l'Europe, que les prisonniers et déportés, hommes et femmes, appartenant ou non au monde du théâtre, ont choisi la scène, ou le style dramaturgique pour s'exprimer. nous nous attacherons donc à présenter ces oeuvres, leurs auteurs, les conditions de leurs créations, ainsi que les camps dans lesquels elles ont vu le jour en scindant d'une part les exemples de création théâtrale officielle et, d'autre part, celles qui ont vu le jour de manière clandestine. après cette première partie interrogeant les réalités de cette création dans les camps, nous interrogerons dans la deuxième partie les enjeux et l'environnement communs à ces créations, abordant ainsi la résistance, l'ironie, l'adjonction de musique, la réécriture, qui sont des éléments partagés par la grande majorité de ces exemples de création. la dernière partie proposera une réflexion sur la question de la postérité de ce(s) théâtre(s), et de sa possible transmission à un public nouveau. nous parlerons aussi du statut des créations artistiques issues des camps, de leur valeur de témoignage, et des fléaux qui guettent aujourd'hui la mémoire des camps, à savoir le négationnisme et le révisionnisme.

Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Eglise et société en Hongrie communiste, 1944-1964 : histoire intérieure d'une domination*

Dir. Marc Lazar

Soutenue le 13 décembre 2013 à Sciences Po Paris

Résumé : Cette thèse retrace l'évolution des rapports entre le pouvoir communiste, l'institution ecclésiastique et les laïcs catholiques en Hongrie, de l'arrivée de l'Armée rouge, à la fin de l'année 1944, jusqu'à la signature de l'Accord partiel entre le Saint-Siège et le gouvernement hongrois, le 15 septembre 1964. Elle retrace le processus au terme duquel la domination communiste a été profondément intériorisée, aussi bien par les membres du clergé que par les fidèles eux-mêmes. Elle cherche aussi à comprendre de quelle manière cette domination a pu influencer sur l'évolution de la vie ecclésiastique et religieuse. Elle vise enfin à reconstituer la dynamique politique qui a porté cette volonté de domination, et la manière dont elle s'est transformée, notamment après le choc de la révolution de 1956. La thèse s'appuie sur un large corpus de sources inédites ou publiées, issues aussi bien de l'appareil de l'Etat-Parti (police politique, Bureau des Affaires ecclésiastiques, département de l'agit-prop du Parti) que de celui de l'Eglise (archives épiscopales, des ordres religieux ou des paroisses), corpus complété par des témoignages et des archives orales, produits avant comme après la chute

du régime communiste. La thèse est divisée en trois grandes parties chronologiques : les années d'après-guerre, de 1944 à 1948 ; les années stalinienne, de 1948 à 1956 ; les premières années du kadarisme, de 1956 à 1964. A ce découpage chronologique se superpose une structure qui distingue les trois points de vue étudiés dans la thèse : celui de l'appareil communiste, celui de l'institution ecclésiastique et de la société cléricale, et enfin celui des laïcs.

Silja Behre, *Mémoires mouvementées. Les conflits d'interprétation autour de « 68 » dans une perspective franco-allemande*

Soutenu le 6 juillet 2014 à l'EHESS

Jury : Michael Werner, codirecteur de thèse, EHESS ; Ingrid Gilcher-Holtey, codirectrice de thèse, Université Bielefeld ; Corine Defrance, CNRS ; Jörg Requate, Université Bielefeld.

Anne Besnier-Desportes, *Les Pyrénées-Orientales 1880-1914 : crises économiques et émigrations en Terre d'Islam, Turquie et Algérie*

Sous la direction de Jean-Marcel Goger.

Soutenu en 2013 à Perpignan.

Résumé : De 1850 à 1878, les Pyrénées-Orientales sont dans une phase de prospérité grâce à la remarquable réussite de la viticulture. En février 1878 le phylloxéra attaque les vignes pradéennes et s'étend à l'ensemble du département : directement ou indirectement tous les secteurs de l'économie « roussillonnaise » basculent, le chômage augmente, la misère se généralise. L'émigration, hors de France, devient une solution à la précarité. Ce n'est pas un phénomène socialement homogène. De grands propriétaires exportent leurs capitaux, saisissant, dès 1881, l'opportunité de sauver leurs biens et de s'enrichir en Turquie où ils créent une société fondée sur l'actionnariat : la Société Viticole d'Omourdja et d'Erégli. Les premiers Roussillonnais partent en 1882 mettre en valeur ce domaine turc. Le rapport de 1882 est satisfaisant. Mais en 1886, la véritable situation est dévoilée par Léonce Tourel qui tente de la redresser mais ne peut empêcher la dissolution de la société en 1890. Les autres candidats, modestes ou indigents, attendent le milieu des années 1880 pour décider d'émigrer en Algérie, bénéficiant des avantages offerts par l'État et de la proximité de Port-Vendres. Ce mouvement ne se fait pas par vagues massives et s'étale dans le temps et dans l'espace, mais il peut toucher des familles entières et être marqué par une solidarité de clocher. Les sources principales, les demandes de passages gratuits et les listes électorales, mettent en évidence deux catégories d'émigrés roussillonnais : les uns voient dans ce choix de départ définitif une renaissance, les autres le vivent comme une contrainte et le considèrent comme un exil, dont il sera, un jour, possible de revenir.

Gilles Bienvenu, *De l'architecte voyer à l'ingénieur en chef des services techniques : les services d'architecture et d'urbanisme de la ville de Nantes du XVIIIe siècle au XXe siècle*

Sous la direction de Gerard Monnier.

Soutenu le 21 mars 2013 à Paris 1, dans le cadre de École doctorale Histoire de l'art.

Le président du jury était Michaël Darin. Le jury était composé de Gerard Monnier, Daniel Le Couedic. Le rapporteur était Robert Carvais.

Résumé : Production collective, la ville est notamment produite par des professionnels identifiés qui élaborent des outils et mettent en œuvre des processus. Sur un temps long - du XVIIIe siècle au milieu du XXe siècle - et sur un territoire d'étude singulier -la ville de Nantes, exemplaire par la richesse des situations expérimentées au cours de la période -le questionnement sur la fabrique de la ville parcourt deux axes: d'une part l'étude de l'organisation des services municipaux chargés de l'élaboration des projets et de la conduite des transformations urbaines, en termes de voirie,

d'architecture, de réseaux et d'urbanisme, et d'autre part celle des personnalités qui constituent ces services, notamment les chefs de service, architectes, ingénieurs, urbanistes, et leurs collaborateurs immédiats. L'échelle de Nantes, une ville en croissance et en mutation, d'une dimension encore modérée en superficie et en population dans la période considérée, permet de saisir des enjeux globaux dans l'exploration des outils qui ont accompagné les transformations urbaines, les ont rendues possibles ou en ont rendu compte, en termes de réglementation, de planification, de projection, d'exécution, de contrôle, à l'articulation du technique et du politique.

Ariadna Biotti, *La historia por el libro. Tránsitos y recorridos de La Araucana. Santiago de Chile (1788-1888)*

Soutenu le 26 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Roger Chartier, directeur de thèse, EHESS ; Alejandra Araya, Université du Chili ; Carmen Bernard, Université Paris 10 ; Elisa Fernandez, Université du Chili ; Manuel Garate, Université Alberto Hurtado ; Bernardo Subercaseaux, Université du Chili.

Guillaume Bivina, *L'éducation, un aspect des relations culturelles Cameroun -Canada (1948-2008)*

Sous la direction de Frédéric Rousseau.

Soutenu le 27 juin 2013 à Montpellier 3

Le président du jury était Jean-François Zorn. Le jury était composé de Frédéric Rousseau, Jean-François Zorn, Jean-Noël Grandhomme, Jean-Paul Pellegrinetti.

Résumé : En 2010, le Cameroun a fêté le centenaire de l'éducation moderne et le cinquantième de son indépendance. Pour les générations adultes, le niveau scolaire a dangereusement baissé. Selon eux, les élèves étaient jadis plus consciencieux et plus performants. À ce titre, les établissements scolaires BONNEAU, SACRÉ-COEUR, SAINT-COEUR, VOGT, STOLL, évoquent tout ce qu'il y a de sérieux. Les personnalités de premier rang du Cameroun à l'exemple du Chef de l'État actuel, y ont été formées par des missionnaires canadiens. Voulant savoir ce qui faisait la particularité de cette éducation, nous avons émis l'hypothèse générale qu'elle reposait sur une approche didactique particulière. Cette hypothèse nous a permis de consulter des archives pour examiner les aspects éthiques, socioprofessionnels, psychopédagogiques et technologiques des éducateurs canadiens. Il en ressort que les valeurs éthiques et morales étaient au cœur de leur approche éducative. Le profil des enseignants de ces établissements était moins important que les valeurs chrétiennes qu'ils incarnaient. Aussi avons-nous proposé que les éducateurs camerounais actuels s'inspirent de ce modèle pour améliorer leur pratique. En somme, il nous est apparu hautement souhaitable que les professeurs d'histoire, s'appuyant sur l'approche éthique canadienne, présentent des valeurs authentiquement africaines aux jeunes Camerounais.

Ayda Bouanga, *Le Damot dans l'histoire de l'Éthiopie (XIIIe-XXe siècles) : recompositions religieuses, politiques et historiographiques.*

Sous la direction de Bertrand Hirsch.

Soutenu le 7 décembre 2013 à Paris 1

Le président du jury était Michel Kaplan. Le jury était composé de Bertrand Hirsch, Marie-Laure Derat, Claire Sotinel. Les rapporteurs étaient Shiferaw Bekele, Henri Medard.

Résumé : Les territoires et populations du sud de l'Abbay jouèrent un rôle déterminant dans l'histoire politique, religieuse et économique de l'Éthiopie médiévale et moderne. Cet espace, situé à l'ouest du haut plateau central éthiopien, au sud-ouest de la rivière Gämma, au nord de l'Awass, vécut diverses transformations altérant progressivement sa culture et sa société. Au XIIIe siècle, Damot, Endägäbtän, Wärab, Ennarya, Sat et Bizamo constituent le royaume du Damot, dirigé par les

motälämi dont l'autorité s'impose jusqu'au sultanat musulman de l'Ifat et au port de Zeyla. Ils exportaient des produits de luxe locaux vers l'Arabie, l'Inde et la Chine. Gafat et Gärnbo, éleveurs et agriculteurs du royaume, y professaient un culte de possession et de divination (däsk). Au XIVe siècle, le royaume du Damot disparaît après l'annexion de l'Endägäbtän et du Wäreb par le royaume chrétien salomonien. Mais les motälämi gèrent jusqu'au milieu du XVe siècle une communauté d'espaces restreinte, sur laquelle un tribut chrétien est imposé, et Gafat et Gämbo résistent toujours à l'influence culturelle chrétienne. Au tournant du XVIe siècle, après avoir subi les assauts successifs de leurs voisins, une partie de ces populations est assimilée aux Oromo Mäçça qui annexent le sud de l'Abbay ; une autre émigre dans le Goggam où elle s'intègre lentement à la société chrétienne. Assimilation tardive et existence d'une entité géopolitique « païenne » pérenne 1 remettent en cause les sources médiévale, moderne et contemporaine ayant inspiré l'historiographie éthiopienne qui actait de la toute puissance du royaume chrétien sur ses voisins « païens ».

Emmanuel Boulard, *La défense des côtes : une histoire interarmées (1815-1973)*

Sous la direction de Olivier Forcade.

Soutenu le 11 septembre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Xavier Boniface, Olivier Chaline, Gérard Le bouedec, Bernard Rogel.

Résumé : La défense sur terre est l'affaire de l'armée ; la défense sur mer est celle de la marine. Entre les deux se situe la côte. Confiée au Bas Moyen-Age à l'amiral de France, la défense des côtes françaises va devenir une pierre d'achoppement entre les départements de la guerre et de la marine, la première y voyant une frontière maritime à garantir, la seconde y trouvant d'abord la base d'opérations des flottes commerciales et militaires. Largement écartée de la défense des côtes après la guerre de Sept Ans, la marine va progressivement y recouvrer durant le XIXe siècle un rôle prédominant par l'entremise des préfets maritimes, alors que le dispositif se concentre par économie autour des grands ports. Après la Première Guerre mondiale, elle en reprend la responsabilité nominale, même si un partage coopératif des tâches se dessine de plus en plus avec l'armée de terre, puis également la jeune armée de l'air, jusqu'à ce qu'un type de commandement supérieur, interarmées, n'émerge pendant la Seconde Guerre mondiale. Après un dernier sursaut d'activité durant les débuts de l'OTAN, le dispositif côtier est abandonné une quinzaine d'années plus tard, lors de l'avènement de la dissuasion nucléaire, laissant cependant en place une organisation interministérielle d'action de l'Etat en mer, comprenant un volet de défense. Au travers de la défense des côtes, c'est donc la fusion des deux puis trois logiques d'armées vers une logique interarmées qui est étudiée sur le plan des institutions militaires, des organisations locales et des nécessités techniques ou tactiques, sur la période s'étendant de 1815 à 1973.

Jean Bourcart, *Lunéville et sa cavalerie, 1870-1921*

Dir. François Cochet

Soutenu le 23 octobre 2013 à l'Université de Lorraine-Metz

Composition du jury : Olivier Forcade, Paris-IV (président), Hubert Heyries, Montpellier, Jean-Noel Grandhomme HDR Strasbourg, Lcl Remy Porte, HDR, François Cochet, directeur.

Résumé: Lunéville devenue ville-frontière après l'annexion de 1870, se retrouve aux avant-postes militaires. Les régiments de cavalerie présents entretiennent avec la ville des liens forts et de long terme (18e siècle), même si des tensions politiques existent également. Les généraux qui se succèdent à Lunéville tentent de faire de leurs régiments un véritable lieu de réflexion sur l'usage de la cavalerie. Le paradoxe étant qu'au début de la Grande Guerre, l'emploi qui est fait des unités de cavalerie ne correspond pas vraiment à ce qui avait été pensé depuis 1870. Après la Grande Guerre,

les unités doivent affronter une autre épreuve redoutable: les débuts du débat sur cavalerie à cheval et cavalerie mécanique.

Annie Bourdie, *Créations chorégraphiques d’Afrique francophone : systèmes de représentations et stratégies de reconnaissance en période contemporaine*

Thèse de doctorat en Sciences sociales sous la direction de Jacqueline Trincaz.

Soutenu le 21 octobre 2013 à Paris Est

Le président du jury était Claudine Dardy. Le jury était composé de Jacqueline Trincaz, Isabelle Ginot. Les rapporteurs étaient Georgiana Wierre Gore, Anne Marie Bouttiaux.

Résumé : Les créations chorégraphiques contemporaines d’Afrique, sont non seulement traversées par des représentations sur la danse, le corps et les arts, mais également alimentées par toute une histoire des regards portés au cours des siècles par l’Occident sur l’Afrique le “Noir”, et “sa” danse. Par ailleurs la France et l’Afrique ont entretenu historiquement des relations ambivalentes dont la teneur a pu avoir un impact sur les représentations, y compris dans le domaine de la danse scénique professionnelle. Dans les années soixante-dix, Léopold Sedar Senghor, mû par l’ambition de valoriser tous les Arts d’Afrique à travers le concept de Négritude, a tenté, à Dakar, en collaboration avec Maurice Béjart, une expérience inédite intitulée Mudra Afrique. Ce projet de formation aux arts de la scène, destiné essentiellement aux danseurs du continent, nourri par les représentations de ses concepteurs, visait à “moderniser” les arts chorégraphiques en Afrique. Il n’a pourtant pas eu l’impact attendu, même si Germaine Acogny, qui en fut la directrice artistique, est devenue aujourd’hui l’une des figures les plus influentes de la danse en Afrique, au-delà même de sa partie francophone. Au cours des années quatre-vingt-dix, on a pourtant assisté à un essor fulgurant de la création chorégraphique contemporaine du continent. Mais celui-ci est essentiellement dû à la mise en place par le Ministère français des Affaires Etrangères d’une politique de coopération culturelle vis-à-vis des pays africains. Le programme Afrique en Créations chargé de développer l’ensemble des expressions artistiques contemporaines d’Afrique, a joué un rôle particulièrement déterminant dans la promotion et le développement d’une “danse africaine contemporaine” notamment par la mise en place de rencontres chorégraphiques biennales. Par le biais des arts et de la culture, la France a ainsi réaffirmé ses liens spécifiques avec l’Afrique. Cependant, dans un tel contexte, où le politique et l’artistique se sont trouvés inextricablement liés, comment les artistes ont-ils composé avec les modèles dominants ? Sont-ils parvenus à se mettre à distance de ces cadres préétablis ? Quelles stratégies ont-ils été amenés à adopter ? Qu’en est-il plus spécifiquement pour les chorégraphes francophones ?

Martin Bowen Silva, *Pouvoir, communication et système politique. L’espace public au Chili pendant l’âge des révolutions (1808-1830)*

Soutenu le 5 juillet 2014 à l’EHESS

Jury : Jean-Frédéric Schaub, codirecteur de thèse, EHESS et Christophe Prochasson, codirecteur de thèse, EHESS ; Annick Lemperière, Université Paris 1 ; Frédérique Matonti, Université Paris 1 ; Clément Thibaud, Université de Nantes.

Résumé : Cette thèse analyse les présupposés sur la communication qui gouvernaient les discours et les pratiques politiques au Chili pendant l’âge des révolutions (1808-1830). Le texte est divisé en deux parties. La première est consacrée à l’analyse des mécaniques de la publicité. On y démontre que la publicité était d’abord associée à la visibilité, ce qui se traduisait par des pratiques destinées à attester des réalités invisibles. Elle était aussi définie suivant un principe de propagation, dont les mécanismes principaux étaient l’imitation et la contagion. Mais l’espace public était aussi un espace de révélation et de circulation de la vérité, problème qui est abordé dans la seconde partie de ce

texte. Pour les contemporains, la publicité est le lieu d'une lutte permanente entre des vérités concurrentielles. En même temps, le faux hantait constamment le système politique, déterminant les sujets qui devaient être exclus de toute participation politique, et donnant lieu à la crainte que le peuple souverain puisse tomber sous l'influence du mensonge. Finalement, la vérité devait aussi être correctement mise en circulation, comme le montre l'étude de l'espace théâtral. Lieu où la vérité devait être transmise au public, le théâtre devait être réformé pour le hisser à la hauteur de sa mission civilisatrice. En même temps, toutes les médiations qui opéraient à l'intérieur de l'institution théâtrale devaient être contrôlées, pour assurer la transmission de la vérité. Pris dans leur ensemble, ces problèmes permettent d'explicitier la manière par laquelle les contemporains comprenaient le rapport entre politique et communication.

Pascale Bravo-Moiron, *L'histoire d'un oubli : les républicains espagnols réfugiés en France à travers l'exemple de la Loire (1936-1945)*

Soutenu le 13 mars 2014 à l'EHESS

Jury : Gérard Noiriel, directeur de thèse, EHESS ; Marie-Claude Chaput, Université Paris X ; Michel Depeyre, Université de Saint-Etienne ; Nancy Green, EHESS ; Marie-Claire Lavabre, CNRS ; Natacha Lillo, Université Paris VII.

Résumé : L'histoire des républicains espagnols réfugiés en France a laissé peu de traces mémorielles. Or, même dans la Loire, département éloigné de la frontière pyrénéenne, nombre d'informations ont pu être collectées. Dans la presse ligérienne, la guerre d'Espagne est omniprésente, générant une solidarité, comme le Comité d'accueil des enfants d'Espagne (CAEE) à Saint-Étienne. De plus, dès 1936, 120 réfugiés espagnols sont répartis dans le département, plus 900 Basques en 1937 et 1 260 Espagnols en 1939, lors de la retirada. L'oubli de ces événements ne peut alors s'expliquer que par leur contenu. En effet, les cinq centres d'hébergement ligériens, le sanatorium et les six Groupements de Travailleurs Étrangers (GTE) se révèlent être des camps d'étrangers. Leurs buts sont d'isoler ces populations qualifiées d'indésirables, d'organiser les rapatriements sous le gouvernement Daladier et d'exploiter une main d'œuvre sous le régime de Vichy. Cette politique des camps met donc en exergue une continuité entre les deux. Enfin, les républicains espagnols participent activement à la Résistance dans la Loire, élément absent des mémoires. En effet, la mémoire savante produite par les historisants des localités concernées, de même que l'histoire enseignée en classe de Troisième et de Seconde, place dans une position hors-cadre ce sujet. De plus, l'oubli a également pour origine la faible visibilité de la mémoire de l'exil malgré la ritualisation, l'évènementialisation et l'historisation utilisées par les groupes producteurs de mémoire. En effet, la deuxième génération instrumentalise l'écrit pour un oubli en éclipse.

Gildas Bregain, *L'internationalisation imparfaite d'une modernité nord-atlantique : essai d'histoire croisée des politiques publiques du handicap en Argentine, au Brésil et en Espagne (1956-1982)*

Sous la direction de Luc Capdevila et de Joana Maria Pedro.

Soutenu le 2 juin 2014 à Rennes 2 en cotutelle avec l'Universidade federal de Santa Catarina

Le président du jury était Yves Denechere. Le jury était composé de François Buton. Les rapporteurs étaient Cristina Scheibe Wolff, Olivier Compagnon.

Résumé : Cette thèse vise à reconstituer la genèse et le développement des politiques publiques du handicap (1956-1982), dans une perspective croisée entre l'Espagne, l'Argentine et le Brésil. La méthode de l'histoire croisée nous incite à envisager la singularité de la trajectoire nationale des politiques publiques en fonction de l'étendue du champ des possibles imaginés à l'échelle internationale et des normes diffusées par les organisations intergouvernementales. A la sortie de la seconde guerre mondiale, les organisations intergouvernementales (ONU, OMS, OIT) promeuvent un

nouveau projet d'innovations sociales dans le domaine de la réadaptation, qui s'inspire des expériences anglo-saxonnes et scandinaves. Ce projet est qualifié de « moderne » afin de discréditer les méthodes européennes de la rééducation développées après la première guerre mondiale. Nous le qualifions de modernité nord-atlantique de la réadaptation. Il se caractérise avant tout par une légalité libérale dans le domaine de l'emploi (refus des mesures de quota appliquées aux entreprises privées, placement sélectif, constitution d'ateliers protégés pour les personnes jugées peu productives), mais aussi par le principe de coordination des politiques sectorielles, et par une tendance à l'égalisation des droits entre toutes les catégories d'invalides. L'objectif de notre thèse est de comprendre les mécanismes et les limites de l'internationalisation de cette modernité nord-atlantique dans ces trois pays. A l'échelle nationale, les multiples acteurs qui construisent les politiques publiques du handicap s'approprient les principes de la modernité nord-atlantique pour les défendre ou les contester.

Dominique Chassard, *Vichy et le Saint-Siège : quatre ans de relations diplomatiques, juillet 1940-août 1944*

Dir. Maurice Vaïsse

Soutenu le 6 décembre 2013 à Sciences Po Paris

Jury : Bertrand Dufourcq, Etienne Fouilloux, Michele Marchi, Catherine Nicault, Maurice Vaïsse

Emmanuel Brouard, *Risques naturels, risques économiques, crises et mutations dans un monde plein. La société rurale de la basse vallée de l'Authion de 1760 à 1860*

Dir. Frédéric Chauvaud et Yves Jean

Soutenu le 11 décembre 2013 à l'Université de Poitiers

Son travail a été mené sous la direction de Frédéric CHAUVAUD et Yves JEAN.

Jury : Annie Antoine, Frédéric Chauvaud, Claire Delfosse, Yves Jean, Cristiana Oghina-Pavie

Résumé : Cette thèse est une contribution à l'histoire rurale s'appuyant sur un territoire original. La basse vallée de l'Authion (région de Beaufort) est soumise aux XVIIIe et XIXe siècles à un double risque d'inondation. Cette partie de la vallée de la Loire, entre Angers et Saumur, est protégée des crues du fleuve par une digue, ou « levée ». Les ruptures de la levée sont rares mais catastrophiques, alors que les inondations dues à l'Authion sont beaucoup plus fréquentes mais moins dramatiques tout en étant nuisibles à l'agriculture. Le risque d'inondation est contrebalancé par l'avantage du transport fluvial à bas coût, lequel favorise le développement de cultures commerciales et industrielles (fèves, chanvre, blé et légumes). La Loire a donc à la fois des effets bénéfiques et des effets désastreux, selon les circonstances et les points de vue.

Sur ce territoire dont la singularité déteint sur l'économie et sur la société, la population fait face à diverses crises et mutations : crises de subsistance, crise sociale de la fin de l'Ancien Régime, guerre civile pendant la Révolution, crise de l'industrie textile, crise du transport fluvial, et en 1856, catastrophe provoquée par la rupture de la levée. Elle connaît aussi une transformation de l'agriculture avec le développement de la culture du chanvre et la mise en culture des communaux. L'aménagement de l'Authion est une question récurrente pendant toute la période. Elle est, avec la question du mode d'exploitation des communaux, à l'origine de nombreux conflits entre communautés et entre individus. L'adaptation au contexte environnemental, économique, technique, est une préoccupation constante, dans une société soumise à des risques multiples, et précocement intégrée à l'économie nationale. Dans le même temps, la société évolue plus lentement. Elle est caractérisée à la fois par un individualisme relatif, et par une forte sociabilité.

Bénédicte Brunet-La Ruche (Brunet), "Crime et châtement aux colonies" : poursuivre, juger, sanctionner au Dahomey de 1894 à 1945

Sous la direction de Sophie Dulucq.

Soutenu le 7 novembre 2013 à Toulouse 2

Le jury était composé de Colette Zytnicki, Florence Renucci, Dominique Kalifa. Les rapporteurs étaient Odile Goerg, Sylvie Thénault.

Résumé : Saisir le projet pénal colonial et le dérouler dans sa mise en œuvre, depuis l'acte criminel ou délictuel jusqu'à la sanction, en passant par la poursuite et le jugement, tel est l'objet de cette recherche menée dans un territoire de l'Afrique occidentale française entre 1894 et 1945, le Dahomey. Le principe de séparation entre citoyen européen et sujet indigène sur lequel se construit le mécanisme judiciaire s'étend à tout le parcours pénal suivi par les Dahoméens, avec la perception d'une criminalité proprement indigène ou l'exécution différenciée de la sanction selon le statut du condamné. Mais ce processus répressif ségrégué reste peu réfléchi dans sa continuité. Alors que la justice indigène est de plus en plus investie par le gouvernement colonial, les extrémités de la chaîne pénale sont peu pensées en termes d'intégration à la société civile. Les polices et les prisons restent au service d'un ordre politique et économique évolutif. La police judiciaire et le fonctionnement carcéral sont donc largement laissés entre les mains des chefs locaux et des auxiliaires africains, ce qui conduit à aménager le régime répressif dans un système de « domination sans hégémonie ». La colonne vertébrale de ce système, la justice indigène, est quant à elle au cœur des critiques contre l'ordre colonial, mais elle est aussi le lieu où se renégocient les rapports de pouvoir et où s'exposent les conflits sociaux en situation coloniale. Le parcours pénal suivi par les Dahoméens au cours de la première partie du XXe siècle apparaît comme un reflet déformé, et même transformé d'un projet répressif dominé par le souci de maintien de l'ordre mais relativement informe.

Caroline Campodaverne-Puente, *Les femmes criminelles au XIXe siècle, l'exemple de la Charente Inférieure*

Dir. Frédéric Chauvaud

Soutenu le 4 décembre 2013, Université de Poitiers

Résumé : La société française du XIXe siècle est abordée par le prisme des femmes et spécialement des femmes déviantes. La présente étude porte sur le département de la Charente-Inférieure, espace rural dans lequel se développent quelques pôles urbains, entre 1832 (date de l'assouplissement des sanctions pénales par l'application des circonstances atténuantes) et 1914. Le choix est de peindre l'environnement économique, social et familial de certaines femmes par le biais d'une source particulière, la source judiciaire. En effet, les dossiers de procédure de la cour d'assises de Saintes, offrent les pièces maîtresses des procès. Fiches de renseignements, témoignages, certificats de moralité, rapports médico-légaux, plans des lieux du crime, tous ces documents étudiés sont autant de récits de vie qui expriment les émotions de ces femmes. L'histoire présentée est celle d'inconnues, de marginales qui sont des femmes démunies face aux difficultés de l'époque. Triple victimes, elles sont accablées par leur statut de femme, par la pauvreté de leur classe sociale, ainsi que par la justice, mais elles sont enfin entendues lors de leur procès. La parole leur est donnée et leurs mots bousculent une société essentiellement masculine. Ce qui frappe alors c'est la diversité des compositions familiales et la modernité relative de nombre d'entre elles, actives et insoumises.

Le théâtre de la cour d'assises permet d'évoquer les violences du quotidien, les conflits conjugaux, familiaux ou entre voisins. L'espace concerné est celui de l'espace privé et de la proximité. Quelle est la place des femmes au XIXe siècle ? La criminalité féminine est un moyen d'appréhender certains aspects du quotidien des femmes en général.

Isabelle Cave, *Les médecins-législateurs et le mouvement hygiéniste 1870-1914*

Soutenu le 25 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Gérard Jorland, directeur de thèse, EHESS ; Vincent Barras, Université de Lausanne ; Francis Demier, Université Paris X ; Pierre Thillaud, Université Paris V ; Patrick Zilberman, EHESP.

Résumé : En France, la volonté de développer la santé publique s'est forgée grâce à la mouvance hygiéniste pendant tout le XIXe siècle (cf. travaux de Gérard Jorland, Gallimard, 2010). Cette thèse de recherche tend à démontrer comment les médecins se sont engagés de manière conséquente à la Chambre des députés et au Sénat (dont 46% d'entre eux appartiennent à un conseil local ou départemental d'hygiène) afin d'instaurer la législation sanitaire qui se forge entre 1870 et 1914. Grâce à un vaste corpus d'archives d'époque (législatif, médical, d'hygiène publique) conservées de façon magistrale dans les bibliothèques et les services d'archives des deux chambres parlementaires, aux Archives Nationales de France, à la Bibliothèque inter-universitaire de la Faculté de médecine Paris-Descartes, à la Bibliothèque nationale de France ... ainsi que dans les Archives départementales de France et autres lieux d'investigation renvoyant à la bibliographie de la thèse... 140 000 clichés photographiques ont été pris pour l'occasion. A quelques détails près, la doctorante engagée pour une aventure des mers abyssales a pu reconstituer quelques grandes lois sanitaires qui donnent l'éclairage visionnaire des progrès sanitaires et sociaux de l'humanité de cette société française à la fin du XIXe siècle. L'étude se penche à la fois sur l'hygiène, la sécurité et la santé publique rapportées aux conditions des classes ouvrières pauvres, parfois sous-alimentées et mal logées. Nullement épargnées par les épidémies récurrentes du siècle : choléra, fièvre jaune et thyphoïde... ces classes sociales cultivent au quotidien des vices si attristants du point de vue de la morale que les élites de Troisième République vont s'empresse à faire disparaître. Ne serait-ce que l'alcoolisme, les perversions sexuelles ou le vagabondage si peu exemplaires d'éducation pour les plus jeunes. Ce paysage de débauche et de catastrophes sanitaires s'inscrit dans la lignée des découvertes scientifiques de Louis Pasteur qui viennent conforter à partir de 1855 les idées et les théories des hygiénistes en pleine quête argumentaire de leur identité institutionnelle. A ce propos, les discussions dans les chambres législatives, sont épiques.

Luc Chantre, *Le pèlerinage à La Mecque à l'époque coloniale (v. 1866-1940) France-Grande-Bretagne-Italie*

Sous la direction de Jérôme Grévy

Soutenu le 19 octobre 2012 à l'Université de Poitiers

Jury : Patrick Cabanel, PR Toulouse-Le Mirail, Véronique Dimier, PR université libre de Bruxelles, Susan Finding, PR Poitiers, Jean Garrigues, PR Orléans, John Tolan, PR Nantes, Jérôme Grévy, PR Poitiers

Résumé : Alors qu'elles n'intervenaient jusqu'ici que marginalement dans l'économie du pèlerinage à La Mecque (hajj), la catastrophe humanitaire constituée par l'épidémie de choléra de 1865-66 a conduit certaines puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne, bientôt rejointes par l'Italie, à se saisir directement de la question de l'organisation des déplacements et du séjour de leurs sujets musulmans vers les Villes Saintes du Hedjaz. Pour la première fois dans l'histoire de l'Islam, le hajj a ainsi été supervisé par des puissances non-musulmanes. Si l'objectif affiché de l'intrusion européenne dans l'économie du hajj reste la protection sanitaire des pèlerins et partant du continent européen, il n'en cache pas moins des préoccupations plus politiques. L'enjeu est alors de rendre le hajj gouvernable et de transformer celui-ci en un véritable instrument d'influence diplomatique dans la région, voire de légitimation des empires coloniaux.

Magali Charreire, *L'Histoire en médailles romantiques : Paul Lacroix, le bibliophile Jacob (1806-1884)*

Soutenu le 6 décembre 2013 à Montpellier 3

Le président du jury était Jean-Yves Mollier. Le jury était composé de Christian Amalvi, Jean-Yves Mollier, Jean-Claude Caron, Gérard Gengembre, Marie-Ève Therenty.

Résumé : Romancier, journaliste, érudit et bibliophile, Paul Lacroix alias le bibliophile Jacob (1806-1884) traverse le XIXe siècle à l'aune d'une trajectoire qui oscille entre écrivain-journaliste et conservateur de la bibliothèque de l' Arsenal à partir de 1855. À la faveur du double mouvement de reconfiguration de l'historiographie et du champ littéraire, dont il est un acteur au croisement des obsessions du temps entretenues par le romantisme, son oeuvre imposante et protéiforme tente une réunion des plumes de l'historien et du romancier soutenue par l'énigmatique et habile pseudonyme, gage de son succès en 1830. Il s'empare sous la monarchie de Juillet d'une écriture du passé vouée à en dresser l'inventaire, soumise aux modalités fluctuantes offertes par le récit comme aux injonctions économiques dépendantes des mutations de la librairie et du journal. Si sa production se défend de tout esprit de système, résumée par la course à la fabrication d'un grand « roman-histoire », elle interroge pourtant les conditions de définition d'un rapport au temps ébranlé après la Révolution. Le « Walter Scott français » sacrifie à la vogue du Moyen Âge pour la décliner sous la forme d'une histoire autant héritière de l'érudition antiquaire qu'elle participe de la fondation d'un récit des origines tributaire d'une écriture spéculaire de l'histoire. Son histoire s'égrène au rythme de médailles romancées cristallisant couleurs, intrigues, travers des temps médiévaux et modernes séparés par une frontière poreuse qui interroge les conséquences de la rupture révolutionnaire. Avers et revers de ces médailles posent dans leur alternance les jalons d'une expérience de mise en ordre du temps.

Elsa Clavé, *La malayisation du Sud philippin (XVe-XIXe siècles). Recherches historiques appuyées sur l'analyse des sources narratives et juridiques des sultanats de Sulu (ca 1450-ca 1900) et de Mindanao (ca 1520-ca 1900)*

Soutenu le 11 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Henri Chambert-Loir, directeur de thèse, École Française d'Extrême-Orient ; Hamit Bozarslan, EHESS ; William Gervase Clarence-Smith, Université de Londres ; François Gipouloux, CNRS ; Élisabeth Luquin, INALCO ; Rémy Madinier, CNRS ; Marie-Sybille de Vienne, INALCO.

Résumé : Cette thèse a pour objet l'étude historique de la malayisation du Sud philippin sur le temps long (XV^e-XIX^e). Ce processus, par lequel l'islamisation se manifeste dans la sphère culturelle et sociale, accompagne l'émergence et le développement de deux entités politiques modernes : les sultanats de Sulu et de Maguindanao. Fondée sur l'exploitation de textes indigènes sud philippins – narrations historiques et codes – l'étude démontre l'utilisation qui peut être faite de ces sources dans la reconstruction de l'histoire des sultanats. Elle s'attache à dégager une vision chronologique des structures spatiales et des fonctionnements politiques des différentes entités, des espaces côtiers aux marches de l'hinterland. Puis elle se penche sur le cadre législatif et les fondations mythiques du pouvoir royal afin de statuer sur le degré de malayisation de l'élite. L'étude propose enfin une explication à la situation contemporaine du Sud philippin où l'héritage culturel malais est peu perceptible.

Nicolas Cochard, *Les marins dans la ville : gens de mer et société urbaine au Havre (1830-1914)*

Sous la direction de André Zysberg.

Soutenu le 30 novembre 2013 à Caen.

Jury : Monsieur John Barzman, professeur, université du Havre, co-directeur. Monsieur Jean-Louis Lenhof, maître de conférence, université de Caen, examinateur. Monsieur Bruno Marnot, professeur, université de la Rochelle, rapporteur. Monsieur Jean-Luc Pinol, professeur, Ecole Normale Supérieure de Lyon, examinateur. Monsieur Thierry Sauzeau, professeur, université de Poitiers, rapporteur. Monsieur André Zysberg, professeur, université de Caen, directeur.

Résumé : Cette thèse a pour objectif l'étude des personnels navigants et de leurs familles, dans l'espace urbain du Havre au XIXe siècle. Avec la modernisation de la navigation, les populations maritimes locales se restructurent durant la période considérée, combinant la présence de gens de mer déjà installés à des milliers "d'immigrés" venus tirer profit de l'essor maritime de la cité. L'objet de l'étude est de déterminer l'origine des marins, mais aussi la manière dont ils s'inscrivent dans la société. Nous tentons de cerner le degré d'intégration des gens de mer dans l'espace urbain et dans la société havraise, en lien avec la mécanisation de la navigation et le processus de révolution industrielle. Nous envisageons une étude des gens de mer aux niveaux démographique, social, culturel et économique. Ceci étant, ce ne sont pas les gens de mer en mer qui nous préoccupent fondamentalement, mais leur vie à terre, en tenant compte toutefois des spécificités des métiers de la mer. Ce travail envisage de cerner la manière dont les populations maritimes du Havre se sont constituées dans une période de mutations. A partir des registres de l'Inscription Maritime, complétés par des données issues d'archives civiles (recensements, Etat Civil) nous dressons, sur trois générations, le portrait évolutif d'une population maritime dans le cadre d'une grande ville-port. L'étude des gens de mer offre une entrée intéressante qui permet d'examiner le visage même des sociétés urbaines, surtout celui des sociétés des grandes villes-ports, à l'heure des mutations de la navigation.

Michele Coletto, *La route des entrepreneurs : Italie-Roumanie. Anthropologie d'une mobilité économique depuis les années 1980*

Soutenu le 3 juillet 2014 à l'EHESS

Jury : Jean Boutier, codirecteur de thèse, EHESS ; Valeria Sinischalchi, codirectrice de thèse, EHESS ; Vintila Mihailescu, SNSPA ; Nick Mai, London Metropolitan University ; Filippo Zerelli, Université Cagliari

Résumé : Les enjeux concernant le processus de délocalisation vers la Roumanie des petites et moyennes entreprises (PME) du Nord-Est de l'Italie, inscrits dans un contexte économique global, montrent les relations multiples et enchevêtrées qui s'établissent entre l'Italie et la Roumanie. En 2005, selon les recherches du Centre Etranger de la Chambre de Commerce de la Vénétie, il y avait 1641 entreprises italiennes –dont 501 vénitiennes– implantées dans la ville roumaine de Timișoara. Il s'agit d'un phénomène relativement atypique sur le plan historique et économique. En effet, la migration italienne en Roumanie n'est pas nouvelle et trouve des fondements dès le XIX^e siècle. Si elle était au début constituée par des travailleurs peu spécialisés et des paysans partant vers la Roumanie dans un contexte général de forte émigration italienne, on peut en revanche constater, notamment depuis 1989, avec l'effondrement du bloc communiste et la transition roumaine vers l'économie de marché, une mutation nouvelle de ce flux, avec de plus en plus d'entrepreneurs qui s'installent en Roumanie. Le thème du processus économique de *l'internationalisation* des PME italiennes en Roumanie touche un ensemble complexe de problématiques qui s'enchaînent : de l'immigration, aux enjeux internationaux du marché du travail jusqu'aux problématiques de la *gouvernance*.

L'objectif général de mon travail consiste en la compréhension des enjeux de *l'internationalisation* et précisément des manières par lesquelles les PME italiennes en Roumanie parviennent, dans un

rapport *a priori* inégalitaire, à rester concurrentielles sur le marché mondial face aux grandes firmes étrangères et multinationales. Ma recherche s'appuiera, d'un côté, sur l'analyse des pratiques et des stratégies des entrepreneurs en rapport avec les associations et les différentes institutions du niveau local au niveau étatique, et de l'autre, sur l'étude des réseaux informels qui appuient les PME. C'est-à-dire, comprendre d'une part, le processus d'installation des PME italiennes au niveau local (aspects classiques de *l'internationalisation*), et d'autre part, cerner et analyser les réseaux transnationaux empruntés par les entrepreneurs. Ces deux aspects de *l'internationalisation* des entreprises italiennes en Roumanie, croisés l'un à l'autre, nous permettront également d'éclairer le processus migratoire, en le replaçant au sein du contexte international. Notre approche semble ici contribuer à une histoire sociale de la construction européenne, qui, au-delà des grandes événements politiques, se penche sur les flux et les cadres qui composent les gouvernementalités de l'Union Européenne : étudier les corrélations entre le cadre normatif et législatif, et les flux financiers ou de travailleurs et d'entrepreneurs.

Guillaume Cotinat, *Conspirateurs et conspirations en France sous les monarchies censitaires (1814-1848) : répression et représentations*

Dir. Frédéric Chauvaud

Soutenu le 18 décembre 2013 à l'Université de Poitiers

Emilie Cottet Dumoulin, *Franchir pour unir, équiper pour rattacher : les premiers chemins de fer en Savoie : intentions, usages, représentations (années 1830-1880)*

Sous la direction de Denis Varaschin.

Soutenu le 4 décembre 2013 à l'Université de Grenoble

Le président du jury était Nicolas Marty. Le jury était composé de Denis Varaschin, Yves Bouvier, Michèle Merger, Jean Varlet. Les rapporteurs étaient Nicolas Marty, Andrea Giuntini.

Résumé : La mise en place des premiers chemins de fer en Savoie est un sujet qui est longtemps resté dans l'ombre des études sur la percée du tunnel du Mont-Cenis. Cependant, l'histoire de ce mode et les intentions sous-jacentes à la construction de ce réseau sont bien antérieures à la mise en exploitation de cet ouvrage (1871) et même des débuts de son percement (1857). Ce tunnel est évidemment un élément essentiel, voire central, en ce qu'il accomplit la quête de continuité modale ferroviaire à l'échelle de la liaison Europe du nord-péninsule italienne. Mais, il est aussi l'aboutissement d'un processus technique, économique et politique qui débute dans les années 1830. L'intérêt du chemin de fer en Savoie ne réside ainsi pas uniquement dans la prouesse technique qu'il représente. Il convient, à la lumière des évolutions de l'historiographie récente, d'interroger cet objet singulier à plus d'un titre. Cette singularité tient à deux éléments majeurs autour desquels il est possible de problématiser le traitement proposé : l'antériorité à la plupart des chemins de fer établis dans les Alpes, et le contexte politique particulièrement instable. La question de l'unité italienne, l'annexion de la Savoie à la France, l'évolution des relations franco-sardes puis franco-italiennes contribuent à dessiner ce chemin de fer qui en est une émanation plus ou moins directe. D'un outil de liaison entre un centre et sa périphérie « d'outre-monts » (époque sarde), ce chemin de fer devient un outil de projection internationale d'échelle européenne avec le tunnel, avant de devenir un enjeu d'intégration d'une périphérie dans le territoire français. La dimension locale et sociale ainsi que les questions touchant aux représentations ne sont toutefois pas à négliger, comme nous y invitent les récentes évolutions qui peuvent se caractériser par le passage d'une histoire des transports à une histoire de la mobilité. La réflexion proposée tend, en considérant ces éléments, à interroger le chemin de fer en Savoie des années 1830 aux années 1880 comme le miroir d'une convergence d'ambitions sur un même territoire politiquement intermédiaire. Le

chemin de fer en Savoie, tout en demeurant un instrument politique et une aventure financière qui doit s'adapter au contexte géopolitique, ne serait-il pas plus profondément un nœud de confrontation entre recherches d'opportunités locales et d'intérêts internationaux ? La recherche de rentabilité des acteurs financiers (Compagnie Savoyarde, Compagnie Victor-Emmanuel, Compagnie du PLM) qui prennent part à la construction et à l'exploitation du réseau qui se met progressivement en place à travers et sur le territoire savoyard, se heurtent aux visées de l'Etat sarde, puis français. Ces derniers entendent de leur côté faire jouer principalement un rôle politique au chemin de fer. Ces intérêts politiques se heurtent à leur tour aux ambitions commerciales des puissances européennes, notamment de la Grande-Bretagne, qui voient dans le chemin de fer à travers la Savoie – et surtout dans le tunnel du Mont-Cenis – un axe de transit à portée internationale vers la Méditerranée et donc vers les Indes. Les élites locales, de leur côté, voient dans le chemin de fer un puissant moteur de développement économique et un moyen pour leur territoire d'exister dans la politique nationale. Quant au reste de la population savoyarde, il demeure en dehors des débats qui entourent les intentionnalités et la matérialisation du chemin de fer, tout en subissant les bouleversements qui découlent de son implantation. Fascinations et peurs se mêlent dans leurs représentations de cette incarnation du progrès. Le chemin de fer se pose ainsi en point de rencontre et d'articulation des diverses lignes de force qui font la trajectoire du territoire savoyard.

Consultable en ligne à l'adresse suivante : http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/95/11/84/PDF/37362_COTTET_-_DUMOULIN_2013_archivage.pdf

Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique. La colonie française de Saint-Domingue entre métropole et Etats-Unis (ca. 1778 – ca. 1804)*

Soutenu le 23 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Madame Catherine Desbarats, Professeure agrégée à l'Université McGill, Montréal, Madame Marie-Jeanne Rossignol, Professeure à l'Université Paris-Diderot, Monsieur François-Joseph Ruggiu, Professeur à l'Université Paris-IV Sorbonne, Monsieur Pierre Serna, Professeur à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Monsieur François Weil, Directeur d'études à l'EHESS, Recteur d'académie et chancelier des universités, directeur de thèse.

Moira Cristia, *Image et politique dans l'Argentine des années 1966-1976 ou l'esthétique du péronisme tardif*

Thèse de doctorat en co-tutelle, sous la co-direction de Frédérique Langue et Mariano Mestman, EHESS et Universidad de Buenos Aires

Soutenu le 16 octobre 2013 à l'EHESS

Jury : Frédérique Langue, directrice de thèse, CNRS ; Mariano Mestman, Université de Buenos Aires ; Nancy Berthier, Université Paris-Sorbonne ; Jordi Canal, EHESS ; Luc Capdevila, Université Rennes 2 ; Olivier Compagnon, Université Sorbonne Nouvelle ; Christian Delage, Université Paris 8.

Résumé : Cette thèse porte sur les interactions entre les acteurs politiques, le pouvoir en place et le champ de la création visuelle au cours d'une période particulièrement agitée de l'histoire argentine. Il s'agit donc d'un questionnement sur les usages politiques de l'image au fil d'une décennie encadrée par deux coups d'État : de 1966 à 1976. Nous analysons les formes de légitimation politique mises en œuvre par le biais de la représentation visuelle, les procédés utilisés pour participer à l'imposition de tel ou tel projet politique, et les ressources mobilisées afin d'emporter la conviction des masses. La construction de la légitimité s'appuie sur une démarche d'esthétisation qui va souvent de pair avec la récupération de certains symboles et mythes historiques susceptibles de produire un impact dans la mémoire collective. Plusieurs questions se posent au sujet de l'implication politique de l'artiste, lorsqu'il contribue à matérialiser par son art un pouvoir

symbolique, donne à voir un acteur social spécifique, ou promeut des valeurs liées à la politique. Dans un contexte d'intenses circulations internationales, nous observons une sujétion de l'art, pourtant issu de l'imaginaire et du sensible, au politique. Les images que nous mettons en relation dans ce travail – des photographies, des caricatures, des films, des bandes dessinées, des œuvres d'art – ont manifestement été élaborées, choisies et exposées afin de susciter une certaine palette d'émotions. Du fait qu'elles jouent un rôle significatif dans la communication sociale, les images, diffusées sur différents supports, participent à construire des univers visuels de signification autour des notions de libération, de révolution, de nation, et de peuple. Si, durant les années 1960 et 1970, divers groupes péronistes récupèrent les bases symboliques de la période « classique » du péronisme dans une démarche programmatique à vocation critique, axée sur le concept de justice sociale, leur concurrence devient rapidement évidente. Dans ce péronisme « tardif » profondément hétérogène, des luttes symboliques acharnées se déclenchent entre les différentes composantes du mouvement. Le but principal de cette thèse consiste par conséquent à montrer la manière dont des propositions politiques antagoniques se sont fondées sur l'articulation de contenus symboliques issus de nombreuses traditions et alimentant leurs propres discours visuels.

Éric Dagnicourt, *Les gardiens de la cité : la garde républicaine (1871-1914)*

Sous la direction de Jean-Noël Luc

Soutenu le 24 octobre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de François Cochet, Philippe Chassigne, Florence Bourillon, Roseline Letteron, Benoît de Castelbajac.

Résumé : La garde républicaine, entre 1871 et 1914, corps de gendarmerie atypique, constitue une unité militaire mixte, regroupant des formations à cheval et d'autres à pied, dont le service essentiel est municipal. Les objectifs de cette thèse sont de préciser sa filiation avec les unités qui l'ont précédée, de définir ses spécificités en terme d'organisation, de fonctionnement et d'infrastructures, de décrypter et de disséquer son service intérieur et municipal afin de le confronter à celui des autres régiments de l'armée et légions de gendarmerie, de situer la place de ces « gardiens de la cité » au sein de la gendarmerie de l'époque et de la comparer à celle tenue par notre actuelle garde républicaine. En trois parties, cette thèse détaille successivement :- les composantes de la garde, infanterie et cavalerie, son organisation régimentaire et son administration, ses différents rouages et sa composition, son recrutement, sa symbolique et ses uniformes ;- sa vie quotidienne, sa formation militaire et municipale, ses casernes, sa discipline ;- la police de la voie publique à Paris et les forces qui l'assurent, l'influence du préfet de police sur la garde, ses différents services, son utilisation au maintien et au rétablissement de l'ordre. L'hypothèse de travail est de constater à quel point la garde républicaine de la Belle Époque diffère de l'actuelle garde, si proche d'elle par ses silhouettes, ses représentations, ses traditions, son implantation, si éloignée par son unique vocation de garde présidentielle, protectrice des institutions de la République.

Valérie De Wulf, *Annobon : histoire, culture et société (XVe-XXe siècles)*

Soutenu le 30 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Serge Gruzinski, directeur de thèse, EHESS ; Louis Felipe de Alencastro, Université Paris IV ; Louise Bénat, Université Paris IV ; Carmen Bernand, Université Paris X ; Jacint Creus, Université autonome de Barcelone, Espagne ; Catarina Madeira Santos, EHESS.

Résumé : La Reconquête réussie du Portugal face aux Maures au début du XVe siècle, a conduit les monarques de ce petit pays à développer une politique de prévention et d'exploration du monde. Il s'agit à la fois de trouver des alliés afin de contrer la puissance des souverains musulmans autour de la Méditerranée, mais aussi de développer de nouveaux liens commerciaux au-delà de ce secteur. La

découverte de l'île d'Annobón s'inscrit dans ce contexte. Elle apparaît sur les cartes des cartographes portugais à la fin du XVe siècle. Il semble qu'elle ait été aperçue pour la première fois en 1471, le 1er janvier, car son nom signifie Bonne Année, par Juan de Santarem et Pedro de Escobar. (... [voir le résumé complet ici](#))

Par la suite un nouveau commis sera envoyé, et cette charge se maintiendra jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Le comportement abusif du dernier est sans doute à l'origine de sa disparition. Quoi qu'il en soit, à partir du XVIIIe siècle, les insulaires n'ont plus aucun représentant du capitaine-donataire pour les encadrer. La situation est originale, la population entre dans une phase d'autonomie qui durera jusqu'à la fin du XIXe siècle. Bien sûr, les Portugais tenteront plusieurs fois de reprendre le contrôle de ce territoire et de sa population en essayant différentes stratégies d'approches, mais elles échoueront toutes. Ne sachant plus que faire, le Portugal procède à un échange avec l'Espagne : Annobón, avec l'île de Fernando Póo et une partie de la côte continentale du golfe de Guinée, contre des territoires sud-américains que la couronne portugaise sait plus facilement exploitables. A leur grande surprise, les Espagnols sont aussi repoussés par la population lors de leur tentative de prise de possession de l'île. La colonisation espagnole, suite à de nombreuses péripéties, ne commencera finalement à Annobón qu'à la fin du XIXe siècle, ceci grâce à des missionnaires catalans, les clarétains, qui viendront installer de façon définitive une mission catholique dans l'île.

L'autonomie politique, spirituelle ainsi que l'isolement que les Annobonais connaissent entre le XVIIIe siècle et la fin du XIXe siècle, ont eu des conséquences sur le fonctionnement de leur société, et les croyances de la population : un gouvernement original, un culte syncrétique inspiré du catholicisme et du culte des ancêtres, une langue créole et une littérature orale surprenante. On constate toutefois, à travers l'étude de certaines traditions artistiques notamment, que la population est restée tout de même connectée au reste du monde. C'est à travers des témoignages de missionnaires, de voyageurs et de marins occidentaux au XVIIIe siècle jusqu'au début du XXe siècle, puis de recueils de la tradition orale rédigés par des Annobonais eux-mêmes au XXe siècle, qu'une reconstitution de cette société, de ses traditions et de ses croyances a pu être menée.

Mawuli Degbe, *Mission catholique, pouvoirs coloniaux, pouvoirs locaux en terre togolaise : Confrontations et accommodements de 1886 à 1921*

Sous la direction de Claude Prudhomme et de Jacques Frémeaux.

Soutenue le 18 juin 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Henri Médard, Rainer Hudemann, N'Buéké Goeh-akué.

Résumé : Notre recherche porte sur l'histoire particulière de l'Église catholique au Togo au début de son évangélisation. Il consiste à retrouver l'originalité et la méthode du travail pastoral des premiers missionnaires allemands, et surtout à voir comment ils ont réussi, malgré les confrontations entre les motivations de l'idéal pastoral et celles des intérêts coloniaux et les résistances locales, à implanter le christianisme dans ce pays. L'Église du Togo a été perturbée par la prise en compte de l'identité nationale des missionnaires. La Grande Guerre de 1914-1918 en a été une parfaite illustration. Cette Église naissante pouvait-elle souffrir du passage entre ces deux instituts : SVD (Société du Verbe Divin) allemand soutenu par les sœurs SSpS (Serae Spiritus Sancti) d'un côté, et de l'autre, SMA (Société des Missions Africaines) français soutenu par les sœurs NDA (Notre-Dame des Apôtres) du fait des événements politiques et les revendications nationalistes ? L'autorité pontificale n'est pas restée indifférente à cet événement. La reprise de l'évangélisation par les SMA et les religieuses NDA – tous Français – a été une démarche hésitante. Mais le 21 janvier 1921, le Saint Siège, après maintes négociations et consultations, a fini par leur confier la mission du Togo. Seront-ils bien accueillis par les autochtones en attente nostalgique du retour des précédents (SVD et SSpS) qui leur ont ouvert l'esprit sur la foi chrétienne? La confiance sera-t-elle au rendez-vous vis-à-vis de ces nouveaux

missionnaires dont la nationalité se confond avec celle des nouveaux occupants qui ont expulsé leurs chers pasteurs allemands, morcelé le pays et qui imposent une nouvelle langue ?

Aurore Deglaire, *Jean Guiraud (1866-1953) : De l’Affaire Dreyfus à Vichy, itinéraire d’un militant catholique intransigeant*

Sous la direction de Jacques-Olivier Boudon.

Soutenue le 5 mars 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Jérôme Grondeux, Jacques Prevotat, Christian Sorrel.

Résumé : Ce travail, de nature biographique, entend reconstituer le parcours militant de Jean Guiraud (1866-1953) au cours du premier XXe siècle. Personnalité éminente du monde catholique français de son époque, il s’est investi dans des activités militantes de différentes natures : politiques (il a été membre de l’Action libérale populaire de Jacques Piou, et a tenté d’organiser les modalités de l’action politique des catholiques), associatives (il est président des associations de chefs de famille entre 1910 et 1940), et éditoriales (il est rédacteur en chef de La Croix entre 1917 et 1939). Un tel parcours s’appuie sur un discours propre à l’intransigeantisme catholique et promeut des méthodes tournées vers la défense religieuse. Son étude éclaire de nombreux aspects du monde catholique français de la première moitié du XXe siècle. Nous avons tenté, en confrontant cet itinéraire individuel à l’évolution générale du monde catholique français au premier XXe siècle, de déterminer sa part d’originalité face à une tendance lourde qui se dessine alors : celle de l’acceptation croissante du fait de laïcité par les catholiques.

Pauline Delage, *Violence conjugale / Domestic Violence. Sociologie comparée d’une cause féministe (France / États-Unis, 1970-2013)*

Soutenue le 16 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Éric Fassin, directeur de thèse, Université Paris 8 ; Sébastien Chauvin, Université d’Amsterdam ; Olivier Fillieule, Université de Lausanne ; Rose-Marie Lagrave, EHESS ; Hélène Le Dantec-Lowry, Université Paris 3.

Résumé : Cette thèse propose de comprendre comment les mouvements féministes, des années 1970 jusqu’à nos jours, ont réussi à constituer la violence conjugale en un problème public, à la fois en France et aux États-Unis. Comprendre la problématisation de la violence conjugale nécessite de restituer les pratiques et les représentations des actrices qui agissent au sein d’associations spécialisées, ainsi que les opportunités institutionnelles et professionnelles dont elles se sont saisies pour faire reconnaître leur cause. Une enquête ethnographique menée principalement en région parisienne et dans le comté de Los Angeles permet alors d’analyser la prise en charge des femmes victimes dans ces associations spécialisées issues des mouvements féministes des années 1970. Situées au croisement d’espaces militants, institutionnels et professionnels, les pratiques des associations, comme les modes de compréhension de la violence conjugale qu’elles développent, sont façonnés par des enjeux propres à chacun des deux contextes. En permettant de croiser les échelles d’analyse, l’approche comparatiste met en lumière les ressorts de la légitimation d’une cause et de ses reconfigurations, ainsi que les tensions générées par la mise en pratique d’une analyse féministe d’un problème public. Cette analyse montre comment un problème lié au genre est travaillé et transformé par des logiques professionnelles et institutionnelles.

Costanza di Ciommo Laurora, *L’asile politique dans les relations franco-italiennes : les moins que rien et l’impossible statut de l’opposition italienne à l’étranger (1920-1986)*

Soutenue le 8 juillet 2014 à l’Università Ca’ Foscari Venezia (co-tutelle avec Sciences Po Paris)

Jury : Marc Lazar (directeur de recherche), Maria Turchetto (directeur de recherche), Antonio Varsori, Eric Vial

Résumé : Ce travail de recherche plonge ses racines dans l'analyse de la typologie d'accueil particulière dont ont bénéficié les exilés politiques italiens des années 1970-1980. La problématique à la base de cette thèse se propose de comprendre si la politique française d'accueil de ces années-là peut être considérée comme un fait nouveau ou si, au contraire, elle est à interpréter comme un geste dont les racines remontent à une plus longue histoire : celle de l'asile politique. Nous analyserons selon une perspective de longue période le rapport existant entre les institutions politiques et administratives des États et les groupes sociaux. Avec cette analyse, nous voudrions contribuer à reconstruire l'origine des pratiques, des instruments et finalement des conceptions politiques et juridiques que la France et l'Italie ont appliquées au groupe d'émigrés politiques italiens en France. La thèse se compose des deux parties, (avant et après deuxième guerre mondiale). Nous allons d'abord reconstruire la naissance des principes constitutifs de l'asile politique en Europe tout au long du XIX siècle. Nous allons donc analyser la gestion étatique de la présence en France d'une grande partie de l'opposition italienne pendant les années Vingt et Trente, d'abord selon une perspective bilatérale, et ensuite internationale. Dans la deuxième partie du travail nous allons reconstruire les changements du cadre juridique de référence au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Nous allons ensuite analyser la façon dont les États ont géré la présence en France de l'opposition extra-parlementaire italienne des années soixante-dix, d'abord d'un point de vue bilatéral, et ensuite multilatéral.

Jean-Briex Delbos, *Les électeurs censitaires parisiens des années 1840 et leur devenir : richesse, inégalités, mobilités économique et géographique*

Soutenue le 15 mai 2014 à l'EHESS

Jury : Gilles Postel-Vinay, directeur de thèse, EHESS ; Christophe Charle, Université Paris 1 ; François Heran, INED ; Thomas Piketty, EHESS ; Jean-Laurent Rosenthal, Caltech.

Victor Demiaux, *La construction rituelle de la victoire dans les capitales européennes après la Grande Guerre (Bruxelles, Bucarest, Londres, Paris, Rome)*

Soutenue le 30 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Stéphane Audoin-Rouzeau, EHESS, John Horne, Trinity College Dublin, directeurs de thèse ; Annette Becker, Université Paris X ; Jean-François Chanet, Institut d'études politiques ; Christophe Prochasson, EHESS ; Laurence Van Ypersele, Université catholique de Louvain (Belgique).

Résumé : Quelques jours après la signature du Traité de Versailles (28 juin 1919) furent organisées à Paris, Londres et Bruxelles de grandes célébrations de la victoire à dimension triomphale, patriotique mais aussi funéraire. Le défilé parisien du 14 juillet 1919 au cours duquel six mille soldats de toutes les nations alliées à la suite des maréchaux Foch, Joffre et Pétain passèrent sous l'Arc de Triomphe et traversèrent la capitale française sous les yeux de millions de spectateurs constitue sans doute le cas le plus emblématique de l'extraordinaire investissement symbolique et émotionnel dont elles furent l'objet.

Pièces essentielles dans les processus de démobilisation culturelle des sociétés belligérantes, ces célébrations opèrent le basculement symbolique de la guerre à la paix et sont à ce titre déterminantes dans le processus de construction de la signification de la victoire. Nous nous proposons donc de les soumettre à un questionnement d'histoire culturelle attentif aux motifs symboliques dessinés par ces programmes festifs. En somme, ces cérémonies peuvent être étudiées comme un langage qui dit la guerre, l'ennemi, la communauté nationale, le deuil. Un langage qui ne

va toutefois pas de soi, comme le rappellent les débats et conflits qui entourèrent souvent la conception des cérémonies, voire en rejetèrent carrément la légitimité.

Plus largement, les grandes fêtes de la victoire s'inscrivent dans une séquence marquée par une sorte de tâtonnement des autorités des pays vainqueurs en matière de ritualité publique. Notre étude englobera donc, en amont, les manifestations et les cérémonies qui accompagnèrent dans les capitales en question l'annonce de la signature des armistices en novembre 1918. En aval, la prise en compte des inhumations des soldats inconnus apparaît indispensable. Celles-ci constituent d'une certaine façon une tentative supplémentaire de symboliser la fin de la guerre. La ressemblance qui unit ici les différents cas nationaux témoigne de manière frappante de la similarité des solutions adoptées par les gouvernements des différentes nations victorieuses pour tenter de résoudre un problème commun.

L'intérêt de l'approche comparée ne se limite cependant pas à la mise en évidence de ressemblances. Le repérage des différences devrait aussi permettre d'éclairer la façon dont les constructions nationales, caractérisées par des histoires, par des imaginaires nationaux, par des constructions étatiques, par des structures sociales et par des patrimoines symboliques et rituels différents, ne furent pas frappées de la même façon par la Grande Guerre et furent plus ou moins à même de supporter le choc que celle-ci infligeait à leurs systèmes politiques. L'inclusion du cas italien, avec son contexte très particulier de "victoire mutilée" et d'émergence du fascisme, nous paraît à cet égard tout à fait décisive. Quant au traitement du cas roumain, il relève d'une perspective plus expérimentale, visant à remettre en cause la ligne de fracture historiographique entre front occidental et front oriental. Celle-ci reflète probablement davantage l'histoire du vingtième siècle européen dans son ensemble que la réalité de la Grande Guerre. C'est donc dans le cadre des questionnements sur la possibilité de l'écriture d'une histoire européenne de la Grande Guerre que s'inscrit, en dernière analyse, ce projet de recherche.

Laurent Denave, *Composer une musique savante originale aux Etats-Unis de 1890 à 1930. Les conditions sociales de la possibilité de l'oeuvre de Charles Ives (1874-1954)*

Soutenu le 28 mars 2014 à l'EHESS

Jury : Jonathan Friedman, directeur de thèse, EHESS ; Norbert Bandier, Université Lyon 2 ; Esteban Buch, EHESS ; Christine Detrez, ENS Lyon ; Gianfranco Vinay, Université Paris 8.

Thomas Depecker, *La loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIXe-XXe siècles*

Soutenu le 13 février 2014 à l'EHESS

Jury : Patrice Bourdelais, directeur de thèse, EHESS ; Maurice Cassier, CNRS ; Odile Henry, Université Paris VIII ; Anne Lhuissier, INRA ; François Vatin, Université Paris X.

Résumé : Cette thèse étudie les conditions sociales des transferts de techniques entre l'exploitation économiquement rationnelle du bétail et les entreprises de réforme des conduites de vie. Le cas pris en considération est celui de la quantification du besoin alimentaire : l'analyse des rapports entre différents espaces (agronomie, chimie et physiologie, médecine et hygiène notamment) permet de montrer comment la quantification des entrées et des dépenses physiologiques, pensée pour l'exploitation des produits animaux au début du XIXe siècle, devient finalement employée dans le gouvernement sanitaire de soi et des populations. La quantification du besoin émerge au début du XIXe siècle du fait des récentes transformations de la comptabilité agricole et de la mesure de la production animale : la relation entre la ration du bétail et les produits animaux (lait, laine, etc.) est alors une simple relation de débit à crédit. « L'alimentation rationnelle », doctrine qui se fonde autour des études de chimie agricole sur les conditions d'optimisation de l'exploitation animale,

connaît un succès grandissant au XIXe siècle, et est intégrée massivement au sein de grandes entreprises utilisant le travail animal. Grâce à un travail sur les individus au carrefour de la médecine, l'hygiène publique et la chimie agricole, la thèse montre comment, durant le second XIXe siècle, « l'alimentation rationnelle » est également employée dans l'administration des institutions totales, puis est finalement présentée à l'ensemble de la population, et notamment aux classes populaires, comme une technique de conduite de vie et comme un rapport de soi à soi. Ce rapport nécessite de se représenter son corps comme un agriculteur économiquement rationnel se représenterait son cheptel : comme un capital. Après avoir montré en quoi la quantification du besoin devient à ce moment présentée comme une technique que tout un chacun devrait s'appliquer à soi-même, la thèse expose enfin l'institution de « l'alimentation rationnelle » dans l'action de l'État, comme technique de surveillance et de contrôle sanitaire de la population en France au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Pandora Dimanopoulou-Cohen, *Entre doctrines religieuses et actions politiques : le rapprochement des Églises anglicanes avec l'Église orthodoxe grecque, 1903-1930*

Soutenu le 8 juillet à l'EHESS

Jury : Philippe Boutry, directeur de thèse, EHESS ; Athanasia Anagnostopoulou, Professeure, Université Panteion ; Anne Couderc, Université Paris 1 ; Grigorios Papathomas, Université nationale et capodistrienne d'Athènes ; Jean-Paul Willaime, EPHE.

Mamadou Dindé Diallo, *Un siècle de journaux en Guinée : histoire de la presse écrite de la période coloniale à nos jours*

Sous la direction de Sophie Dulucq.

Soutenu le 28 mai 2013 à Toulouse 2

Le jury était composé de Colette Zytnicki. Les rapporteurs étaient Annie Lenoble-Bart, Odile Goerg.
Résumé : Ce travail porte sur l'histoire de la presse écrite en Guinée entre 1925 et 2010, i.e. entre l'apparition du premier périodique et la fin de la 2e République. À l'instar d'autres pays africains, les Guinéens sont entrés en contact avec les journaux durant la colonisation. La presse fut d'abord contrôlée par les autorités avant d'être appropriée par les élites politiques dans leur lutte anticoloniale. Si les missionnaires catholiques ont été les précurseurs (création de La Voix de Notre-Dame), c'est après 1945 qu'une presse plurielle et africaine émerge, avec des journaux variés (Coup de Bambou, Phare de Guinée, La Liberté...). Les leaders politiques et syndicaux utilisent la presse comme un instrument de contre-pouvoir et comme un puissant moyen de mobilisation populaire. Cette relative liberté prend fin en 1958, à l'indépendance. Le nouveau régime de parti unique met la main sur La Liberté, publication du PDG-RDA, qui, sous le nom d'Horoya, devient l'unique journal d'information autorisé. Ce monopole étatique entraîne une forte désaffection du lectorat. Après la prise du pouvoir par une junte en 1984, la mise en place du multipartisme contribue à l'instauration de la liberté de presse au début des années 1990. Considérée comme le « printemps de la presse », la décennie voit éclore des centaines de titres éphémères, souvent hebdomadaires ou mensuels. Notre thèse analyse ce phénomène et propose deux études de cas, centrées sur des groupes de presse apparemment solides : Le Lynx-La Lance et L'Indépendant-Le Démocrate. Elle propose enfin un bilan de la situation de la presse guinéenne en 2010.

Armél Dirou, *Guerre totale et concept de partisan pendant la guerre de 1870-1871*

Sous la direction de Olivier Forcade.

Soutenu le 12 avril 2013 à Paris 4

Le jury était composé de François Roth, François Cochet, Jacques Frémeaux, Jean-Jacques Langendorf.

Résumé : Après la défaite française de Sedan le 2 septembre 1870 et la chute de l'Empire, la France s'engage dans la poursuite de la guerre contre son envahisseur. Ses armées défaites, le pays doit se réorganiser pour se reconstituer militairement. Aux côtés des armées régulières, Gambetta appelle de ses vœux l'armement du peuple au sein d'unités irrégulières et à la mobilisation de toutes les ressources du pays. Au-delà de l'aspect incantatoire de la levée en masse qu'il proclame, il renonce finalement à l'emploi de ces unités irrégulières. Il pense en effet que toute bascule révolutionnaire de certaines d'entre elles pourrait ternir l'image et menacer la restauration républicaine à laquelle il aspire. Ainsi, contrairement à ce qu'ont écrit Moltke ou Colmar von der Goltz, Gambetta savait ce qu'il pouvait militairement attendre de ces unités irrégulières ; il voulait la victoire de la France mais pas à tout prix. Il n'était pas prêt politiquement à prendre tous les risques. Face à l'insurrection qui se développe considérablement à partir du mois d'octobre 1870, les Prussiens et les Allemands consacrent 25% de leurs troupes à la sûreté de leurs arrières. Se fondant sur la loi du 4 juin 1851 sur l'état de siège, ils exercent une répression d'une implacable dureté. Les francs-tireurs ne sont pas un ennemi à respecter puisque ces combattants irréguliers n'ont aucune existence légale. Ils sont tel un parasite qu'il convient d'éradiquer. Cette guerre apparaît finalement comme l'aboutissement d'une réflexion prussienne sur la terreur qui s'est étoffée et a mûri tout au long du XIXe siècle.

Laurent Duguet, *L'internement administratif en Provence - Côte d'Azur à la libération*

Sous la direction de Jean-François Muracciole.

Soutenu le 14 novembre 2013 à Montpellier 3

Le président du jury était Philippe Buton. Le jury était composé de Jean-François Muracciole, Philippe Buton, Bernard Lachaise, Olivier Dard. Les rapporteurs étaient Bernard Lachaise, Olivier Dard.

Résumé : Le sujet de cette thèse traite des seize camps d'internement administratif implantés dans les six départements de la région Provence Côte-d'Azur entre la Libération et décembre 1945. Dans cette région libérée, mais économiquement exsangue et encore en guerre dans sa partie orientale jusqu'en mai 1945, nous nous demanderons si l'internement administratif, un outil de l'épuration quasiment absent de l'historiographie régionale, est déconnecté des tensions propres à ce territoire ou si, au contraire, il les cristallise. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur la mise en pratique des textes normatifs qui donnent lieu à la création et à l'aménagement des centres de séjour surveillé dans la région R2 au cours des premières semaines chaotiques de la Libération. Une seconde partie porte sur l'organisation des camps dans tous ses aspects : les recherches de financement, le quotidien des internés, le ravitaillement et le transport, l'état sanitaire, le recrutement du personnel et la sécurité des camps. La troisième partie propose une étude des populations internées ainsi qu'une approche sociologique constituée à partir d'un échantillon de 624 internés des centres de séjour surveillé de Saint-Mitre (Bouches-du-Rhône), de Sorgues (Vaucluse) et de Saint-Vincent-les-Forts (Basses-Alpes). Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette thèse explore enfin la dissolution des camps et les nouvelles affectations de ces lieux, tout en abordant la question du risque mémoriel.

Juliette Dumont-Quessard, *De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)*

Sous la direction de Laurent Vidal.

Soutenu le 24 juin 2013 à Paris 3

Le président du jury était Robert Franck. Le jury était composé de Laurent Vidal, Robert Franck, Maria Helena Rolim Capelato, Annick Lemperiere, Olivier Compagnon.

Résumé : S'inscrivant dans le champ de l'histoire des relations culturelles internationales, cette thèse analyse de manière comparatiste l'élaboration d'une diplomatie culturelle par l'Argentine, le Brésil et le Chili dans la période de l'entre-deux-guerres, en s'appuyant sur des organismes de coopération intellectuelle à vocation internationale ou régionale. Notre but est de montrer comment, à partir des toiles tissées par les différentes structures et dynamiques de la coopération intellectuelle, internationale, continentale ou latino-américaine, l'Argentine, le Brésil et le Chili ont forgé les instruments d'une diplomatie culturelle et ont bâti une certaine image d'eux-mêmes sur la scène internationale. Cette thèse vise à montrer que les initiatives argentine, brésilienne et chilienne sur le terrain de la diplomatie culturelle ne prennent corps et sens que dans la mesure où elles s'insèrent dans des dynamiques qui dépassent leurs frontières. Dans le cadre d'une étude sur la diplomatie culturelle, qui implique que le pays qui en fait usage ait une image à proposer sur la scène internationale, la question de l'identité nationale est au cœur de la réflexion. Nous nous inscrivons donc dans une perspective qui relève tout autant de l'histoire des relations internationales que de l'histoire culturelle, aux confins des débats sur l'identité nationale et sur la définition de la politique étrangère.

Jean-Louis Escudier, *Contribution à l'histoire des rapports économiques de genre : application à la viticulture française 1850-2010*

Dir. Nicolas Marty

Soutenue le 25 juin 2014 à l'Université de Perpignan

Jury : Mme Sainclivier Jacqueline, Professeur, Université de Rennes II, M. Pech Rémy, Professeur, Université de Toulouse II Le Mirail, Mme Guetat-Bernard Hélène, Professeur, ENFA Toulouse, M. Sagnes Jean, Professeur émérite, Université de Perpignan Via Domitia, M. Marty Nicolas, Professeur, Université de Perpignan Via Domitia

Résumé : Cette thèse applique à la viticulture française une analyse croisée du rapport salarial et des rapports économiques de genre. Dans une première partie, couvrant la période 1850 à 1914, nous mettons en évidence la construction historique de la partition sexuée des tâches viticoles, de l'emploi intermittent et de la rémunération des ouvrières viticoles au demi-salaire des ouvriers. Dans la seconde partie, relative aux années 1914 à 1945, nous montrons comment l'instauration d'un enseignement ménager agricole, loin d'être un facteur de formation professionnelle, s'inscrit dans un modèle social privilégiant le repli des femmes rurales sur la sphère domestique. Toujours payée à moitié prix des hommes, les femmes sont moins sollicitées que par le passé mais restent indispensables pour certains travaux viticoles. Dans la troisième partie, consacrée aux années 1945 à 2010, nous analysons notamment l'impact de la nouvelle norme salariale genrée (salaire féminin à 80 % du salaire masculin) et des conventions collectives agricoles sur l'emploi, la qualification et la rémunération des salariées viticoles.

Omar Ali Farah, *La France, la Communauté économique européenne et l'Afrique subsaharienne, de la Convention de Yaoundé (juillet 1963) à la Convention de Lomé 1 (février 1975)*

Sous la direction de Gilles Richard.

Soutenue le 30 juin 2014 à Rennes 2

Le président du jury était Vincent Joly. Le jury était composé de Christine Manigand. Les rapporteurs étaient Anne Dulphy, Michel Catala.

Résumé : La France a obtenu de ses partenaires l'inclusion des territoires d'outre-mer dans le traité de Rome instituant la CEE. L'objectif était, en période de décolonisation, de maintenir des liens entre les métropoles et les anciennes colonies dans un contexte nouveau. Entre 1958 et 1963, les Six expérimentent un système d'association avec les pays tiers, en particulier les états africains et

malgache associés (EAMA) qui permet de maintenir des liens économiques particuliers avec ces états souverains, sous couvert d'une aide au développement. La Convention de Yaoundé de juillet 1963 marque la volonté des Six d'institutionnaliser et de coordonner leurs relations avec les pays tiers africains et malgache et jette les bases d'une politique de coopération, consolidée par des renouvellements de cette Convention. Celles-ci furent basées au niveau commercial, sur des préférences tarifaires et contingentaires réciproques et une assistance financière et technique. Aux termes d'une décennie d'association, le bilan du soutien au développement fut très maigre. Excepté la coopération dans le domaine de l'enseignement et de la formation où il y a eu une hausse de la scolarisation dans la plupart des EAMA, les résultats au niveau économique furent dérisoires : les préférences dont ils bénéficièrent se réduisirent progressivement à peu de chose, ils restèrent encore très dépendants et fortement endettés. Leur économie était toujours basée sur l'exportation des produits tropicaux et l'extraction des minerais et les termes de l'échange très déséquilibrés.

[Accéder en ligne](#)

Marie-Hélène Frétiigny-Ryczek, *L'Ecole romaine de 1918 à nos jours : histoire d'une fortune critique*

Dir. Laurence Bertrand-Dorléac

Soutenu le 29 novembre 2013 à Sciences Po Paris

Iliana Fylla, *Mises en présence des corps : la scène chorégraphique française (2000-2013) et ses antécédents historiques*

Sous la direction de Thierry Dufrêne.

Soutenu le 13 décembre 2013 à Paris 10

Le président du jury était Didier Plassard. Le jury était composé de Thierry Dufrêne, Didier Plassard, Roland Huesca, Julie Perrin, Emmanuel Wallon. Les rapporteurs étaient Didier Plassard, Roland Huesca.

Résumé : Au début des années 2000 un phénomène de transgression des représentations corporelles conventionnelles envahit les scènes chorégraphiques. Autonomie, indiscipline, réflexivité, expérimentation, tendance protéiforme, performativité, intégration sociale et attitude participative, ne sont que quelques dimensions que le corps dansant favorise. D'où provient-il ce phénomène ? Cette thèse, en mettant la question en perspective historique, examine comment les revendications chorégraphiques à orientation politico-artistique du milieu des années 1990, qui visaient à défier les limites propres de la danse, les limites entre les autres arts, mais aussi entre l'artiste, l'œuvre et le spectateur, la danse et les schémas institutionnels du pays, ont trouvé toute leur légitimité et porté leurs fruits dans les années 2000. Dans la lignée de l'analyse critique qui a récemment élargi son champ d'intérêt, interrogeant les frontières traditionnelles de la danse, cette thèse propose d'explorer les transformations du corps, de la pensée, de l'image et du regard, opérées dans le champ chorégraphique, en examinant : la (ré)formation du corps dansant, le processus d'historicisation du domaine, la mutation du visuel due aux démarches transdisciplinaires et transversales, ainsi que le projet de démocratisation de la discipline qui engendre des (ré)formations du corps-public. Trois questions principales traversent l'étude : Quel corps ? Quelle danse ? Qui danse ? A la fois panoramique et monographique, cette thèse développe une méthodologie qui se prête à offrir une sensibilisation à l'analyse pluridimensionnelle du domaine ainsi que des outils adéquats pour une historiographie des œuvres.

Yann Forestier, *L'École, exception médiatique. La presse face aux enjeux des changements pédagogiques, 1959-2008*

Sous la direction de Jean-Noël Luc et de Bruno Poucet.

Soutenu le 19 juin 2014 à Paris 4

Le jury était composé de Christian Delporte, Pascal Ory, André Robert.

Résumé : Cette thèse s'interroge sur l'intensité des débats, controverses et polémiques qui, en France, abordent la question de l'École, au moyen de l'étude du discours porté par la presse écrite généraliste entre 1959 et 2008, soit au cours du demi-siècle où se rencontrent la domination de ces débats par les enjeux liés à la démocratisation de l'enseignement du second degré et l'affirmation de la presse nationale d'information générale comme instance de prescription des débats intellectuels. Basé sur l'analyse statistique d'importants échantillons sélectionnés au sein d'un corpus de 8500 articles, ce travail s'attache à relier le contenu de ces textes aux réalités dont ils prétendent rendre compte, mettant en évidence les représentations qui sont élaborées et mobilisées. Dans le même temps, il examine les conditions de construction de l'information telle que la presse, dont les priorités et les méthodes évoluent, la façonne, et ce sur une matière scolaire dont la charge identitaire et les mutations à l'œuvre affectent de façon différenciée les catégories variées d'acteurs que les journaux font se rencontrer.

Nelly De Freitas, *Des vignes aux caféiers : Étude socio-économique et statistique sur l'émigration de l'archipel de Madère vers São Paulo à la fin du XIXe siècle*

Sous la direction de Luiz Felipe de Alencastro.

Soutenu le 4 avril 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Jean-Pierre Bardet, Alberto Vieira, Hervé Thery.

Résumé : Au XIXe siècle, l'émigration vers l'Amérique de millions d'Européens, attirés par d'alléchantes offres de travail, fut sans précédent. Les Portugais, habitués à s'expatrier depuis le XVe siècle, en firent partie. Originaires de la métropole, des Açores et de Madère, ils traversèrent l'Atlantique pour se rendre notamment vers le Brésil, pays avec lequel ils partageaient une histoire, un langage, des coutumes. Suite à l'abolition de l'esclavage, les autorités brésiliennes firent en effet appel à de la main-d'œuvre étrangère, nécessaire à l'exploitation des plantations de café, alors en plein essor, comme à São Paulo. Nous étudierons donc les profils de ces émigrants madériens, souvent perçus comme des Portugais du continent ou des Açoréens, ainsi que leurs mouvements migratoires vers São Paulo à la fin du XIXe siècle. Dans la première partie, nous détaillerons le contexte géographique et socio-économique de l'archipel afin de comprendre le quotidien des habitants et la raison de leur départ, malgré une politique gouvernementale pour éviter l'exil des Madériens. Dans la deuxième partie, nous irons au Brésil pour développer le contexte d'abolition de l'esclavage et la difficile mise en place de la politique d'immigration nationale et locale. La troisième partie analyse le profil de ces émigrants madériens. Pour cela, nous avons construit une base de données à partir de cinq sources différentes - jusqu'à présent peu utilisées conjointement - afin d'obtenir le maximum de données sur ces insulaires embarqués entre 1886 et 1899 afin d'établir leur rôle dans la construction de la société brésilienne et l'histoire de l'émigration portugaise.

Benjamin Galand, *L'influence du sport dans les régimes totalitaires européens au XXe siècle. L'exemple de l'Allemagne nazie*

Sous la direction de Jean-Paul Bled.

Soutenu le 8 avril 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Limore Yagil, Fabrice Abgrall, Paul Létourneau, Stephan Martens.

Résumé : L'objet de la présente étude est de déterminer l'influence du sport dans les régimes totalitaires européens au XXe siècle, en prenant pour exemple le modèle de l'Allemagne nazie. Par influence, il faut comprendre la place et le rôle qu'occupe le sport, en tant que pratique sportive mais aussi en tant qu'éducation physique, dans ce type de régime politique. Ainsi, afin de cerner au

mieux le modèle allemand, il était nécessaire de s'intéresser également aux autres modèles similaires, à savoir celui de l'Italie fasciste, et celui de l'Union soviétique avant 1945, mais aussi à la politique sportive d'un régime démocratique, celui de la France. L'étude des autres modèles, celle du modèle allemand spécifiquement, et celle de ce que n'est pas le modèle allemand, visent à définir le plus précisément l'influence du sport dans la politique du pouvoir national-socialiste. De plus, afin de donner un élément d'analyse concret de cette influence, les Jeux olympiques de 1936 sont étudiés en détail. En effet, lors de ces événements, tout ce que représente le sport dans le IIIe Reich est mis en exergue, et l'on voit que le sport est un instrument éminemment politique au service de l'État hitlérien. Enfin, toujours dans cette optique de livrer la grille d'analyse la plus complète possible à ce sujet, les questions de l'esthétisme et de l'art nazis sont mis en corrélation avec le sport, ce qui permet de rendre véritablement compte de l'importance du sport dans l'Allemagne nazie.

Alexandre Gaudin, *Sociétés sous pression. Une anthropologie historique d'un dispositif hydraulique intermédiaire. Le cas du canal de Manosque (France) (1990-2010)*

Soutenu le 22 mai 2014 à l'EHESS

Jury : Jean-Pierre Chauveau, directeur de thèse, IRD ; Chantal ASPE, Université Aix-Marseille ; Jean-Paul Billaud, CNRS ; Patrice Garin, IRSTEA ; Alice Ingold, EHESS ; Valeria Siniscalchi, EHESS.

Brice Gérard, *Histoire de l'ethnomusicologie en France (1929-1961)*

Soutenu le 31 octobre 2013 à l'EHESS

Jury : Esteban Buch, directeur de thèse, EHESS ; Laurent Aubert, Ateliers d'ethnomusicologie de Genève (Suisse) ; Claude Blanckaert, CNRS ; Jean Jamin, EHESS ; Éric Jolly, CNRS ; Jean Lambert, MNHM.

Résumé : En 1929, André Schaeffner, qui n'avait à cette date aucune expérience directe dans le domaine de l'ethnologie, intégrait le Musée d'ethnographie du Trocadéro pour s'occuper, dans un premier temps, des instruments de musique présents dans les collections. Il fondait alors un département qui représente la première institutionnalisation de ce qu'il appellerait rapidement l'ethnologie musicale. En 1961, la VIe section (sciences sociales) de l'École pratique des hautes études organisait le premier enseignement consacré à l'ensemble d'un domaine devenu l'ethnomusicologie. Cette périodisation est le cadre d'une histoire de l'ethnomusicologie en France qui contribue à une interrogation sur la notion de discipline scientifique, sans en donner une définition strictement institutionnelle et en abordant par exemple la question des frontières disciplinaires. La démarche consiste à distinguer plusieurs modes d'accès aux connaissances, dont certains sont aussi des modes de production du savoir, en reprenant et en élargissant certaines conclusions de Jack Goody dans *La Raison graphique* (1979). Le mode graphique désigne par exemple la pratique de la lecture et de l'écriture, alors que le mode audiovisuel renvoie à la réalisation et à l'écoute d'enregistrements sonores. Des sources diverses permettent de documenter ces différentes opérations d'apprentissage et de production, comprenant par exemple les archives du Musée d'ethnographie du Trocadéro et du Musée de l'Homme et par ailleurs des archives sonores auxquelles renvoie le texte. Les analyses révèlent un certain nombre de différenciations au sein de l'ethnomusicologie institutionnalisée ou dans un cadre élargi, de sorte que la tentative de distinguer différents modes d'accès aux connaissances et d'étudier l'évolution de leur articulation s'intègre finalement dans le projet plus global de définir l'historicité d'une épistémologie comprise dans sa diversité.

Anne Geslin, *Regards portés par des soldats français sur des soldats allemands pendant la Grande Guerre*

Sous la direction de Jean-Paul Bled.

Soutenu le 17 mai 2013 à Paris 4

Le jury était composé de François Cochet, Olivier Forcade, Jean-Noël Grandhomme, Frédéric Guelton, Arndt Weinrich.

Résumé : Cette thèse retrace les sentiments de soldats français et d'anciens combattants de la Grande Guerre en regard des soldats allemands. Elle se fonde sur des sources orales – témoignages oraux et vidéos –, manuscrites – correspondance, dossiers du contrôle postal –, imprimées – journaux des tranchées, presse nationale, régionale, notices communales, témoignages publiés. L'objectif est de classier, graduer et évaluer la présence ou non de haine sur un échantillon représentatif des corps, métiers, grades, statuts, origines sociales et géographiques dans l'armée française. Les thématiques abordées inscrivent cette recherche à la confluence de deux champs historiographiques, celui de l'histoire culturelle et de l'histoire militaire, ainsi qu'à l'interface de la psychologie sociale. Il s'agit tout d'abord de présenter la part de l'assimilation culturelle notamment via la presse et la satire, d'étudier l'influence supposée ou réelle de l'éducation scolaire et familiale, sur l'état d'esprit des mobilisés et appelés au moment du départ à la guerre. Ensuite, au travers du conflit, les sentiments des soldats à l'égard de l'ennemi, empreints de fiel et d'animosité au moment des attaques, des prises de prisonniers, de la connaissance des exactions, peuvent se mouvoir par un processus d'identification, de prise en considération ou même de respect pour celui qui partage le même quotidien, et fluctuer tout au long de la belligérance. Ce caractère évolutif peut dénoter une certaine ambigüité et reflète surtout la part d'incertitude, inhérente à l'appréciation des sentiments humains.

Verónica González-González, *La pensée institutionnelle sur les peuples autochtones. Les cas de l'UNESCO et de la FAO (1945-2012)*

Soutenu le 10 janvier 2014 à l'EHESS

Jury : Irène Bellier, directrice de thèse, - Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 ; José Bengoa Cabello, Université AHC de Santiago du Chili ; Christian Gros, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 ; Françoise Morin, Université de Lyon 2 ; David Recondo, Sciences Po ; Luis Rodriguez Pinero, Université de Séville.

Résumé : Les activités menées au sein de l'ONU, ainsi que de son prédécesseur, la Société des Nations, ont joué un rôle fondamental dans la détermination de la position qu'occupent actuellement les "peuples autochtones" dans le champ politique international. En adoptant une approche constructiviste, l'auteure montre que le comportement des organisations internationales face aux peuples autochtones relève de processus anciens, qui sont désormais codifiés dans les "identités" de ces institutions. Elle explique en suite comment l'interaction entre un tel héritage et des conjonctures historiques et politiques particulières (le système colonial, la décolonisation et le scénario postcolonial contemporain) a généré ce qu'on appelle ici « lo indígena » : une "pensée institutionnelle sur les peuples autochtones", définie comme un ensemble de catégories, de connaissances et de normes que ces organisations associent aux peuples autochtones, et qui déterminent leur relation institutionnelle avec eux.

A l'aide des outils méthodologiques et conceptuels propres à l'anthropologie politique et au droit international, l'auteure analyse dans une perspective historique l'évolution de la "pensée institutionnelle sur les peuples autochtones" au sein de l'UNESCO et de la FAO. Jusqu'aux années quatre-vingt-dix, ces organisations ont établi une relation avec les peuples autochtones qui reproduisait la domination exercée sur eux dans le cadre du système international westphalien. Cette recherche démontre que la relation institutionnelle entre ces agences spécialisées et les peuples autochtones change graduellement, sous l'influence du développement des "questions autochtones"

au sein de l'ONU et notamment après l'adoption de la Déclaration des droits des peuples autochtones en 2007. Si les initiatives prises par les deux agences en réponse aux nouveaux contextes ne réfléchissent qu'un premier stade de transformation institutionnelle, elles ouvrent tout de même une fenêtre d'opportunités pour que les peuples autochtones jouent un rôle dans la construction de leur réalité et, par conséquent, dans la concrétisation de leurs aspirations politiques au niveau national et international.

Camille Grabowski, *L'éducation artistique dans le système scolaire français de 1968 à 2000*

Sous la direction de Jean-Francois Sirinelli.

Soutenu le 14 novembre 2013 à Paris, Institut d'études politiques

Le président du jury était Bruno Poucet. Le jury était composé de Jean-Francois Sirinelli, Laurent Martin, Philippe Poirrier, Jean-Pierre Rioux. Les rapporteurs étaient Laurent Martin, Philippe Poirrier. Résumé : Dans les années d'après-guerre entrent en ligne de compte des données démographiques et économiques nouvelles qui font évoluer la société française et lui imposent d'adapter son système éducatif, de décloisonner les disciplines et de favoriser l'interdisciplinarité. Seule l'école peut vaincre le déterminisme social lié à la naissance. C'est le colloque d'Amiens (1968) qui pose les bases d'une réflexion qui a nourri toutes les avancées sur l'éducation artistique depuis. Les années 70 sont celles de la réforme pour l'Education nationale et celles de la réflexion et des premières expérimentations pour la Culture. Les années 80 marquent une réelle ouverture de l'école, que ce soit vers les établissements culturels, à l'intervention de partenaires extérieurs au milieu scolaire ou à de nouvelles matières. Ouverture, mais aussi compromis entre les acteurs. Le protocole d'accord d'avril 1983 signé entre le ministère de la Culture et celui de l'Education nationale et la loi sur les enseignements artistiques de 1988 ont cédé aux compromis. Dans les années 90, penser l'éducation artistique de manière globale et à l'échelle d'un territoire apparaît comme le meilleur moyen de faire travailler ensemble les écoles et les équipements culturels à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région, de garantir un maillage parfait du territoire et donc d'atteindre à la démocratisation culturelle. Mais finalement s'impose surtout le constat d'un empilement quelque peu désordonné des dispositifs. Le plan Lang/Tasca qui doit se réaliser sur cinq ans à partir du 14 décembre 2000 ouvre un nouveau chapitre. Mais l'exécution de ce nouveau plan n'est pas garantie par sa décision.

Franck Guéguéniat, *Les activités et le pouvoir des recteurs d'Académie (1940-2009)*

Soutenu le 11 juillet 2014 à l'EHESS

Jury : Patrick Fridenson, directeur de thèse, EHESS ; Jean-François Condette, Université d'Artois ; Jean-Richard Cytermann, Inspecteur général de l'administration de l'Education nationale et de la recherche ; Christian Forestier, CNAM.

Hend Guirat, *La peine de mort en Tunisie sous le Protectorat. Les condamnations prononcées par la justice pénale française (1883-1955)*

Soutenu le 8 juillet 2014 à l'EHESS

Jury : François Georgeon, codirecteur de thèse, CNRS ; Ali Noureddine, codirecteur de thèse, Université de Sousse ; Kmar Ben Dana, Université de la Manouba ; Hamit Bozarslan, EHESS ; Serge Dauchy, CNRS ; Sylvie Thénault, CNRS.

Hasan Güngörmez, *Perspectives historiques et économiques de la Turquie face à la région du Kurdistan irakien*

Sous la direction de Paul Dumont.

Soutenu le 27 septembre 2013 à Strasbourg

Le président du jury était Stéphane De Tapia. Les rapporteurs étaient Jean-François Perouse, Marcel Bazin.

Résumé : Depuis 2003, la nouvelle donne politique au Kurdistan irakien a engendré des évolutions sans précédent au niveau régional. L'autonomie grandissante du Kurdistan irakien a fait émerger, dans un Moyen-Orient toujours aussi instable, de nouvelles dynamiques et enjeux géopolitiques. Les pays de la région, et en particulier la Turquie, attachent une grande importance aux relations bilatérales qu'ils entretiennent avec cet Etat embryonnaire. Suite à l'intervention militaire de la coalition américano-britannique en Irak, l'Etat turc a dû redéfinir sa politique étrangère dans la région du Moyen-Orient. Afin de contribuer à l'élaboration d'une analyse critique, nous développerons notre réflexion en deux grands axes. Dans un premier temps, nous analyserons avec une approche historique, les relations bilatérales entre la Turquie et le Kurdistan irakien, afin que nous puissions resituer au mieux les évolutions qui sont en train de se produire actuellement dans la région. Puis, dans un second temps, nous veillerons à apporter une réflexion approfondie sur la question des échanges économiques entre ces deux parties. Nous examinerons les investissements des entreprises turques qui sont faits dans le marché kurde, pour que nous puissions évaluer concrètement le potentiel économique de celles-ci au niveau régional. Dans notre étude, l'analyse de la dimension historique et celle de l'approche économique, nous permettront de mieux comprendre les évolutions et les enjeux qui émanent de cette région.

Caroline Hervé, "On ne fait que s'entraider". Dynamique des relations de pouvoir et construction de la figure du leader chez les Inuit du Nunavik (XXe siècle-2011)

Soutenue le 27 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Yves Cohen, EHESS et Frédéric Laugrand, Université Laval, Québec, directeurs de thèse ; Alban Bensa, EHESS ; Louis-Jacques Dorais, Université Laval, Québec ; Patrick Plattet, Université d'Alaska Fairbanks.

Résumé : Cette thèse est construite sur deux mouvements qui s'entrecroisent : une analyse de la nature des relations de pouvoir et une étude de la construction de la figure du leader chez les Inuit du Nunavik. Elle propose ainsi de déconstruire la catégorie de leader en montrant sa nature endogène, mais réappropriée, tout en offrant une nouvelle perspective analytique sur la question des formes de pouvoir. Outillée par l'anthropologie réflexive, cette recherche doctorale met en évidence la prééminence de la cooptation dans le Nunavik contemporain. Au sein même des relations d'entraide qui dépassent de loin le cadre des échanges alimentaires et matériels pour toucher des dimensions sociales et immatérielles, se manifestent clairement les rapports de pouvoir. Les figures de pouvoir sont des personnes possédant des biens dont d'autres sont dépourvus et dans l'obligation de les partager. Dans le sillage des travaux menés sur les sociétés dites égalitaristes et sur les sociétés dites sans Etat, cette thèse montre ainsi que la source du pouvoir chez les Inuit est externe. Sa légitimité est conférée par le groupe et il se manifeste dans la contrainte sociale de redistribuer. Le groupe l'institue en décidant, librement, de suivre certaines personnes. Ce schème éclaire sous un nouveau jour la nature du lien tissé entre les Nunavimmiut et les *Qallunaat* tout au long du xx^e siècle. La pression constante que le groupe exerce sur les figures de pouvoir s'étend en effet aux missionnaires ou aux commerçants venant s'installer dans l'Arctique québécois. Alors que ces derniers tentent d'imposer leurs conceptions et d'établir de nouvelles positions de pouvoir, ils sont dans le même temps considérés comme des pourvoyeurs devant partager leur richesse. Il en est de même pour les gouvernements qui s'implantent progressivement dans la région à partir des années 1950. Ceux-ci voient alors s'enliser leur politique paternaliste. Les critiques adressées au

projet de gouvernement régional au Nunavik portent elles aussi ces marques. Pour les Nunavimmiut, un gouvernement autonome doit être, avant tout, au service des habitants de la région.

Thomas Hirsch, *Le temps social. Conceptions sociologiques du temps et représentations de l'histoire dans les sciences de l'homme en France (1901-1945)*

Soutenance le 6 juin 2014 à l'EHESS

Jury : François Hartog, directeur de thèse, EHESS ; Benoît de l'Estoile, CNRS ; Bruno Karsenti, EHESS ; Emmanuelle Loyer, SciencesPo ; Frédérique Matonti, Université Paris 1 ; Nathalie Richard, Université du Mans.

Pierre Horn, *Le défi de l'enracinement napoléonien entre Rhin et Meuse (1810-1814). Etude transnationale de l'opinion publique dans les départements de la Roër (Allemagne), de l'Ourthe (Belgique), des Forêts (Luxembourg) et de la Moselle (France)*

Sous la direction de Jacques-Olivier Boudon et de Gabriele Clemens.

Soutenu le 16 décembre 2013 à Paris 4 en cotutelle avec l'Universität des Saarlandes

Le jury était composé de Nicolas Bourguinat, Rainer Hudemann, Roland Marti, Ute Planert, Malte König.

Résumé : Posant la question de l'enracinement napoléonien entre Rhin et Meuse (1810-1814), ce travail est, du fait de sa nature franco-allemande, différent des nombreuses études consacrées, depuis le XIXe siècle, au traitement de l'opinion publique. Il l'est également dans la mesure où il se fixe pour objectif de répondre, de manière comparative et dans un cadre transnational (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg), à la question du rôle joué par l'opinion publique dans l'apogée du régime napoléonien (1810), puis dans son effondrement (1814). Au moyen de l'approche prônée par l'Histoire croisée, nous avons dégagé un certain nombre d'indices qui, sous l'Empire, nous semblent avoir été autant de pommes de discorde. De cette étude, il ressort tout d'abord qu'il existait des éléments structurels constituant, indépendamment de la conjoncture économique et de la politique napoléonienne, un frein à l'enracinement du nouveau régime. Il s'agit du fossé culturel et du souvenir des dominations d'Ancien Régime (Prusse, Autriche). Ensuite, les éléments relatifs à la politique (centralisation, ordre social, système économique) révèlent en quoi, indépendamment des structures et de la conjoncture, le régime napoléonien parvenait ou non à se faire progressivement accepter aussi bien des « anciens Français » que des « nouveaux Français » vivant dans les départements réunis. Enfin, les éléments conjoncturels se devaient également d'être abordés, indépendamment des précédents. Dans l'optique que soit définitivement tournée la page exagérée des histoires nationalistes, nous nous sommes attachés à écrire ce que l'on pourrait finalement considérer comme une Histoire ouest-européenne de l'opinion publique à l'époque napoléonienne.

Isabelle Huynh (Tracol), *Entre ordre colonial et santé publique, la prostitution au Tonkin de 1885 à 1954*

Sous la direction de Christian Henriot.

Soutenu le 12 décembre 2013 à l'Université Lumière Lyon 2

Membres du jury : M. Henriot Christian, M. Papin Philippe, Mme Chaperon Sylvie, M. Goscha Christopher, M. Kalifa Dominique

Résumé : L'étude de la prostitution au Tonkin pendant la colonisation française est celle d'un monde en mutation. Le développement de la prostitution est à relier directement avec les changements socio-économiques que connaît le Tonkin. La mobilité croissante des populations à l'époque coloniale a pour conséquence une urbanisation importante accompagnée d'une transformation

radicale de la société urbaine. Ces changements favorisent une expansion à la fois quantitative et qualitative de la prostitution car de nouvelles formes apparaissent (chanteuses, danseuses, etc.).

Fenêtre ouverte sur un monde urbain en transformation, le monde prostitutionnel permet également de rendre compte de la complexité de la société coloniale dont il est le microcosme puisqu'il en reprend la hiérarchie raciale, les rapports de domination, de tension et de sympathie réciproque. Ce microcosme est placé sous le signe de la rencontre des genres et, surtout, des races, ce qui, en situation coloniale, ne va pas sans poser problème. La gestion de la prostitution par les autorités s'insère directement dans la politique de maintien de l'ordre mise en place par l'État colonial, puisqu'elle s'efforce de recréer au sein du monde prostitutionnel la hiérarchie, à la fois genrée et raciale, régissant l'ensemble de la société coloniale.

Le second volet de l'administration de la prostitution est sanitaire car c'est au nom de la santé publique que la prostitution est réglementée. Le but est de lutter contre les maladies vénériennes, péril pour l'individu et la nation. L'histoire de la prostitution au Tonkin est celle d'une tension entre une administration tentant de contrôler un monde prostitutionnel mouvant et multiforme et les acteurs du monde prostitutionnel qui mettent en place des stratégies de contournement et d'évitement.

Ce travail entend analyser à la fois le système mis en place par les autorités et la réalité du monde prostitutionnel en s'intéressant à ses acteurs et à ses lieux.

Sabine Ichikawa, *La réémergence de la mode chinoise et le rôle du Japon*

Sous la direction de Patrick Fridenson

Soutenu le 30 novembre 2012 à l'EHESS

Résumé: L'émergence de l'industrie de la mode en Chine prend une ampleur grandissante. Depuis l'ouverture économique des années 1980 le pays n'a eu de cesse de rattraper son retard, et a décidé de passer du « Made in China » au « Designed in China ». Le contexte et les étapes décisives de ce processus sont analysés d'un point de vue historique ainsi que les conséquences, les facteurs d'influence et les freins. Notre hypothèse est que l'apport du Japon dans l'évolution de la mode en Chine diffère de celui des pays occidentaux du fait de sa proximité géographique et culturelle, et de son expérience de pionnier dans le lancement d'une mode d'origine asiatique dans les années 1970-80. La première partie présente les échanges triangulaires entre le Japon, la Chine et l'Occident depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. La deuxième partie analyse les tournants et les étapes du « système de mode » naissant en Chine après 1978 selon la chaîne de valeur du textile-habillement, dans la production, la distribution, et la communication, au travers de monographies d'entreprises. Ce système comprend des acteurs privés et publics, des instituts de formation, ainsi que des associations professionnelles. La troisième partie place la mode chinoise dans le contexte des industries créatives. La recherche met en lumière que les transferts du Japon vers la Chine se sont dématérialisés, que le potentiel de développement d'une mode chinoise créative est important, ainsi qu'au sein de la diaspora en Occident. Néanmoins la difficulté d'émergence d'un système de mode créatif en Chine continentale s'explique par des raisons historiques et culturelles, par l'interventionnisme de l'Etat, et par le manque de recours au patrimoine culturel local.

Slim Jemai, *Les arts plastiques à Nice dans l'entre-deux-guerres : fondements et institutions*

Sous la direction de Ralph Schor.

Soutenu le 10 janvier 2014 à Nice

Le jury était composé de Abdesslem Ben Hamida, Edmond Maestri, Romain Rainero, Olivier Vernier.

Résumé : Les arts plastiques à Nice dans l'entre-deux-guerres se développent au sein de deux catégories d'institutions : les institutions privées et les institutions publiques. Ces deux catégories ne

sont pas homogènes étant donné la variété des structures, des objectifs et des formes d'art plébiscitées au sein des institutions publiques et privées. La période étudiée s'étend de 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale en 1939 ; elle est marquée par les conséquences de la Grande Guerre, la crise économique mondiale de 1929 et la montée des tensions internationales au cours des années trente. Malgré l'effondrement du tourisme de luxe qui touche la ville de Nice, la cité, favorisée par une stabilité politique municipale, entreprend au cours de cette période de vastes projets de modernisation. Pendant la Belle Époque la ville de Nice, capitale d'hiver, est surtout associée aux loisirs fastueux et distractions légères de la clientèle mondaine et aristocratique. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, les responsables culturels de la ville, soutenus par certains responsables locaux dont en premier lieu Jean Médecin, vont essayer de donner à la ville une autre image, par le biais de la création de nouvelles institutions culturelles et artistiques publiques, dont en particulier : le Musée Masséna en 1921, le Musée des Beaux-Arts Jules Chéret en 1928, et le C.U.M. en 1933. Une fois créées, ces institutions mettent en place de nouvelles formes d'activités en espérant séduire le public local. Ces deux types d'institutions, privées et publiques, œuvrant en faveur des arts plastiques, participent à l'enrichissement culturel de la ville de Nice dans l'entre-deux-guerres.

Délide Joseph, *Genèse d'« une idée avantageuse d'Haïti » : socio-histoire de l'engagement des intellectuels haïtiens, 1801-1860*

Sous la direction de Myriam Cottias.

Soutenue le 28 avril 2014 à l'EHESS.

Jury : Myriam Cottias, directrice de thèse, CNRS ; Laurent Dubois, Duke University ; Jean-Pierre Sainton, Université des Antilles Guyane ; Carlo Célius, CNRS ; Nancy Green, EHESS ; Gérard Noiriel, EHESS.

Résumé : Un « intellectuel haïtien » est une personne qui, par toutes sortes de pratiques, produit des idées qui tendent à définir, questionner la société haïtienne. L'étude prend comme point de départ, la Constitution de 1801, pour s'achever avec le rétablissement du régime républicain en 1859. Les intellectuels haïtiens se définissent comme les défenseurs d'Haïti mais se présentent aussi comme l'incarnation de la capacité du pays à accéder à la Civilisation. Cet objectif donne naissance à une double stratégie de positionnement. Il s'agit, d'abord, de s'adresser aux interlocuteurs de l'extérieur, car il faut répondre aux écrits diffamatoires des anciens colons et des opposants au projet d'un nouvel État né de la lutte contre l'esclavage. Il fallait, ensuite, exprimer une volonté manifeste de distanciation par rapport aux autres groupes sociaux du pays qui ne partagent ou ne maîtrisent pas les codes sociaux reconnus et dominants à l'époque. La thèse étudie donc les modalités de cette reconnaissance cherchée à l'extérieur. La quête de reconnaissance des intellectuels s'exprime à travers une revendication de la capacité d'accès d'Haïti à la civilisation et au progrès, mais aussi par la mise en valeur d'un savoir qui légitimerait leur pouvoir politique. Un effet concret de leur demande de reconnaissance passe par la réhabilitation de la « race noire ». Cette thèse montre la manière dont les intellectuels haïtiens parviennent à penser les rapports entre l'universalisme issu de leur formation occidentalisation et la particularité des cultures autres existants dans la société haïtienne.

Catherine Joslet, *Du concile au synode : Histoire de l'action pastorale dans le diocèse d'Angoulême de 1958 à 1993*

Sous la direction de Paul d'Hollander.

Soutenue le 11 juin 2013 à Limoges.

Jury : Marc Agostino (pdt), Gérard Cholvy (rapp.), Christian Sorel (rapp.), Marc Agostino, Paul D'Hollander

Résumé : La période conduisant de la fin des années 1950 au début des années 1990 voit s'opérer de profonds changements dans l'Église catholique, en France. Même si des évolutions apparaissent avant les années 1960, le concile Vatican II, qui se déroule au long de quatre sessions, d'octobre 1962 à décembre 1965, suscite un vent de réformes au sein de l'Église. Une nouvelle « pastorale » voit ainsi le jour. Le décret conciliaire *Presbyterorum ordinis*, sur le ministère et la vie des prêtres, précise que le Concile poursuit un « but pastoral de renouvellement intérieur de l'Église, de diffusion de l'Évangile dans le monde entier et de dialogue avec le monde d'aujourd'hui » (n°12). La pastorale doit donc permettre le fonctionnement interne, d'une certaine manière, de l'Église, ainsi que son ouverture au monde, qui se traduit par l'annonce de l'Évangile : elle se doit d'être missionnaire. L'étude du diocèse d'Angoulême, en Charente, donne un exemple de la façon dont, au cours de décennies parfois fort agitées, s'élaborent et s'appliquent des lignes pastorales. Celles-ci doivent tenir compte des orientations provenant du Saint-Siège et de l'épiscopat français, des changements marquant la société, mais aussi des réalités locales. Même si le terme « pastoral » se réfère en premier lieu à l'évêque, puis aux prêtres, les religieuses et les laïcs participent à cette vie pastorale, qui ne consiste pas à être de simples exécutants. Ceci représente d'ailleurs un des principaux acquis du concile Vatican II. Au fil des années, chaque baptisé voit évoluer sa participation à la vie de l'Église. Cette thèse sur l'histoire de l'action pastorale dans le diocèse d'Angoulême, de 1958 à 1993, étudie ainsi les relations entre l'Église et la société, en particulier au cours des années 1960-1970. Elle aborde aussi les évolutions vécues par les prêtres : la crise d'identité qui atteint certains, la diminution des vocations, le rôle grandissant des laïcs... Les religieuses connaissent un cheminement quasi semblable, même si la vie communautaire représente une caractéristique fondamentale. L'apostolat des laïcs, encouragé par le concile Vatican II, ne cesse de s'affermir, non sans tâtonnements, et il est marqué inéluctablement par des échecs et des réussites. Des secteurs particuliers de la pastorale : les jeunes, la liturgie, la famille et la santé, offrent des illustrations. Pour finir, le synode diocésain, qui se déroule en 1988, offre un regard sur la vie pastorale diocésaine, quant à ses réalisations et à ses projets.

[Texte intégral en ligne](#)

Emmanuel Jousse, *La construction intellectuelle du socialisme réformiste en France, de la Commune à la Grande Guerre*

Dir. Marc Lazar

Soutenue le 9 décembre 2013 à Sciences Po Paris

Résumé : La thèse examine les idées du socialisme réformiste en France et leur formation de 1871 à la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'abord d'établir le socle idéologique des socialistes français après la Commune. L'idée majeure est celle d'une opposition à la société bourgeoise économique avec le collectivisme, sociale avec la lutte des classes, et politique avec la conquête des pouvoirs publics. Les débats sur ces trois idées entraînent la fondation d'un parti ouvrier en 1879, puis des scissions. En 1882, le parti possibiliste reprend le débat, et fait de la réforme le principe à partir duquel la société doit être bouleversée, légitimant la participation électorale et l'action municipale. La Revue socialiste approfondit la réflexion sur le socialisme et les réformes, synthétisée par Benoît Malon dans le "socialisme intégral". La crise boulangiste en 1887-1889 modifie cette configuration, en amenant une partie des socialistes à soutenir la République. Entre 1893 et la fin du siècle, le réformisme, dans un contexte renouvelé, est porté par Alexandre Millerand qui fédère les socialistes et fonde l'unité sur les principes réformistes. Cette tentative n'aboutit pas, mais elle permet à Millerand de formuler les principes fondant son action au Ministère du Commerce entre 1899 et 1902. Cette participation ministérielle ouvre un débat violent dans le socialisme français. Finalement, c'est l'Internationale qui amène l'unité en 1905, aboutissement qui condamne politiquement le

réformisme. Celui-ci survit, malgré tout, sous la forme d'une tradition portée dans la Revue socialiste. Elle est finalement reprise en 1910, par Albert Thomas. Le réformisme devient alors une tendance au sein de la SFIO.

Benjamin Jung, *La bataille du placement et les sans-travail. Concurrences entre intermédiaires et synthèse républicaine dans la genèse du marché du travail en France (1880-1914)*

Dir. André Gueslin

Soutenu le 30 novembre 2012 à l'Université de Paris 7

Jury : Florence Bourillon, Professeur à l'Université Paris XII, pré-rapporteur ; Christian Chevandier, Professeur à l'Université du Havre, pré-rapporteur ; Gérard Noirielle, Directeur d'études à l'EHESS ; Christian Topalov, Directeur de recherche émérite au CNRS

Résumé : Selon quelle modalité s'est opérée en France, de la crise des années 1880 à 1914, la constitution de l'accès au marché du travail en espace de mobilisation des forces sociales et objet de politique publique ? La concurrence multidimensionnelle entre intermédiaires de placement, supports d'accompagnement des sans-travail vers l'embauche, est au cœur de cette thèse. La bataille du placement s'ouvre en 1886 à Paris avec la lutte frontale des salariés de l'alimentation contre les placeurs commerciaux, acteurs contestés de la marchandisation de la demande de travail. Des alternatives gratuites sont alors inaugurées, bourses du travail appropriées par les syndicats ouvriers et bureaux municipaux, à l'origine instances d'imprégnation philanthropique proches des sociétés d'assistance par le travail. La gratuité universelle du placement est certes proclamée en mars 1904, au terme d'un processus législatif heurté, précipité par une campagne syndicale intense. Mais un véritable service public de l'accès au travail peine à s'épanouir. La synthèse républicaine n'agit pleinement que dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. L'avènement d'offices communaux restructurés, professionnels, convertis au paritarisme est impulsé par le ministère du Travail en collaboration avec les réseaux réformateurs, dans la perspective d'une résorption du chômage. Cette installation procède d'une hybridation des logiques à l'oeuvre dans les organismes de placement préexistants et contribue à gommer le pluralisme conflictuel jusque-là prédominant. Le bureau paritaire est un vecteur essentiel de la construction du marché du travail, par l'organisation volontariste de celui-ci.

Françoise Kern-Coquillat (Coquillat), *Les femmes dans le service de santé pendant la guerre de 1914-1918 en France*

Sous la direction de Frédéric Rousseau.

Soutenu le 28 juin 2013 à Montpellier 3

Le président du jury était Bruna Bianchi. Le jury était composé de Frédéric Rousseau, Bruna Bianchi, Christine Bard, Christian Chevandier.

Résumé : Ce sujet concerne avant tout les infirmières, les femmes « les plus louangées » de l'époque, mais aussi les femmes médecins, nouvellement arrivées, à la fin du siècle dernier, dans la profession. Les premières, très nombreuses, sont en quelque sorte évidentes, connues par tous mais finalement invisibles, la surreprésentation les effaçant. Les secondes, en petit nombre, sont oubliées ou plus exactement ignorées. Ce sujet semble proche, presque familier, mais il est plus complexe qu'il n'y paraît, se situant à la croisée de plusieurs champs de recherche. L'histoire militaire d'abord, la femme évolue dans un monde d'hommes et dans un univers militarisé. L'histoire de la naissance des professions médicales au féminin, avec une réflexion sur les techniques médicales et sur l'approche de la douleur. L'histoire du genre, on assiste à la construction d'un sexe social, qui met en avant des rapports de domination masculine. Une histoire des représentations, ces femmes, vues à travers différents prismes, sont imaginées, construites par une société d'hommes. Enfin une histoire de

l'intime à travers la parole des femmes. C'est celle d'une dominée, exclue des savoirs, du pouvoir, de la sphère guerrière, confinée dans un cadre surveillé, hier le foyer, ici l'hôpital, épinglée par des obligations de conduites, d'apprentissages, de hiérarchie. Le travail se décline à travers un triptyque : les femmes telles qu'on les veut, c'est le point de vue de l'institution masculine, puis les femmes telles qu'on les voit, à travers le prisme des représentations, enfin, ce sont les femmes telles qu'elles se disent, à travers leurs témoignages.

Mayyada Kheir, *Le vocabulaire de la laïcité de Guizot à Ferry*

Soutenu le 17 janvier 2014 à l'EHESS

Jury : Philippe Boutry, directeur de thèse, EHESS ; Patrick Cabanel, Université de Toulouse 2 ; Rita Hermon-Belot, EHESS ; Pierre Kahn, Université de Caen Basse-Normandie ; David Koussens, Université de Sherbrooke (Canada) ; Rebecca Rogers, Université Paris 6.

Résumé : Cette thèse étudie l'émergence du vocabulaire de la laïcité dans les discours publics français au XIXe siècle. S'appuyant sur la notion de formule empruntée à l'analyse du discours, elle se concentre sur les composés de l'adjectif « laïque », qui cesse alors de renvoyer exclusivement aux non-clercs pour désigner une exigence générale de neutralité religieuse. Le corpus étudié est celui de trois débats dans les assemblées parlementaires et les journaux : le débat autour de la liberté de l'enseignement et des petits séminaires en 1844 ; autour de la loi Falloux en 1849-1850 ; et autour des lois républicaines (principalement scolaires) du début des années 1880. Pour chaque étape, on s'attache à contextualiser les débats, décrire et expliquer les usages de « laïque » et ses dérivés en fonction des moments et des positions des orateurs ; rendre compte des formulations alternatives (« neutre », « civil », « séculier ». . .) ; enfin à situer ces enjeux lexicaux dans des argumentaires généraux. La thèse entend contribuer, via l'histoire du lexique, à celle de l'administration des cultes et plus généralement à l'histoire politique et à celle de l'éducation.

Magdalena Kiexczewska (Heruday), *“Solidarité” aux bords de la Seine : les activités du Comité de Coordination de „Solidarność” [Solidarnosc] à Paris 1981–1989*

Sous la direction de Éric Bussière et de Tomas Schramm.

Soutenu le 20 mai 2013 à Paris 4 en cotutelle avec l'Instytut historii sztuki (Poznań, Pologne)

Le jury était composé de Maciej Serwanski, Catherine Horel, Françoise Thom, Jan Marcin Kula.

Résumé : Pendant l'état de guerre en Pologne, après le 13 Décembre 1981 nombreux militants étaient à l'étranger. Les membres de l'opposition du mouvement Solidarité vivaient également à Paris. Ils étaient: Seweryn Blumsztajn, Slawomir Czarlewski, Danuta Nowakowska, Mirosław Chojecki, Jacek Kaczmarek, Andrzej Wolowski, Zbigniew Kowalewski, Andrzej Seweryn, Piotr Chruszczyński et autres. Le Comité de Coordination a été fondée le 16 Décembre 1981. Dans sa déclaration, les membres ont demandé à l'opinion publique internationale pour protester contre les événements de Pologne et d'aider les syndicalistes en Pologne. Le siège de Paris avait plusieurs cellules: le Bureau, le secrétariat, section de l'information, le soutien et la Pologne section culturelle. Les activités du Comité ont été possible grâce à l'appui fourni par les syndicats français - CFDT, CFTC, FO, CGC et FEN. Il est resté en contact avec de nombreux organismes de bienfaisance et de soutien organisé pour « Solidarnosc » clandestine.

Sarolta Klenjansky, *Les relations politiques et culturelles du régime communiste hongrois avec la gauche française à la période de la Guerre froide (1945-1981)*

Dir. Marc Lazar et Istvan Majoros

Soutenu à Sciences Po Paris

Sven Kodel, *L'Enquête Coquebert de Montbret (1806/1812) sur les langues et dialectes de France et la représentation de l'espace linguistique français sous le Premier Empire*

Sous la direction de Marie-Noëlle Bourguet / cotutelle Université de Bamberg

Soutenu le 19 novembre 2013 à l'Université de Paris 7.

[Résumé en ligne](#)

Anna Konieczna, *L'histoire d'une « relation spéciale » : les relations entre la France et l'Afrique du Sud dans les années 1958-1974*

Dir. Maurice Vaïsse

Soutenu le 28 juin 2013 à Sciences Po Paris

Résumé : Basée sur des archives françaises et sud-africaines inédites, cette thèse offre une analyse approfondie des relations franco-sud-africaines sous la présidence de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou (1958-1974). La relation est qualifiée de « spéciale » pour plusieurs raisons : le fait qu'il s'agit de liens avec un pays non-francophone qui n'appartient pas à la zone d'influence traditionnelle de la France, le contexte dans lequel elle se noue (le processus de décolonisation simultané à la condamnation internationale du régime d'apartheid), la spécificité de ses éléments constitutifs (une coopération particulièrement intensive dans les domaines « sensibles » du militaire et du nucléaire), et enfin le cadre officiel asymétrique et déséquilibré de cette relation. Divisée en quatre parties, organisées selon une logique chronologique, l'étude présente l'évolution de cette « relation spéciale » et ses différentes dimensions : bilatérale (relations militaires, nucléaires et économiques), régionale (relations en Afrique méridionale, dans la zone de l'océan Indien et en Afrique) et multilatérale (débat à l'ONU, au FMI, et dans le cadre de la CEE). A travers l'analyse des discussions au sein des institutions françaises et des prises de position dans les enceintes internationales, cette analyse reconstitue l'attitude ambiguë de la France envers la question de l'apartheid, les contradictions de la politique d'indépendance française de même que de la politique africaine de la France. Tout en privilégiant le cadre officiel, elle propose aussi une analyse du rôle des « intermédiaires » – parlementaires, entreprises et « marchands de canons » – dans la conduite et la réalisation des objectifs de la politique française vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris : un autre exil arménien, Expériences migratoires et ancrages en diaspora (1920 à l'impulsion de l'URSS)*

Soutenu le 8 juillet 2013 à l'EHESS

Jury : Claire Mouradian, directrice de thèse, CNRS ; William Berthomière, Université de Poitiers ; Catherine Goussef, CNRS ; Nancy Green, EHESS ; Paul André Rosental, IEP Paris ; Roger Zetter, Université d'Oxford.

Résumé : Plutôt que d'aborder l'histoire de la diaspora arménienne à l'aune de ses origines ottomanes, ce travail examine les trajectoires méconnues d'Arméniens ayant fui le Caucase vers 1920, lors de la reconquête par la jeune Armée rouge de cette ancienne possession tsariste. En France, la rencontre de ces réfugiés antibolcheviques avec leurs « frères » chassés de Turquie à la même époque ne se fit pas sans heurts. Les « Caucasiens » composaient, en effet, une élite russophone d'autant plus encline à se démarquer des réfugiés issus d'Anatolie que ces derniers étaient associés, dans le regard de la société d'accueil, à des stéréotypes ethniques ambivalents, sinon franchement dépréciatifs. Sur la durée, pourtant, l'exil s'avéra propice à la reformulation des appartenances et des enjeux collectifs. De telles évolutions ne naîtraient pas de l'air du temps, mais d'une élaboration à laquelle l'intelligentsia originaire du Caucase a pris une part active, s'attachant à polir l'histoire arménienne de ses nombreuses aspérités afin de promouvoir un idéal d'unité nationale. Pour qu'émerge une conscience diasporique, il a donc fallu métaboliser des expériences

multiformes en un grand récit patrimonial, selon des modalités insuffisamment interrogées par une historiographie postulant d'emblée la capacité du génocide de 1915 à subjuguer la mémoire communautaire. C'est dans un cadre chronologique large, allant de la soviétisation du Caucase en 1921 à l'implosion de l'URSS en 1991, que ce travail analyse la fonction structurante du clivage dans le processus de coalescence communautaire. De fait, les arrivées successives de néo-réfugiés en provenance du Caucase soviétique ont périodiquement relancé le jeu des différenciations internes à la diaspora. Mais la poursuite des circulations migratoires n'en a pas moins contribué à unifier le champ des représentations collectives, la résurgence des violences cousant de fil rouge une histoire commune à plusieurs générations d'exilés.

Nicolas Lahaye, *Le "nanar" : cinéma de genre et cinéma populaire, des années 1960 à nos jours*

Sous la direction de Christian Delporte.

Soutenue le 28 janvier 2014 à Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Jury : Evelyne Cohen, Fabrice Montebello, Christian Delporte, Caroline Moine, Dimitri Vezyroglou

Résumé : Désirant mieux comprendre les goûts cinéphiles s'incarnant aujourd'hui dans le kitsch et le ringard – sans pour autant être dénués de compassion – le présent travail s'intéressera aux nanars, autrement appelés « mauvais films sympathiques », voire camp ou psychotronic par les anglophones. S'inspirant de la tendance camp mais aussi de la volonté de défendre le genre fantastique au niveau français – avec la revue MMF dans les années soixante – ce goût pour un cinéma marginal et décalé semble aujourd'hui récupéré par des réalisateurs aussi divers que Tarantino, Burton, et font l'objet de séances spécialisées où l'accent est tout autant mis sur les films que l'ambiance dans la salle. Aimer les nanars revient-il à être un passionné de cinéma ? En partant de l'étude de leur distribution et leur réception critique au moment de leur première exploitation en salles, nous en viendrons à analyser les changements de mythologies cinéphiles que ces nanars ont généré, directement ou non.

Sandrine Lambin, *Prisons et prisonniers dans le Nord sous la III^e République*

Sous la direction de Jean-Paul Barrière.

Soutenue le 19 juin 2013 à Lille 3

Résumé : Le département du Nord est particulièrement bien fourni en établissements pénitentiaires : 6 prisons départementales (7 entre 1907 et 1931) et d'une maison centrale. La longue période de la troisième République produit différentes lois qui s'inquiètent du "comment enfermer" mais aussi du "qui enfermer". D'où la question : dans quelles mesures ces lois sur le parc pénitentiaire et ses occupants (détenus et personnel) ? La loi phare du 5 juin 1875 qui entérine la tentative manquée du cellulaire sous la Monarchie de juillet, alimente de longs débats au Conseil Général, avant de parvenir au tout début du XX^e siècle à l'ouverture de deux prisons cellulaires : celles de Loos et de Douai. Cette recherche montre que ces établissements n'apportent pas une amélioration flagrante des conditions de détention du département. Si amélioration il y a eu, c'est plutôt grâce à la baisse des effectifs. Cette baisse des effectifs n'est pas un corollaire manifeste des lois de 1885 et de 1891 (relégation, libération conditionnelle et sursis simple). Seul le traitement des jeunes détenus témoigne d'une évolution dans le recours à l'enfermement et, plus timidement, dans son organisation quotidienne de leur enfermement. L'émergence de la prévention se fait, se veut plus déterminante pour cette catégorie de justiciables. Cette recherche témoigne aussi du carcéral, de la vie au jour le jour au sein des établissements. Cette thèse apporte une modeste contribution à l'histoire pénitentiaire et à celle du traitement de la délinquance. Sa singularité réside surtout dans l'exploitation quasi-exhaustive des différentes séries des archives départementales afférentes à ce sujet.

[Disponible en ligne](#)

Ziad Lahad, *Le Liban sur l'échiquier du Moyen-Orient 1940-1958*

Sous la direction de Jean-Marc Delaunay.

Soutenue le 22 janvier 2014 à Paris 3

Le président du jury était Robert Franck. Le jury était composé de Jean-Marc Delaunay, Robert Franck, Jacques Thobie, Jean-Patrick Guillaume, Henry Laurens.

Résumé : Ce travail de recherche retrace la rivalité des puissances occidentales au Liban entre 1940 et 1958, qui découle d'un affaiblissement progressif de ses anciennes puissances colonisatrices, la France et la Grande-Bretagne. Nous essaierons de dérouler au cours de cette étude le nouvel ordre imposé au Moyen-Orient. Nous analyserons la manière dont les États-Unis ont cherché à supplanter les anciennes puissances coloniales. Pour la période suivante, de 1947 à 1958, qui voit au Moyen-Orient un bouleversement politique majeur avec la fin des Mandats, la création de l'État d'Israël et la montée du nationalisme arabe, nous nous pencherons sur l'apparition sur la scène moyen orientale d'une nouvelle superpuissance, l'Union soviétique. Nous détaillerons la position du Liban vis à vis des alliances, de la crise de Suez et de la crise libanaise de 1958. Nous essaierons d'apprécier dans quelles mesures elles ont contribué à accélérer la chute des anciennes puissances colonisatrices supplantées par les deux nouvelles super puissances. Dans ce nouveau contexte, le Liban apparaîtra au cœur de ces événements, dépassé par les enjeux et tiraillé par l'opposition interne entre musulmans pro nassériens et chrétiens pro-occidentaux. Nous verrons notamment comment, pour contrer l'influence soviétique au Moyen-Orient après la crise du canal de Suez, Eisenhower remania sa politique dans la région profitant de la perte d'influence franco-britannique. Nous arriverons à la conclusion que ces dix années apparaissent comme déterminantes dans l'histoire de la rivalité américano-européenne au Moyen Orient et tout en dessinant un affaiblissement définitif des autres puissances occidentales, scellé par l'échec de Suez, elles déterminent pour la décennie à venir, jusqu'en 1967, les règles du jeu de cet Orient complexe...

[Accéder en ligne](#)

Aladin Larguèche, *Vers une histoire des intellectuels norvégiens : pratiques littéraires, nationalisme et sécularisation à Christiania (1811-1869)*

Sous la direction de Rémy Pech et de John Peter Collett.

Soutenue le 27 mai 2013 à Toulouse 2

Le président du jury était Patrick Cabanel. Le jury était composé de Kristine Bruland, Jean-Marc Olivier. Les rapporteurs étaient Christian Amalvi, Maurice Carrez.

Résumé : Le présent texte propose de questionner le postulat couramment admis selon lequel l'émergence des intellectuels nationalistes au XIXe siècle est parallèle à une déchristianisation de la vie sociale et culturelle, en se focalisant sur l'ensemble des littérateurs norvégiens publiant dans la période 1811-1869. C'est plus spécifiquement les rapports entre Belles-lettres, construction nationale et sécularisation qui constituent le cœur de cette enquête, avec une attention portée sur la principale arène de la vie scientifique norvégienne : l'université de Christiania. Après avoir recensé les contraintes matérielles, politiques et religieuses qui conditionnent le développement de la vie culturelle dans la capitale du jeune royaume, l'auteur propose une analyse socio-historique systématique de tous les littérateurs norvégiens, ainsi qu'un échantillonnage des auteurs les plus productifs afin de déterminer l'évolution des rapports des écrivains, amateurs de Belles-lettres, nationalistes ou scandinavistes, avec le fait religieux et l'Église d'État norvégienne. La notion de "pratique littéraire" permet d'aborder la littérature comme un phénomène social multiforme, au croisement entre l'histoire de l'éducation, histoire des idées, histoire religieuse et sociologie de la

littérature, et permet de comprendre les mutations essentielles et les ambiguïtés indépassables de l'identité sociale des intellectuels contemporains

Stéphane Le Bras, *Négoce et négociants en vins dans l'Hérault : pratiques, influences, trajectoires (1900-1970)*

Sous la direction de Geneviève Gavignaud-Fontaine.

Soutenu le 28 novembre 2013 à Montpellier 3

Le président du jury était Laurent Jalabert. Le jury était composé de Geneviève Gavignaud-Fontaine, Laurent Jalabert, Serge Wolikow, Jean-Marc Olivier, Jocelyne Pérard. Les rapporteurs étaient Serge Wolikow, Jean-Marc Olivier.

Résumé : Lorsque s'ouvre le XXe siècle, le marché des vins languedociens est rendu particulièrement instable par les conséquences féroces de la crise phylloxérique : aux vins produits en abondance par les nouvelles vignes du Midi viennent s'ajouter quantités de marchandises fraudées et de vins importés qui saturent d'autant le marché. Dans ce contexte turbulent et nouveau, les négociants languedociens subissent également les effets de ces profonds bouleversements. Intermédiaires essentiels entre la production et la consommation, ils doivent ainsi s'adapter dans leurs pratiques et dans leur inscription au sein de réseaux commerciaux rayonnant principalement sur l'ensemble du territoire national. Au gré de l'étude d'archives administratives, institutionnelles, syndicales, entrepreneuriales et familiales originales sur un temps relativement long, ce travail de recherche analyse de manière diachronique et systémique la trajectoire d'un groupe socio-professionnel hétérogène mais constituant un agent économique homogène. À travers un emboîtement d'échelles et une variation des focales de 1900 à 1970, cette étude vise ainsi à décrypter les mécanismes de domination et de rayonnement d'un protagoniste incontournable de l'histoire viti-vinicole française, puis les facteurs de son effacement progressif. S'inscrivant dans la lignée des travaux socio-économiques sur l'histoire de la civilisation viticole languedocienne, cette thèse étudie une figure oubliée de la viticulture méridionale et nationale, le négociant en vins héraultais. Elle réhabilite la destinée d'un acteur majeur de la filière et de la société qui, au rythme des réussites et des épreuves, traduit son apogée puis son déclin.

Jaques Leblois, *La fortune de Taine : réception des "Origines de la France contemporaine" : 1875-1914*

Sous la direction de Philippe Boutry

Soutenu le 1er juillet 2013 à l'Université de Paris 1

Le président du jury était Françoise Melonio. Le jury était composé de Pierre Serna. Les rapporteurs étaient Jean-François Chanet, Nathalie Richard.

Résumé : "Les Origines de la France contemporaine" valent à Hippolyte Taine une postérité contrastée, bien différente de celle que sa notoriété intellectuelle acquise sous l'Empire lui aurait apportée. Bouleversé par les événements des années 1870-1871 et convaincu de la décadence française, il décide d'en rechercher les causes à travers une œuvre historique novatrice tant dans la forme que dans le fond. Si la méthode suivie surprend, la thèse défendue, condamnant la Révolution française sans pour autant défendre la monarchie et l'empire, provoque. Taine déconcerte, satisfait ou mécontente l'ensemble de l'échiquier politique. Insensible aux critiques, il consacre les vingt dernières années de sa vie à l'écriture des Origines qu'il laissera inachevées sans avoir trouvé la thérapeutique à un mal qu'il pensait avoir diagnostiqué. Loin de s'éteindre à sa mort, les polémiques redoublent au gré des soubresauts politiques, favorisant à la fois sa récupération par une droite conservatrice soucieuse de références et sa condamnation définitive par une gauche radicale consciente du danger que son œuvre représente. L'étude des nombreuses publications qui lui sont

consacrées de 1875 à 1914 en lui donnant, souvent, des interprétations partisanses, permet de suivre l'évolution d'une fortune controversée.

Nicolas Lefort, *Patrimoine régional, administration nationale : la conservation des monuments historiques en Alsace de 1914 à 1964*

Sous la direction de Francois Igersheim.

Soutenu le 28 septembre 2013 à Strasbourg

Le président du jury était Laurent Baridon. Le jury était composé de Claude Muller, Arlette Auduc, Anne-Marie Chatelet. Les rapporteurs étaient Catherine Bertho-Lavenir.

Résumé : De 1914 à 1964, la conservation des monuments historiques d'Alsace est progressivement soumise à la législation et à la pratique administrative françaises. Cependant, les institutions introduites dans le Reichsland d'Alsace-Lorraine avant 1914 sont maintenues en vigueur après 1918 et certaines d'entre-elles sont même étendues aux départements « de l'Intérieur ». Après la centralisation des services d'Alsace et Lorraine en 1925, les monuments historiques d'Alsace sont soumis à la même pénurie budgétaire que ceux des autres départements français. Le maintien en Alsace du régime des cultes concordataires permet toutefois aux édifices cultuels protégés au titre des monuments historiques de bénéficier de l'apport du budget des Cultes. En outre, les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin prennent le relais de l'ancien Land d'Alsace-Lorraine pour subvenir à l'entretien des monuments historiques. La conservation des monuments historiques d'Alsace constitue un véritable enjeu national : le nombre d'édifices protégés ne cesse d'augmenter, les souvenirs et vestiges des deux guerres mondiales et les monuments d'architecture française sont particulièrement mis en valeur, alors que les monuments qui avaient été restaurés par des architectes allemands avant 1914 sont souvent « dérestaurés ». Le champ des protections s'élargit progressivement aux sites pittoresques, aux abords des monuments et aux centres anciens. Enfin, la connaissance du patrimoine alsacien progresse grâce à la réalisation de nouveaux inventaires.

Sylvain Lesage, *L'Effet codex : quand la bande dessinée gagne le livre. L'album de bande dessinée en France de 1950 à 1990*

Dirigée par Jean-Yves Mollier

Soutenu le 23 juin 2014 à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Jury : Jacques Dürrenmatt, Professeur à l'Université Paris Sorbonne, Eric Maigret, Professeur à l'Université Sorbonne-Nouvelle Paris III, Caroline Moine, Maître de Conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Jean-Yves Mollier, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Pascal Ory, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Anne-Marie Sohn, Professeure émérite à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon – Examinatrice

Résumé : Ce travail éclaire la spécificité éditoriale de la bande dessinée en France. L'histoire de la bande dessinée s'est centrée sur les contenus et repose sur un corpus restreint d'œuvres. Nous renouvelons cette approche par l'étude des modalités de publication propres à la France, depuis la mise en place d'une censure spécifiquement dirigée contre la bande dessinée aux bouleversements éditoriaux des années 1990.

Publiée essentiellement sur des supports périodiques au début de notre période, la bande dessinée entame une migration vers la sphère du livre. Nous interrogeons la manière dont une forme de publication fait sens, et comment ce basculement d'un support à l'autre modifie les pratiques éditoriales, auctoriales, les médiations, les pratiques de lecture, et le statut culturel attaché au 9e art. Croisant histoire culturelle et bibliographie matérielle, ce travail ouvre des perspectives neuves dans les études sur la bande dessinée ainsi qu'en histoire du livre.

Vendredi 8 novembre, 14h30

Sante Lesti, *In Hoc Signo Vincas. Pratiques de Consécration au Sacré Cœur en France et en Italie pendant La Grande Guerre (1914-1919)*

Soutenu le 8 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Philippe Boutry, directeur de thèse, EHESS ; Alberto Banti, Università di Pisa (Italie) ; Claude Langlois, EPHE ; Daniele Menozzi, Università di Pisa (Italie) ; Renato Moro, Università Roma Tre (Italie) ; Gilles Pécout, ENS.

Résumé : Entre 1914 et 1918 des millions d'hommes de toute Europe, rappelés sous les drapeaux par leurs pays respectifs qui étaient à ce moment-là engagés dans la plus « grande » – comme les contemporains le comprirent aussitôt – et la plus atroce des guerres combattues jusque-là, n'hésitèrent pas à placer leurs souffrances et leurs espoirs, de salut et de victoire, sous les insignes protectrices du Sacré Cœur de Jésus. En Italie comme en France, en Allemagne comme en Autriche, les catholiques des deux fronts se consacrèrent eux-mêmes au divin Cœur de Jésus en promettant, à la place de leur propre salut – corporel et spirituel – et de la victoire de leur patrie, non seulement de vivre et, à l'occasion, de mourir chrétiennement, mais aussi de jouer un rôle actif dans la "reconstruction chrétienne" du continent. Ce que je me propose de faire est, donc, une étude sur les valeurs politiques et religieuses d'une pratique longtemps oubliée par l'historiographie, et pourtant capable de nous raconter beaucoup à propos de certains aspects centraux de la culture catholique au début du vingtième siècle et de sa rencontre/collision avec le monde moderne.

Jérôme Letournel, *Socialisme et socialistes dans le Calvados des origines à la fin du XXe siècle (1864-1998)*

Sous la direction de Jean Quellien.

Soutenu le 25 mars 2013 à Caen.

Membres du jury : M. Christian Bougeard, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bretagne occidentale (rapporteur), M. Gilles Richard, Professeur d'histoire, contemporaine à l'Institut d'études politiques de Rennes (rapporteur), M. Michel Boivin, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen/Basse-Normandie, M. Claude Pennetier, Chargé de recherches au CNRS, Centre d'histoire sociale du XXe siècle, Paris I Sorbonne, M. Jean Quellien, Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Caen/Basse-Normandie (directeur de thèse)

Résumé : Le socialisme, apparu brièvement entre 1865 et 1873 sous la forme de cellules affiliées à la Première Internationale, s'implante de manière durable dans le Calvados à partir de l'extrême-fin du XIXe siècle. Cependant, pendant des décennies, son assise reste fragile et son développement limité, dans un département qui s'apparente à une terre de mission pour la gauche. Le mouvement socialiste ne change de statut qu'à partir des années 1970, lorsque, à la faveur des bouleversements intervenus dans les structures économiques et sociales du département ainsi que des transformations du paysage politique, il entame une ascension qui finit par faire de lui la force politique dominante du Calvados à la fin du XXe siècle. Cette étude retrace, sous tous ses aspects (audience électorale, ancrage territorial, composition sociologique, luttes de tendances, rapports au sein de la gauche...), l'histoire d'une fédération de taille moyenne du Parti socialiste implantée en milieu hostile. Elle tente d'en apprécier la spécificité, en privilégiant l'approche comparative avec le socialisme français dans son ensemble et avec d'autres fédérations de l'Ouest, principalement celles de la Bretagne agricole et rurale et celle de la Seine-Maritime industrielle et urbaine. Elle s'intéresse surtout aux liens unissant l'appareil socialiste et la société englobante et cherche à savoir si ces relations façonnent un socialisme calvadosien à la particularité affirmée.

Mélisande Leventopoulos, *La construction collective d'un regard critique : les catholiques et le cinéma dans la France du XXe siècle (1895-1995)*

Sous la direction de Danielle Tartakowsky.

Soutenue le 30 novembre 2013 à Paris 8.

Le jury est constitué de Daniel Biltereyst (Université de Gand), Frédéric Gugelot (Université de Reims), Laurent Le Forestier (Université Rennes 2), Jean-Marc Leveratto (Université de Lorraine), Denis Pelletier (EPHE), Danielle Tartakowsky (Université Paris 8, directrice de thèse).

Résumé : Ce travail interroge les rapports entre l'imposition du cinéma comme média de masse et la redéfinition d'un groupe social missionnaire – le catholicisme français – au cours du XXe siècle. La thèse décrit la construction, contrainte par les contingences de la récession religieuse, d'un regard confessionnel cinéophile dans ses tiraillements axiologiques et militants. Une première période, entre 1895 et 1928, voit l'attribution catholique d'un sens social au cinéma alors que communistes et laïques envisagent l'appropriation du média à des fins propagandistes concurrentes. Du fait du caractère systématique, innovant et précurseur de sa démarche, l'Église devient dès lors un pionnier de l'action cinématographique. Au cours de la deuxième période, s'échelonnant de 1928 à la fin de la Seconde guerre mondiale, la nature avant-gardiste de l'activité médiatique catholique se précise dans le recours institutionnalisé au dispositif réceptif. À l'heure du Front populaire, la mobilisation cinématographique atteint en cela un premier paroxysme ; elle est indirectement couronnée par l'émission par le pape Pie XI de l'encyclique *Vigilanti cura*. La troisième période, se clôturant en 1958, situe l'inventivité catholique du côté de l'action culturelle. Durant l'après-guerre, la politique culturelle de l'Église se recompose au gré des réseaux cinéphiliques comme au fil des coups d'éclats critiques. Enfin, une période de normalisation du rapport religieux au cinéma s'ouvre à partir de 1958, avant d'être confirmée par le concile de Vatican II. Tandis que les liens cinématographiques se distendent puis s'effacent, le catholicisme français voit ses pratiques s'enliser dans la réaction cinéphobe.

Dorota Lewandowska, *Histoire culturelle du vin français en Pologne : moitié XVIIè-début XIXè siècle*

Sous la direction de Michel Figeac et de Jaroslaw Dumanowski.

Soutenue le 5 avril 2013 à Bordeaux 3 en cotutelle avec l'Uniwersytet Mikołaja Kopernika (Toruń, Pologne)

Le jury était composé de Michel Figeac, Jaroslaw Dumanowski, Jerzy Dygdała, Marie-Louise Pelus-Kaplan, Stanisław Roszak, Eric Suire. Les rapporteurs étaient Jerzy Dygdała, Marie-Louise Pelus-Kaplan.

Résumé : Le projet concerne la culture et le rôle social du vin français en Pologne entre la moitié de XVIIe et le début du XIXe siècle. Le but de ce travail est la présentation du procès de réception, de différentes formes de perception et de rôle social du vin dans le pays qui n'appartient pas à la zone de la culture de vin. Le XVIIIe siècle, c'est le temps des grands changements sociaux. Les changements des attitudes, de l'aspiration, de la sensibilité et des façons de communication sont les symptômes de la révolution de consommation. Les valeurs contemporaines d'économies chrétiennes se mettent à la négociation. C'est ce phénomène de la consommation qui provoque leur remplacement par l'égalitarisme et l'individualisme. À partir des informations concernant la vente, la consommation et la production de vin on peut montrer les modifications de la société en Pologne. Ce n'est pas que la société qui est soumise aux changements, mais si dynamiquement se varie le vin. Les nouvelles méthodes de production et de conservation apparaissent. Elles facilitent l'exportation non seulement de seule boisson, mais également de mode, de goûts et de culture matérielle liée à cette boisson. Les goûts de dîneurs ont évolué ensemble avec les ustensiles et la façon de laquelle le vin a été servi à la table – française ou polonaise. L'observation de l'influence du vin, si important élément

de la culture française, sur la création des goûts des Polonais et leurs imaginations liées avec France et les Français, s'inscrit identiquement dans l'idée de la coopération franco – polonaise et donne les chances d'apparition d'influence mutuelle de deux cultures.

Elvira Lopez, *Le processus de l'État au Chili. Une étude à travers l'organisation des finances publiques et de la bureaucratie (1817-1860)*

Soutenu le 30 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Juan Carlos Garavaglia, directeur de thèse, EHESS ; Eduardo Cavieres, Universidad Católica de Valparaíso (Chili) ; Josep Maria Delgado, Universitat Pompeu Fabra (Espagne) ; Nikita Harwich, Université Paris Ouest Nanterre.

Résumé : Le processus de construction de l'État au Chili pendant les années 1817-1860, est abordé dans cette thèse à travers de l'étude de l'organisation des finances publiques et de la formation du corps de fonctionnaires. L'analyse des finances et de la création d'une bureaucratie permet d'observer les transformations, les changements et les continuités que suppose la rupture avec le pacte colonial. La formation et la consolidation de l'Etat sont loin de être caractérisées par une évolution claire et linéaire; ce processus est complexe et présente des avancées et des reculs, il est l'objet d'une négociation constante entre ce qui est hérité et ce que l'on cherche à construire. Dans le cas chilien, cette dichotomie entre l'attachement à la tradition et la fascination pour les éléments modernes a été marquée par les aléas de la guerre; et si le résultat a été le renforcement d'un modèle républicain de souche libérale et d'une économie orientée vers le commerce extérieur, cela relève surtout de la conjoncture et du pragmatisme. L'étude de l'organisation des finances publiques montre que la création d'une structure et d'une institutionnalité économique représente le principal défi du processus de construction étatique après l'indépendance, car pour mener une guerre et défendre une entité politique indépendante, il faut disposer de ressources. Tout au long du travail, on met en question « l'exceptionnalité » du modèle étatique chilien, en pointant les bases de l'instauration réussie et précoce d'un modèle politique et économique centraliste qui va perdurer dans le temps. L'objectif de cette thèse consiste par conséquent à comprendre et interroger le processus de formation de l'Etat, à partir d'un regard qui porte sur le discours officiel et juridique, ainsi que sur la réalité locale et particulière des individus qu'ont vécu ce processus.

Liêm-Khê Luguern, *Les « travailleurs indochinois ». Étude socio-historique d'une immigration coloniale*

Soutenu le 19 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Gérard Noireil, directeur de thèse, EHESS ; Andrew Hardy, École Française d'Extrême-Orient ; Alban Bensa, EHESS ; Philippe Papin, EPHE ; Philippe Rygiel, Université Paris Ouest Nanterre La Défense ; Emmanuelle Saada, Université Columbia, New York.

Résumé : Cette thèse retrace l'histoire des 20 000 Indochinois requis en métropole en 1939 par le ministère du Travail dans les usines travaillant pour la Défense Nationale avant d'être pour partie rapatriés entre 1948 et 1952. Elle analyse dans une démarche socio-historique l'élaboration d'un « récit » de l'histoire des « travailleurs indochinois » de la Seconde Guerre mondiale et les obstacles méthodologiques, épistémologiques et conjoncturels qui s'y sont opposés. Elle questionne l'apparition médiatique de la figure du « travailleur indochinois », dans un contexte de réception collective travaillé par la question des identités. Pour dépasser le cadre imposé par ce « présent mémoriel », l'histoire des « travailleurs indochinois » replace les parcours de ces hommes dans le mouvement plus large des circulations en situation coloniale et impériale. Elle met ainsi en évidence le poids du déterminisme social dans l'expérience migratoire. Au-delà du discours public et de la catégorisation étatique, la déconstruction d'une domination montre l'extrême diversité de situations

et de parcours sociaux que masque l'entité « travailleurs indochinois ». Elle conduit ainsi à contester la notion d'« imaginaire colonial », en montrant que les représentations et les témoignages sont ici le produit d'une lutte et d'une coproduction où l'élite lettrée des Indochinois a joué un rôle majeur. Interrogeant le glissement actuel dans les débats publics du « social » vers le « racial », mais aussi les notions de « subalterne » et de « fracture coloniale » qui réduisent les rapports sociaux à l'antagonisme colon / colonisé, cette thèse entend ainsi contribuer à déconstruire la catégorie d'immigration postcoloniale.

Jun Ma, *Liang Qichao et la trajectoire politique moderne de la Chine : les aléas de l'institutionnalisation républicaine (1912-1917)*

Sous la direction de Yves Chevrier.

Soutenu le 30 novembre 2013 à l'EHESS.

Jury : Yves Chevrier, directeur de thèse, EHESS ; Joachim Kurtz, Université de Heidelberg ; Pasquale Pasquino, CNRS ; Céline Xiaoling Wang, Université Paris VII-Paris-Diderot ; Xiaohong Xiao-Planes, INALCO.

Résumé : A partir du cheminement de Liang Qichao (1873-1929), personnage très connu de la transition intellectuelle et politique de la fin des Qing et du début de la République, cette étude déplace doublement les questionnements habituels. En renonçant aux problématiques binaires qui sont censées rendre copte de l'homme et de l'époque (révolution-réforme, tradition-occidentalisation) et en se centrant sur les premières années de la République (1912-1917), elle dégage sa contribution majeure à une politique nouvelle fondée sur son institutionnalisation. Cet axe répond à la dynamique fondamentale de l'époque et confère une cohérence remarquable à une pensée jugée parfois versatile et superficielle. Pour Liang, le meilleur soutien de la République elle-même, à condition qu'elle soit conservatrice et puisse s'appuyer sur un État fort. Il oppose aux traditionalistes comme aux partisans de la « nouvelle culture » moderniste sa vision d'une continuité de la tradition modérée par l'État. Le « juste milieu » hostile à la restauration comme à la révolution et à la démocratie auquel aboutit ce républicain malgré lui est donc fondateur du courant conservateur auquel aura longtemps manqué l'État fort. La thèse montre également que ce conservatisme n'est pas exclusif d'un régime de libertés : les institutions libérales sont conditionnées par l'avènement d'une société investie de la « capacité politique » nécessaire. C'est pourquoi dans le contexte d'"adieu à la révolution" sans démocratie qui prévaut depuis les années 1990, Liang Qichao apparaît comme l'une des références du pan « abandonné » de l'histoire contemporaine chinoise qui est redécouvert aujourd'hui.

Thierry Maillet, *Histoire de la médiation entre textile et mode en France : des échantillonneurs aux bureaux de style (1825-1975)*

Soutenu le 27 septembre 2013 à l'EHESS

Jury : Patrick Fridenson, directeur de thèse, EHESS ; Franck Cochoy, Université Toulouse 2 ; Diana Crane-Hervé, Université de Pennsylvanie ; Jean-Claude Daumas, Université de Franche-Comté ; Armand Hatchuel, Mines Paris Tech ; Véronique Pouillard, Université d'Oslo.

Résumé : Le développement de plusieurs formes de médiation entre textile et mode sur un siècle et demi est une des sources méconnues du succès de la mode puis du prêt-à-porter en France. À compter de 1825 un dessinateur vosgien, Jean Claude, s'installe à Paris d'où il réalise des propositions de croquis pour le compte de ses clients de Sainte-Marie-aux-Mines. Il leur envoie aussi des échantillons des nouveautés qu'il identifie à Paris. En 1834 l'échantillonnage devient son activité. Installé dans le quartier du Sentier à Paris Jean Claude développe son activité vers les industriels, mais aussi à compter de 1855 les écoles (Roubaix) et les associations de dessinateurs

(Mulhouse). Médaille à l'Exposition Universelle de 1878 à Paris sa réussite ne laisse pas indifférente une concurrence qui s'étoffe : l'échantillonnage médiatise les nouveautés de la mode vis à vis des professionnels du textile et France et à l'étranger. À partir de 1920 la présence accrue des grands magasins new - yorkais à Paris fait émerger un nouveau métier : le stylisme. Des « bureaux of stlists » sont créés au sein des départements d'achats des grands magasins new - yorkais installés à Paris. C'est aussi le début d'une histoire de la mode en conversation entre Paris et New York. Après la Seconde Guerre mondiale l'influence américaine par le biais de la presse féminine et des missions de productivité facilite l'essor de stylistes femmes à Paris contemporain de la diffusion du prêt-à-porter. À la fin des années 1950 un premier bureau de style est créé et trois autres dans les années 1960. Les bureaux de style acquièrent une influence croissante confirmant ainsi le rôle de la médiation dans l'élaboration de la mode.

Etienne Marie-Orléach, *Les témoignages des civils bas-normands, traitant du Débarquement et de la Bataille de Normandie : Étude critique*

Sous la direction de Jean Quellien.

Soutenu le 16 décembre 2013 à Caen.

Jury : Michel Boivin, Jean Quellien, Jacqueline Sainclivier, Olivier Wieviorka

Résumé : Au cours de l'été 1944, les Bas-Normands ont été plongés pendant près de trois mois au cœur de la guerre. Au plus fort des combats, plus de deux millions de combattants s'affrontent tandis qu'un million de Bas-Normands assistent, impuissants, au déroulement des opérations. L'événement a suscité de la part de ces derniers une multitude de témoignages, écrits « à chaud », mais aussi rédigés a posteriori, au cours des décennies qui ont suivi, en particulier à l'occasion des commémorations (1984, 1994, 2004). L'objectif n'est pas ici d'étudier la vie et le sort des populations civiles au travers de ces témoignages, de manière classique. Notre recherche se place dans la veine du concept de « culture de guerre », initié depuis quelques années par les spécialistes de la Première Guerre mondiale. Ceux-ci ont notamment montré le décalage considérable entre le contenu des témoignages publiés par les anciens combattants dans les années 1920 et 1930 (fortement teintés par l'idéologie pacifiste en vogue à cette époque) et les écrits rédigés pendant les combats, qui montrent, au contraire, une assez large adhésion à la guerre. Nous nous proposons donc d'appliquer cette démarche à un épisode marquant de la Seconde Guerre mondiale. Pour cela, nous disposons d'un important corpus de près d'un millier de témoignages, dont un quart écrit sur le vif. Nous entendons donc examiner l'évolution du contenu des témoignages (thèmes abordés, vocabulaire utilisé...) soumis aux aléas de la mémoire individuelle ou collective comme au poids du contexte dans lequel est intervenue la rédaction.

Cilia Martin, *Le temps de la (re)composition urbaine à Istanbul à travers l'exemple du quartier de Kurtuluş de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*

Soutenu le 13 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Nathalie Clayer, directrice de thèse, EHESS ; Isabelle Bakouche, EHESS ; Edhem Eldem, Université Boğaziçi ; Marie-Claire Lavabre, CNRS ; Franck Mermier, CNRS ; Jean-François Perouse, IFEA.

Résumé : Depuis les années 1920 et grâce aux sociologues de l'École dite de Chicago, les villes représentent un terrain d'observation privilégié pour les scientifiques. Toutefois, le quartier a souvent été utilisé comme un 'espace prétexte' pour étudier le tissu social d'où l'expression d'Annie Fourcaut 'quartier-bastion'. Le quartier peut prendre alors une coloration particulière, synonyme de chaleur, et devenir un 'état d'esprit' (Louis Wirth). Toutefois, bien que les études de quartier se multiplient à partir des années 1970, la notion de quartier semble susciter toujours les mêmes

interrogations et faire preuve d'un même manque historiographique et de conceptualisation. Le quartier est-il alors un objet scientifique valable ? Est-il 'bon à penser' pour l'historien ? Les partisans des études de quartier affirment que le quartier est un cadre à dimension humaine approprié pour l'étude du phénomène urbain. Ses adversaires prônent que revenir sur des petites unités revient à reculer devant le monde moderne et à nier les grands problèmes de la cité. Dans le cadre d'études urbaines, le quartier est-il alors étudié comme une fin ou comme un moyen ?

Le quartier que je propose d'étudier est un quartier d'Istanbul, le quartier de Kurtuluş, désigné également sous le nom de la 'petite Grèce d'Istanbul' car connu pour être un quartier majoritairement minoritaire. Cette surreprésentation des rums serait peut-être due au firman ottoman de 1793 qui ordonnait que toute personne non Rum n'avait pas le droit de s'installer dans le quartier. Cette loi, (d'après plusieurs sources) s'appliquait encore jusqu'au début du 20ème siècle. Cependant, dans mon projet de thèse, je ne cautionne pas cette image de 'ghetto' véhiculée par l'historiographie actuelle, écrite avec le prisme déformant minoritaire, et souhaite centrer l'étude sur les transformations du quartier et sur son devenir à partir du début de la période républicaine jusqu'à nos jours.

En commençant par remettre l'espace au cœur des problématiques, le quartier est tout d'abord considéré comme l'épiphénomène de mouvements économiques et sociaux plus large et de dynamiques urbaines globales. Il s'insère également dans un ensemble géographique plus vaste. Le quartier est alors territorialisé et considéré de la ville et non dans la ville. Ensuite, le quartier est étudié par le biais des acteurs sociaux et de leurs pratiques, autrement dit leur manière de consommer l'espace. Et, non plus à travers ses structures sociales mais à travers l'étude des mobilités, des flux et des interactions dans le but d'une approche dynamique et non statique. Par ailleurs, le quartier recoupe plusieurs logiques territoriales, plusieurs réalités spatiales mais aussi plusieurs temporalités. Enfin plusieurs constructions mentales qui font également du quartier un lieu de mémoire urbaine.

Gérard Martin, *Quand le trafic de cocaïne est arrivé à Medellín. Réseaux mafieux, violences et politiques de sécurité (1975-2014)*

Soutenu le 24 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Gilles Bataillon, directeur de thèse, EHESS ; Daniel Pécaut, EHESS ; Eduardo Pizarro Leongomez, Université Nationale de Colombie ; Dominique Vidal, Université Paris-Diderot.

Nicolas Martin-Breteau, *Corps politiques. Sport et combats civiques des Africains-Américains à Washington, D.C., et Baltimore (v. 1890-v. 1970)*

Soutenu le 16 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : François Weil, directeur de thèse, EHESS ; Andrew J. Diamond, Université Paris-Sorbonne ; Frédéric Douzet, Université Paris VIII ; Bernard Genton, Université de Strasbourg ; Pap Ndiaye, Institut d'études politiques de Paris.

Résumé : Cette thèse explore le rôle du sport dans les luttes pour la dignité, l'égalité et les droits des Africains-Américains de Washington, D.C., et de Baltimore entre les années 1890 et les années 1960. Son propos est de montrer comment le sport a constitué un moyen d'action politique cherchant à renverser les préjugés raciaux sur l'infériorité « naturelle » du corps noir justifiant son oppression sociale. De ce point de vue, la monstration publique de la dignité du corps noir fonctionna comme une revendication d'égalité symbolique, palliant la relative privation de parole subie par les Africains-Américains, alors exclus de la communauté citoyenne. Il s'agit donc de montrer que les luttes politiques africaines-américaines eurent le corps comme lieu et enjeu, utilisant le sport comme un moyen performatif d'élévation des corps individuels en vue de l'émancipation collective. Depuis la fin

de la Reconstruction, les élites africaines-américaines promurent en effet le sport comme l'un des éléments centraux de l'entreprise perfectionniste d'« élévation de la race » visant l'intégration civique.

La première partie présente la formation du discours sur l'élévation corporelle de la race et les institutions (lycées, universités, associations sportives, etc.) qui le mirent en acte entre les années 1890 et les années 1920. Dans cette période, la lutte pour la reconnaissance fut organisée selon les normes victoriennes de la société blanche américaine. En ce sens, cette lutte fut à la fois conformiste et révolutionnaire, puisqu'en cherchant à renverser les stéréotypes établis sur les corps noirs, elle entendait intégrer un certain régime de vérité sur l'humanité. Dans le cadre de la Renaissance noire et du Mouvement pour les droits civiques alors naissant, la deuxième partie explique l'évolution de cette tactique politique vers une posture plus militante. Entre les années 1920 et les années 1950, l'étude du Football Classic, de trois parcours de vie, des campagnes de déségrégation des espaces de loisir à Washington et Baltimore montre comment cette revendication à la reconnaissance se fonda désormais sur une identité noire considérant les droits de l'homme comme universels et inaliénables. Située entre les années 1930 et les années 1960, la dernière partie de ce travail analyse l'apogée de la célébration du sport comme force de démocratisation sociale selon l'exigence du fair play. Au même moment, la compréhension nouvelle des questions de race non plus comme résultats des préjugés psychologiques mais comme résultats des structures sociales, le séparatisme racial des tenants du Black Power ainsi que l'effondrement socio-économique des ghettos noirs furent à l'origine d'une très profonde remise en cause de l'entreprise d'élévation de la race elle-même.

Claire Marynower, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale : pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939*

Sous la direction de Marc Lazar.

Soutenue le 4 décembre 2013 à Paris, Institut d'études politiques

Le président du jury était Omar Carlier. Le jury était composé de Marc Lazar, Raphaëlle Branche, Frédéric Monier, James McDougall. Les rapporteurs étaient Raphaëlle Branche, Frédéric Monier.

Résumé : Ce travail s'intéresse au milieu des militants de la SFIO dans le cadre du département d'Oran dans l'entre-deux-guerres, dans une « approche sociétale » qui dépasse les frontières du parti pour s'intéresser à son inscription dans l'environnement. L'évolution idéologique du groupe mise en lumière – le passage d'une réticence extrême face au nationalisme à une ouverture aux revendications des organisations de la population colonisée créées à cette époque, Association des 'ulamā musulmans et Fédération des élus musulmans en tête – est restituée dans ses multiples réalités, politique mais aussi culturelle, sociale et sociabilitaire. Le changement des discours et des idées fut en effet à la fois accompagné et permis par une évolution des pratiques, des langues utilisées à la façon de mobiliser en passant par le vêtement, aussi bien que par celle des identités, avec l'entrée de militants issus de la population colonisée à la SFIO mais aussi l'évolution des réseaux militants, rapprochant le Parti socialiste des organisations revendicatives algériennes. Les principales conclusions de ce travail permettent d'élargir les récits du nationalisme algérien, en prenant en compte les transferts réciproques, organisationnels et théoriques, entre la gauche française et les premières organisations politiques algériennes. Elles éclairent aussi notre compréhension des sociétés coloniales, en montrant comment le Parti socialiste fut au cœur, en Algérie, d'une « transaction hégémonique impériale » : tout en contestant la façon dont la colonisation française fonctionnait, il en assura paradoxalement la solidité, en faisant vivre le langage, largement fictionnel, de l'assimilation, par delà la frontière coloniale.

Maëlle Maugendre, *Les réfugiées espagnoles en France (1939-1942) : des femmes entre assujettissements et résistances*

Sous la direction de Sylvie Chaperon et de François Godicheau.

Soutenu le 20 décembre 2013 à Toulouse 2

Le jury était composé de Alicia Alted Vigil. Les rapporteurs étaient Philippe Rygiel, Mercedes Yusta Rodrigo.

Résumé : Cette thèse se donne comme objectif de rendre visibles les femmes espagnoles réfugiées en France de 1939 à 1942. Il s'agit de proposer une narration au féminin de l'exode sur le sol français de ces femmes restées dans l'ombre de leurs compagnons, pour les faire advenir sur la scène historique. Prises en charge par l'administration française, elles sont tributaires d'images sociales stéréotypées qui influencent les pratiques des autorités à leur égard. Assignées dans des catégories administratives qui évoluent selon les politiques menées à l'encontre des étrangers sur le sol français, les femmes espagnoles réfugiées se voient imposer des cadres de vie à respecter et des comportements à adopter. Sous tutelle administrative, aux prises avec des rapports de pouvoir qui se révèlent genrés, elles séjournent dans des centres d'hébergement, et pour certaines dans des camps d'internement. Le rapatriement en Espagne, l'émigration outre-Atlantique, le regroupement familial ou bien l'emploi conditionnent leur sortie de ces espaces coercitifs. Face aux multiples dispositifs d'assujettissements étatiques, les femmes espagnoles réfugiées se positionnent en résistance, et expérimentent des registres d'actions variés qui leur permettent de prendre conscience de leur « puissance d'agir ». Ce faisant, elles façonnent, en situation d'exil, des identités individuelles et collectives originales et résolument politiques.

Christopher Minck, *Washington et l'Afrique : le rôle de Charles C. Diggs, "Mr Africa" : 1955-1980*

Sous la direction de Hélène Le Dantec-Lowry.

Soutenu le 15 novembre 2013 à Paris 3

Le président du jury était Pierre Gerlain. Le jury était composé de Hélène Le Dantec-Lowry, Pierre Gerlain, Elikia M'Bokolo, Claudine Raynaud, Serge Ricard.

Résumé : Le mouvement initié le 6 mars 1957 par l'indépendance du Ghana de la Grande-Bretagne balaya l'ensemble de l'Afrique australe jusqu'à culminer en 1960 – « année de l'Afrique ». La décolonisation et la résultante émergence d'une troisième voie dans le conflit idéologique entre les Etats-Unis et l'URSS provoqua l'irruption du continent africain sur l'échiquier politique international. Parallèlement, dans le Sud des Etats-Unis, les Noirs luttèrent pour obtenir la reconnaissance de leurs droits civiques. Dès lors, les connections entre ce combat et la lutte internationale pour la décolonisation apparurent, échos modernes aux liens déjà tissés plus tôt entre les Afro-Américains et leur continent d'origine. Le changement dans les relations raciales s'accompagna par un regain de conservatisme aussi bien aux Etats-Unis qu'en Afrique subsaharienne. L'élection du républicain Nixon en 1968 faisait écho au maintien de régimes dirigés par la minorité blanche en Afrique du Sud, en Rhodésie et dans l'ensemble de l'Afrique lusophone. C'est dans ce contexte « globalisé », où politiques intérieure et internationale, race et nation commencèrent à fusionner que les relations raciales émergent sur la scène internationale comme enjeu politique. Les Etats-Unis durent faire face à la ségrégation et à la discrimination dans leur propre pays ainsi qu'à la décolonisation à l'étranger. L'émergence des relations raciales en tant qu'enjeu global se posait comme un obstacle aux tentatives américaines de construire une coalition internationale et multiraciale contre le communisme. L'émergence d'un corps politique noir américain à la fin des années 1960 dans ce contexte pose la question des Représentants afro-américains au Congrès et de la politique africaine des Etats-Unis. Se situant dans ce contexte, cette thèse examine le rôle que le Représentant Charles C. Diggs a joué dans les politiques de Washington vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne de 1955 à

1980. Représentant démocrate du Michigan, « Mr. Africa » devint le premier Afro-Américain nommé à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre basse en 1959. Il présida, sous l'Administration Nixon, la Sous-commission aux Affaires africaines, orchestra la fondation du lobby parlementaire noir, le Congressional Black Caucus, en 1971 et fut l'architecte de TransAfrica – un lobby non-institutionnel visant à sensibiliser les Américains à la situation raciale en Afrique – en 1977. De par sa carrière, ses engagements politiques et sa nature même de Représentant noir, Charles Diggs a incarné une vision transnationaliste des relations raciales. Notre propos vise à analyser le rôle de Diggs dans la reconnaissance nationale de problèmes raciaux globaux à travers sa définition de ces problèmes en des termes transgressant le simple intérêt racial.

Sophie Morel, *Valorisation de l'histoire et du patrimoine des coopératives agricoles : L'exemple de la Loire*

Sous la direction de Jacqueline Bayon et de Gilles Richard.

Soutenu le 12-juin 2013 à Saint Etienne en cotutelle avec l'Institut d'études politiques (Rennes)

Le président du jury était Edouard Lynch. Le jury était composé de Alain Chatriot, Pierre Lamard, Gérard Ouvrier-Bufferet.

Résumé : "Filles de la misère", les coopératives agricoles ont accompagné les agriculteurs à travers les changements économiques, politiques et sociétaux depuis le début du XXème siècle. Outil économiques au service du développement de leurs adhérents et de leurs territoires, elles n'ont cessé de prouver leurs capacités d'adaptation face aux transformations de l'agriculture, à la création de l'Union européenne ou à la mondialisation des échanges. Cependant, leur modèle associant les membres au processus décisionnel de l'entreprise a pu souffrir de ces évolutions impliquant une diversification de l'activité, la création de filiales, l'ouverture à des partenaires non-coopérateurs. La place des adhérents est donc à nouveau à considérer, leur loyauté étant un atout indéniable pour les coopératives agricoles. Cette étude se fonde sur l'analyse des procès-verbaux des assemblées générales de cinq coopératives agricoles. Elle propose de faire de l'histoire une force dans la gestion des adhérents : construisant des connaissances, elle peut alimenter une communication éclairée à destination des membres. Enfin, il est proposé de réaliser ce travail de recherche et de valorisation de manière coopérative, afin de mutualiser les moyens nécessaires.

Anastasia Ileana Moroni, *Une nation impériale : Construire une communauté politique ottomane moderne au lendemain de la révolution de 1908*

Soutenu le 2 juillet 2013 à l'EHESS

Jury: Maurice Aymard, directeur de thèse, EHESS ; Ahmet Insel, Université Galatasaray ; François Georgeon, CNRS ; Gilles Pécout, ENS Ulm ; Athanasia Anagnostopoulou, Université Panteion.

Résumé : Cette thèse examine la transformation de l'ordre politique ottoman qui suit la révolution jeune turque de 1908. S'appuyant en particulier sur des documents des Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la France (AMAE), elle réévalue d'abord la révolution qui inaugure la « Seconde Ère Constitutionnelle » en juillet 1908. Ensuite, en considérant également des journaux de langue ottomane et française, mais surtout en analysant en profondeur les Actes du Parlement ottoman pour l'année 1908-09, elle présente les principaux enjeux du régime constitutionnel et les réponses données à ceux-ci par les élites issues de la révolution. La révolution ayant bouleversé l'ordre politique ottoman, les députés, se posant en représentants d'une nation ottomane, revendiquent le transfert de la légitimité du sultan-souverain à la nation souveraine. Il s'agit alors de définir cette nation – dans un empire multiethnique – et d'établir les règles selon lesquelles seront définis ses intérêts généraux. Sur ces sujets, on constate aussi bien des divergences que des convergences d'opinion parmi les députés. Dans une large mesure, leurs idées se forment au fur et à

mesure qu'ils se trouvent face à des événements imprévus. La thèse conclut que la souveraineté de la nation est consacrée, mais cette dernière est définie dans la lignée des traditions impériales, en « nation impériale » : les élites trouvent que l'implication active de l'ensemble du peuple – qu'ils jugent ignorant – et l'ébranlement possible de l'équilibre fragile entre groupes ethno-religieux seraient contraires à la raison d'État et mettraient en danger l'intégrité de l'Empire.

Tatiana Morozova, *Modernisation urbaine et transfert de technologies en Europe au XIXe siècle : la construction du Pont Troitski à Saint-Pétersbourg par la Société de construction des Batignolles à la fin du XIXe-début du XXe siècle*

Sous la direction de Annie Fourcaut.

Soutenue en 2013 à Paris 1.

Résumé : L'histoire de la construction du pont Troitski par la Société de construction des Batignolles (1897 - 1903) présente de multiples facettes. Le sujet permet d'aborder les questions liées à la modernisation urbaine de Saint-Pétersbourg, à l'implantation et au fonctionnement d'une entreprise française en Russie et, enfin, au rôle des ingénieurs français dans les transferts de technologies dans le domaine des travaux publics. L'activité de la SCB en Russie débuta en 1858, quand l'entreprise exécuta les premiers ponts métalliques destinés aux chemins de fer russes. Plus tard, en 1891, après une longue absence, la SCB retourna à Saint-Pétersbourg pour y construire le troisième pont fixe sur la Néva : le pont Troitski. La création d'un projet extrêmement innovant (un pont en arc à trois articulations), la constitution d'une équipe d'agents efficaces, ainsi que la situation politique favorable assurèrent le succès de l'entreprise à Saint-Pétersbourg. Le nouveau pont fixe monumental remplaça l'ancien pont flottant et permit de fluidifier le trafic sur la Néva. Le pont liait ainsi la partie centrale de la ville au quartier villageois de Petrogradski qui connut alors une rapide modernisation. Mais la SCB fut confrontée à plusieurs difficultés : le travail dans des conditions climatiques extrêmes, mais aussi le nationalisme et l'hostilité des fonctionnaires de la municipalité pétersbourgeoise. Malgré la construction remarquable du pont Troitski qui symbolisait l'alliance franco-russe, la SCB ne réussit pas à se fixer durablement sur le marché local. La société espérait continuer à construire des ponts fixes à Saint-Pétersbourg et ailleurs en Russie, mais les commandes les plus importantes furent confiées à des entreprises russes.

Henri Moulinier, *Essor et déclin de la pêche industrielle à la Rochelle (1871-1994)*

Soutenue le 27 juin 2014 à l'Université de La Rochelle

Composition du jury : M. Augeron Mickaël, Maître de conférences, Université de La Rochelle, M. Fernandez Alexandre, Professeur, Université Bordeaux Montaigne, M. Le Bouëdec Gérard, Professeur, Université Bretagne Sud, M. Lenhof Jean- Louis, Maître de conférences, Université de Caen, M. Marnot Bruno, Professeur, Université de La Rochelle, M. Poton de Xaintrailles Didier, Professeur, Université de la Rochelle

Résumé : Situé au cœur du golfe de Gascogne, La Rochelle fut dès sa naissance au début du XIIe siècle une communauté de pêcheurs. La ville s'affirme comme une cité marchande, devenant l'une des plus dynamiques de l'Ouest français. Son port de commerce se déplace sur un nouveau site en 1890, libérant le vieux port au centre-ville pour la pêche. De nombreux voiliers viennent déjà y vendre leur pêche sur un marché au poisson attractif, que le chemin de fer relie à l'intérieur du pays en 1857. Une nouvelle page s'ouvre, celle du chalutage industriel qui fait une percée majeure en Grande-Bretagne. A La Rochelle, après l'échec d'une tentative de l'anglais Craggs d'y implanter le chalutage à vapeur en 1871, de grands armements à la pêche industrielle sont fondés de 1904 à 1920. Une première période d'essor de ces armements fait de cité le deuxième port de pêche de France, le premier de l'Atlantique. Après le marasme des pêches françaises et la crise de la flottille de

chalutiers à vapeurs rochelais, un nouvel essor du port s'affirme après la Seconde guerre mondiale. La Rochelle redevient le quatrième port de pêche de France dans les années 1960. Mais l'année 1965 marque une rupture de la pêche industrielle rochelaise et un déclin s'ensuit qui conduit à la disparition des derniers grands chalutiers en 1994.

De nombreux travaux menés jusqu'ici ont porté sur d'autres ports de pêche de France. Cette étude a l'ambition de contribuer à la connaissance de plus d'un siècle d'histoire de pêche industrielle du port de La Rochelle, de ses dimensions économiques, sociologiques, politiques et écologiques, dans le cadre d'une étude comparative, en analysant les caractéristiques et les raisons de cet essor et celles d'un déclin précoce et rapide.

Fabrice Anicet Moutangou, *Une entreprise coloniale et ses travailleurs : la Société du Haut-Ogooué et la main d'œuvre africaine (1893-1963)*

Sous la direction de Sophie Eckert-Dulucq.

Soutenue le 30 septembre 2013 à Toulouse 2

Le jury était composé de Catherine Coquery-Vidrovitch, Colette Zytnicki. Les rapporteurs étaient Odile Goerg, Henri Médard.

Résumé : Créée en 1893 pour mettre en valeur le Haut-Ogooué, la Société Commerciale, Industrielle et Agricole du Haut-Ogooué (SHO) s'est imposée parmi les plus importantes entreprises coloniales au Gabon. En 1963, à l'orée de son absorption par la multinationale OPTORG, son emprise était totale sur l'ensemble de l'activité économique gabonaise. Les circonstances de la mobilisation des travailleurs africains et le regard qu'ils ont porté sur l'entreprise sont au centre de cette étude : comment les Africains ont-ils envisagé les conditions de leur mobilisation par la SHO et quelles réponses y ont-ils apportés ? Au terme de cette étude, il ressort que les méthodes d'exploitation de la SHO dans le Haut-Ogooué et au Gabon ont profondément transformé le mode de vie des Africains et leur regard sur la colonisation.

Muhammad Mubeen, *Le sanctuaire et la Cité : Pakpattan (Panjab) depuis 1849*

Soutenue le 17 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Denis Matringe, directeur de thèse, CNRS ; Sayed Wiqar Ali Shah, University of Heidelberg (Allemagne) ; Catherine Clémentin-Ojha, EHESS ; Max-Jean Zins, CNRS.

Résumé : Pakpattan, aujourd'hui située dans le Panjab pakistanais, est à maints égards dominée par un important sanctuaire soufi, celui d'un célèbre saint Cistī du 13^{ème} siècle, le sai Farīd al-Dīn Mas ūd Ganj-i Sakar (mort en 1265), plus connu sous le nom de Bābā Farīd. Ce dernier est devenu la source de l'autorité religieuse locale à travers le couvent qu'il a établi lui-même à Pakpattan (anciennement Ajūdhan). Depuis sa mort en 1265, son héritage s'est perpétué à Pakpattan, principalement représenté par ses descendants en ligne directe et le vaste complexe du sanctuaire. Le prestige socioreligieux du sanctuaire et des personnes en ayant la charge a ouvert la voie à l'enracinement de l'autorité politique et économique du sanctuaire dans la région durant la période médiévale, -autorité qui se manifeste en particulier à travers le statut prestigieux conféré au sajjāda-nisīn. Le passage aux mains de Britanniques du pouvoir politique central en Inde au 19^e siècle a des répercussions importantes sur le fonctionnement de l'autorité locale du sanctuaire. Un processus de redéfinition de l'autorité du sanctuaire s'engage à travers l'établissement d'institutions officielles, ce qui a des conséquences d'une portée considérable pour la shrine culture. Le prestige politique et économique du sanctuaire a diminué considérablement et même les affaires religieuses internes n'ont pu échapper au contrôle de l'Etat. Celui-ci s'est emparé du rôle joué par le sanctuaire et par son desservant dans la période précoloniale, remplaçant le desservant du sanctuaire dans la plupart de ses rôles sociaux, économiques et politiques. Le sanctuaire a perdu une bonne partie de son autorité

locale, et il est devenu le lieu d'un ritualisme symbolique réalisé a nom de Bābā Farīd, révééré comme une figure spirituelle clé de la période médiévale.

Cédric Neumann, *De la mécanographie à l'informatique : Les relations entre catégorisation des techniques, groupes professionnels et transformation des savoirs managériaux*

Soutenu le 28 novembre 2013 à l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense.

Jury : M. Patrick Fridenson, Directeur d'Etudes à l'EHESS. M. André Grelon, Directeur d'Etudes à l'EHESS. Mme Odile Henry, Professeure de sociologie, Université Paris VIII. M. Christophe Lécuyer, Professeur d'Histoire des sciences et des techniques, Université Pierre et Marie Curie. M. Michel Lescure, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense . M. François Vatin, Professeur de sociologie à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

Résumé : Cette thèse étudie l'implantation et l'essor de l'informatique dans les activités de gestion des entreprises et des administrations françaises. Elle part du constat que, bien que les premiers ordinateurs s'inscrivaient dans la continuité des appareils mécanographiques, leur utilisation s'est accompagnée de l'émergence d'une nouvelle catégorie, l'informatique, définie par opposition à la mécanographie. La compréhension de cette différence exige de ne pas se limiter aux usages des différents matériels mais de restituer les relations d'équivalence existant entre les machines, les personnels les utilisant ainsi que les aptitudes et les savoirs managériaux mobilisés par les entreprises. Dans le courant des années soixante, d'une part, les ordinateurs sont perçus comme des outils de conception permettant de faire advenir une gestion scientifique ; d'autre part, les thématiques de la « révolution informatique » associent ceux-ci à un fonctionnement des entreprises en réseau qui favoriserait la mobilité et l'affaiblissement des structures hiérarchiques. La différenciation entre l'informatique et la mécanographie s'appuie parallèlement sur l'exclusion des mécanographes des emplois liés aux ordinateurs et la création de formations à l'informatique de gestion dans l'enseignement supérieur. Enfin, à la différence de la mécanographie, l'informatique est constituée comme un outil spécifique à l'ensemble des cadres : d'abord, parce que les grandes écoles introduisent l'enseignement de l'informatique dans leurs cursus, transformant celle-ci en un savoir-faire incontournable pour leurs élèves ; ensuite, parce que la transformation des cadres en « utilisateurs » par l'intermédiaire de la formation permanente est conçue comme le moyen de parvenir à l'utilisation optimale de l'informatique. En important dans le domaine de l'histoire des techniques des problématiques conçues pour l'analyse des groupes professionnels, le présent travail espère être une contribution à l'étude de la place de l'informatique dans les transformations de l'esprit du capitalisme.

Norig Neveu, *Les politiques des lieux saints et la topographie sacrée dans le sud de la Jordanie, XIXe-XXe siècles*

Soutenu le 7 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Jocelyne Dakhli, directrice de thèse, EHESS ; Emma Aubin-Bolatanski, CNRS ; Randi Deguilhem, CNRS ; Bernard Heyberger, EHESS ; Catherine Mayeur-Jaquen, INALCO ; Justin McGuiness, The American University of Paris.

Résumé : Les lieux saints tiennent une place fondamentale dans la construction nationale jordanienne et ce d'autant plus aujourd'hui, alors que le pays revendique son appartenance à la Terre sainte chrétienne et musulmane. Ces lieux sont centraux l'expression de soi des communautés locales mais aussi des gouvernants. Ils furent, entre le XIXe et le XXe siècle, des lieux de mixité et de recomposition des essences identitaires. En étudiant un double processus de territorialisation et de confessionnalisation des sociétés locales, la présente étude considère les lieux saints comme porteurs des pratiques mémorielles et patrimoniales des différentes composantes sociales de trois

villes du sud de la Jordanie: Karak, Ma'ân et Wâdî Mûsâ. Une approche sur le long terme permet d'appréhender la recomposition des topographies sacrées jordaniennes et l'évolution de leurs significations. Les politiques du religieux se sont concentrées à différentes échelles autour de ces lieux de pouvoir. La gestion du lieu saint était à la fois un facteur d'émergence des notabilités et un outil permettant de garantir l'équilibre politique entre différents groupes sociaux locaux. La progressive institutionnalisation de cette gestion entraîna des recompositions sociales. Les fonctions de ces espaces comme lieux de mémoire, lieux de pouvoir ou comme complexes touristiques seront envisagées pour mettre en évidence les interactions entre politiques du religieux locales et officielles. Les pèlerins ainsi que les gestionnaires des lieux saints sont ici considérés comme des figures du mouvement, dont les pratiques sociales permettent d'analyser les dynamiques identitaires en cours en Jordanie.

Nadeige-Laure Ngo Nlend, *Historiographie et dynamiques de transculturation : missionnaires protestants et populations de la côte de l'Ouest du Cameroun à travers le fonds Jean-René Brutsch, 1884-1960*

Sous la direction de Jean-François Zorn et de Pierre Oum Ndigi.

Soutenu le 9 décembre 2013 à Montpellier 3 en cotutelle avec l'Université de Yaoundé

Le président du jury était Gaetano Ciarcia. Le jury était composé de Jean-François Zorn, Pierre Oum Ndigi, Gaetano Ciarcia, Bernard Salvaing, Salvador Eyezo'o, Alexandra Loumpet-Galitzine. Les rapporteurs étaient Bernard Salvaing, Salvador Eyezo'o.

Résumé : Le fonds d'archives Jean-René Brutsch, logé au Défap à Paris, a inspiré la présente étude portant sur la transculturation en contexte missionnaire au Cameroun. L'analyse de ce concept conduit à croiser et à renouveler les regards sur les diverses modalités et formes de religiosité générées par la rencontre entre les cultures autochtones et la proposition occidentale chrétienne, ainsi que la créativité multiforme qui en découle. L'hypothèse soutenue est que toute entreprise mettant en contact des peuples ou des manières de penser différentes mobilise nécessairement des transactions culturelles à l'issue desquelles les deux parties se trouvent transformées. Le choix de traiter de ce thème à travers l'expérience de Jean-René Brutsch, le missionnaire qui l'a constitué durant ses différents séjours au Cameroun de 1946 en 1960, est justifié par la richesse et la pertinence du contenu de ces archives. Deux centres d'intérêt majeurs se dégagent de l'exploitation du fonds Brutsch à savoir, l'historiographie et la missiologie. (etc.)

Nhora Palacios Trujillo, *La elección de la república : historia des las elecciones en Colombia entre 1809-1838*

Soutenu le 12 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Patrice Gueniffey, directeur de thèse, EHESS ; Stephen Launay, Université de Marne-la-Vallée ; Annick Lempérière, Université Paris 1 ; Georges Lomné, Université de Marne-la-Vallée ; Eduardo Posada-Carbo, Université d'Oxford.

Stephan Pasek, *La maison dans la sculpture contemporaine. : une histoire de la "sculpture-architecture", des "Demeures" d'Etienne-Martin aux "Refuges d'art" d'Andy Goldsworthy*

Paris 1, soutenue le 4 octobre 2013

Le président du jury était Pascal Rousseau. Le jury était composé de Pierre Wat. Les rapporteurs étaient Paul-Louis Rinuy, Annie Claustres.

Résumé : Depuis les années 1960, l'art contemporain démontre un intérêt accru pour la maison. Cette préoccupation est particulièrement visible au sein d'œuvres qui semblent issues d'un croisement entre sculpture et architecture et qui prennent la forme variée de constructions

monumentales et miniatures, d'environnements, d'installations, de cabanes et autres abris, d'interventions sur des bâtiments. etc. De telles , œuvres interrogent la condition actuelle de l'habiter et révèlent l'hybridité qui caractérise toute une partie de la sculpture postmoderne. Sur la base d'un vaste ensemble de productions représentatives - telles que les "Demeures" d'Etienne-Martin, les "Igloos" de Mario Merz, la maison de Jean-Pierre Raynaud, les découpes de Gordon Matta-Clark, les "Nids " de Nils-Udo, les "Cabanes" éclatées de Daniel Buren ou les "Cellules" d'Absalon --, il s'agit dans cette étude à la fois thématique et typologique d'explorer les manifestations de la maison dans la sculpture contemporaine, pour élaborer ainsi une histoire de la « sculpture-architecture ». Quatre orientations sont à cette fin définies : premièrement, la maison « intérieure », comprise comme une image de l'identité et découverte au travers d'une « sculpture intimiste » ; deuxièmement, la maison minimale et mobile, fondée sur le modèle du corps et examinée à partir d'une sculpture « habitable » ou une forme de « microarchitecture » : troisièmement, l'abri originel ou la maison dans la nature, associé à une sculpture primitiviste et paysagère : et quatrièmement, la maison " déconstruite », considérée comme un modèle architectural, social et culturel, et analysée au regard d'une sculpture essentiellement publique et critique

Guillaume Pastureau, *Le microcrédit social : un "argent secours" en perspective historique. Le cas du prêt sur gages au Crédit municipal de Bordeaux depuis 1801*

Soutenu le 8 juillet 2013 à l'Université Montesquieu-Bordeaux 4

Jury : M. Bertrand Blancheton, Professeur des Universités, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Directeur de Thèse ; M. Hubert Bonin, Professeur des Universités, IEP Bordeaux ; M. Pierre-Cyrille Hautcoeur, Professeur des Universités, EHESS ; M. Pierre-Charles Pradier, Maître de conférences HDR, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Directeur délégué de l'ENass, rapporteur ; M. Marc-Alexandre Senegas, Professeur des Universités, Université Montesquieu-Bordeaux IV, directeur du GREThA ; Mme Nathalie Sigot, Professeur des Universités, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, rapporteur.

Résumé : Créé dans les villes marchandes d'Italie du Nord au XVe siècle pour lutter contre l'usure, le Mont-de-Piété est devenu incontestablement un acteur fondamental de l'aide sociale à travers le prêt sur gages. Promoteur d'une économie sociale de bienfaisance, il met au cœur des préoccupations le rôle de l'argent comme une forme d'outil d'intégration économique et sociale à la société en voie de modernisation. Il agit comme une institution protectrice d'un salariat soumis au paupérisme et aux aléas sociaux de leur existence. En apportant des capacités financières, il permet au salariat de compléter ses revenus, quand les salaires sont précaires aléatoires. L'émergence de la Protection sociale, venant garantir et stabiliser les revenus, concurrencerait la finance sociale issue du Mont-de-Piété. Ainsi, l'action sociale institutionnalisée retourne les conceptions de l'aide, l'aide privée, individualisée, et marchande du XIXe siècle est remplacée par une aide publique, collective et non marchande. L'activité du prêt sur gages devient progressivement insignifiante, le Crédit municipal s'intégrera dans une logique bancaire. Mais la fin du XXe siècle voit renaître l'institution, le microcrédit social prend une nouvelle place. Sous l'effet de l'évolution de l'intensité de la Protection sociale, de l'apparition d'une nouvelle pauvreté, et de l'expression d'un nouveau risque lié à l'exclusion bancaire et financière, le prêt sur gages en consacrant un « argent secours » (re)introduit une forme de protection sociétale spécifique.

Joëlle Petit, *Le rayonnement des marbriers wallons (1800-1920)*

Sous la direction de Andre Guillerme.

Soutenu le 19 mars 2014 au CNAM

Jury : André Guillerme, Jean-François Belhoste, Robert Halleux, Laurence Lestel, Valérie Nègre

Résumé : Le XIXe siècle voit la marbrerie se mécaniser et le transfert des techniques se réaliser dans ces métiers grâce aux expositions nationales des produits de l'industrie et aux expositions universelles. L'objectif de cette thèse est de montrer par l'étude de deux registres d'archives originaux et inédits que les réseaux commerciaux mis en place au XVIIIe siècle par une famille de marbriers de Rance, en Hainaut belge, perdurent au XIXe siècle à travers une production marbrière spécialisée dans la cheminée monumentale, qui s'est développée grâce à l'évolution des techniques et des transports. Nous proposons également une ébauche de dictionnaire prosopographique des marbriers relevés dans les rapports des expositions nationales et universelles, ainsi que des hommes clé ayant fait évoluer les techniques dans la marbrerie du XIXe siècle.

Pauline Picco, *Histoire entrecroisée des extrêmes droites françaises et italiennes : cultures politiques, itinéraires, réseaux (1960-1984)*

Sous la direction de Olivier Faron et de Michelle Zancarini-Fournel.

Soutenue le 7 novembre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Olivier Dard, Marc Lazar, Gilles Richard, Angelo Ventrone.

Résumé : Le soutien des militants italiens au combat « Algérie française » puis OAS entraîne, à partir de 1960, la création de réseaux franco-italiens d'extrême droite. Les solidarités internationales qui se constituent à la faveur du combat OAS, les contacts et circulations militantes, l'émergence d'une pensée d'extrême droite qui place ses objectifs au-delà du cadre strictement national, l'apparition de combats communs liés au processus de décolonisation et des échanges intellectuels inédits contribuent à mettre en place des réseaux d'extrême droite initialement fondés sur des relations personnelles. L'institutionnalisation progressive de ces contacts, la difficile reconversion des activistes OAS en exil en Europe, leurs relations troubles avec certains services de renseignements déterminés à contrer l'avancée socialiste dans le Tiers-Monde entraînent la formation de réseaux européens qui lient notamment groupes français et italiens d'extrême droite. Au-delà des renouvellements générationnels qui affectent la période, ces relations étroites permettent aux terroristes italiens d'extrême droite qui prennent part à la « stratégie de la tension », de 1969 à 1982, de bénéficier du soutien constant de leurs camerati français. Parallèlement, le Movimento sociale italiano (MSI) entretient avec la nébuleuse française d'extrême droite, entre 1960 et 1984, des relations constantes et exerce sur elle une influence certaine qui n'exclut toutefois pas certaines formes de réciprocités en matière de circulations politiques et culturelles et d'échanges militants.

Emilia Plosceanu, *Corriger et protéger. La dynamique des réseaux réformateurs en Roumanie (1900-1950)*

Soutenue le 23 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Rose-Marie Lagrave, EHESS ; Marie-Emmanuelle Chessel, CNRS ; Ioana Cirstocea, CNRS ; Christian Topalov, EHESS ; Florin Turcanu, Université de Bucarest ; Antoine Savoye, Université Paris 8.

Résumé : Au croisement de la sociologie historique et de l'histoire des circulations transnationales, cette thèse explore un cas de figure de la « nébuleuse réformatrice », dans sa dynamique vers l'Europe de l'Est. Abordant l'émergence de la spécialisation scientifique en Roumanie, avec l'accent sur les sciences sociales empiriques, à une période forte de construction de l'État-nation, il s'agit de suivre la genèse, la configuration et la désagrégation d'un espace d'engagement au nom de la réforme sociale, revendiquée comme une forme d'autorité scientifique dans les décisions politiques. Issue de la volonté de corriger à la fois le politique et le populaire pour construire la communauté nationale comme une *société solide*, mais aussi de garantir la paix sociale en protégeant la "*vie fragile*", la réforme sociale prend, dans cette configuration, une dimension paternaliste sous les traits de la *pédagogie sociale* et une dimension maternaliste sous les traits de l'*assistance sociale*.

L'imbrication de trajectoires singulières dans des réseaux pluriels, l'échelle transnationale de la coopération disciplinaire et le genre constituent les axes méthodologiques ayant permis de saisir les attributs de cette configuration et ses pratiques. Hiérarchisé et genré, comportant un noyau dur autour d'une centaine de *spécialistes* actifs au sein de l'Institut Social Roumain et une conférence réunissant plusieurs groupes d'acteurs engagés dans la professionnalisation des *problèmes sociaux*, le collectif réformateur tire une large part de sa légitimité locale du soutien de ses collaborateurs internationaux (Fondation Rockefeller, Institut International de Coopération Intellectuelle, Young Women Christian Association...). Mais le relâchement de ces liens transnationaux aux alentours de la Seconde Guerre en précipite la dérive politique. La désagrégation de l'espace réformateur s'achève dans la conjoncture du transfert de pouvoir du régime fasciste vers le régime communiste (1945-1950). Le cas roumain se prête à une interrogation plus générale au sujet de la distinction classique en sciences sociales entre "le savant et le politique", démontrant que les frontières sont plus poreuses que dans les constructions rhétoriques des acteurs. Le rapport entre les pratiques savantes d'une réforme sociale vouée à la globalisation et les technologies de pouvoir ancrées dans des contextes politiques situés marque la limite de cette thèse et la prémisse pour une étude comparative à venir.

Catherine Radtka, *Construire la société scientifique par l'école. Angleterre, France et Pologne au prisme des manuels de sciences pour les élèves ordinaires (1950-2000)*

Soutenu le 10 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Dominique Pestre, directeur de thèse, EHESS ; Catherine Allamel-Raffin, Université de Strasbourg ; Renaud d'Enfert, Université de Cergy-Pontoise ; Hélène Gispert, Université Paris Sud XI ; Bruno Strasser, Université de Genève.

Résumé : La science a pris, dans les sociétés contemporaines, une importance primordiale. En parallèle, l'enseignement des sciences s'est imposé dans les cursus de la scolarité obligatoire. Pourtant, alors que l'enseignement des sciences au niveau supérieur est l'objet d'une historiographie déjà riche, les travaux concernant l'enseignement des sciences destiné à un public de masse sont beaucoup plus rares. Cette thèse s'efforce de combler cette lacune et de problématiser l'existence d'un enseignement des sciences dans les cursus de formation les plus généralistes et les plus fréquentés par les élèves.

L'étude est centrée sur trois pays européens – la France, la Pologne et l'Angleterre – analysés à la fin des années 1950 et dans les années 2000. Elle s'attache à un objet particulier, le manuel scolaire, pour éclairer les dynamiques qui façonnent les représentations collectives de la science. Elle lie ainsi l'histoire des sciences à l'histoire de l'enseignement et du livre et de l'édition pour analyser la manière dont, dans la seconde moitié du xx^e siècle et en Europe, la science est institutionnalisée auprès des élèves ordinaires comme une source de savoir sûr et un mode supérieur de connaissance du monde et de soi.

À travers la comparaison dans l'espace et dans le temps, ce travail montre comment les élèves ordinaires sont invités à participer à la construction de sociétés scientifiques, et insiste sur les particularités du discours sur la science tenus dans les différents contextes. Il met en évidence la similarité des projets éducatifs des années 1950 et souligne ensuite l'hétérogénéité qui caractérise le discours sur la science dans les années 2000.

Francisco Javier Ramón Solans, *Usages publics de la Vierge du Pilar. De la Guerre de l'Indépendance au premier franquisme (en espagnol)*

Co-tutelle entre l'Université de Saragosse et l'Université de Paris 8, soutenue le 27 mars 2012

Membres du Jury : Carlos Forcadell (Président du jury, Université de Saragosse), Jordi Canal (Secrétaire, EHESS), Manuel Pérez Ledesma (Université Autónoma de Madrid), Marie-Aline Barrachina (Université de Paris IV) y Françoise Crémoux (Université de Paris 8).

Résumé : La dimension publique, nationalisatrice et politique, du culte à la Vierge du Pilar constitue l'objet de cette thèse. Cet objet est construit à partir de deux axes principaux : l'étude des processus de traditionalisation et d'ancrage social à succès de cette dévotion et, à partir de cette analyse, l'observation des changements politiques, sociaux et culturels du catholicisme à l'échelle locale, nationale et internationale. L'hypothèse de départ est que le rôle si important qu'a joué la Vierge du Pilar comme élément mobilisateur, point de ralliement où la population se reconnaît, symbole avec lequel on s'identifie, tout comme la profondeur de son ancrage social et culturel et sa popularité, ont permis de transformer le Pilar en un vecteur de diffusion de certaines cosmovisions politiques et nationales.

Dans une première partie, on montre le processus de traditionalisation, territorialisation, reconnaissance et ancrage social de cette dévotion qui commence au XVIII^e siècle et qui permet d'expliquer le rôle si important joué par la Vierge du Pilar pendant la crise de l'Ancien Régime en Espagne. Dès la moitié du XIX^e siècle, les changements politiques, sociaux et culturels entraînent l'essor de cultes mariales et l'apparition en Espagne d'une culture politique national-catholique qui défend la confessionnalité de la nation face au défi sécularisateur. Cette cosmovision se construit sur le terrain fécond de la culture catholique et, notamment sur ses symboles religieux. A travers cette étude centrée sur la Vierge du Pilar, on analyse ainsi le développement du national-catholicisme comme culture politique à vocation hégémonique et son arrivée au pouvoir lors de deux dictatures de Primo de Rivera et de Franco.

Thèse mise en ligne <http://zaguan.unizar.es/record/7398>

Emanuele Rapisadara, *Vincenzo Tedeschi Paterno Castello (1786-1858). Un aveugle dans la Sicile de la première moitié du XIX^e siècle*

Soutenue le 5 avril 2014 à l'EHESS, en cotutelle avec l'Università degli studi di Catania.

Jury : Gilles Postel-Vinay, directeur de thèse, EHESS ; Paolo Militello, Université de Catana ; Maurice Aymard, EHESS ; Antonio Lerra, Université della Basilicatta ; Giovanna Tonelli, Université de Milan.

Résumé : La thèse essaye de reconstruire, aussi à travers du matériel archivistique et bibliographique inédite, la figure de l'intellectuel aveugle sicilien Vincenzo Tedeschi Paternò Castello (1786-1858), philosophe et professeur de l'Université de Catane. La structure de la thèse est divisé en trois chapitres. Le premier est dédié à une présentation générale de la vie et des oeuvres de Vincenzo Tedeschi Paternò Castello, et aussi du contexte historique où il vécut et opéra. Les tristes vicissitudes personnelles (de la maladie aux yeux jusqu'au massacre de sa famille dans le 1849), les « batailles » (des « peinés » concours universitaires jusqu'aux actions de défense du port de Catane), les études et les recherches d'un seul homme sont ainsi insérés dans un plus vaste cadre historique caractérisé par le difficile passage de l'Ancien Régime au monde contemporaine. Le deuxième chapitre déroule les étapes de la carrière universitaire commencée avec un concours universitaire tourmenté pour la chaire de Physique et finie avec la nomination comme professeur de Métaphysique (un événement où la cécité eut un rôle déterminant) et le parcours scientifique d'un érudit ouvert à presque toutes les branches de la connaissance. Dans le troisième chapitre, enfin, on revit l'implication de Tedeschi Paternò Castello dans l'activité politique et administrative de Catane. La thèse termine avec une Bibliographie raisonnée dans laquelle on a indiqué aussi les sources et les manuscrits (surtout inédits, trouvés dans l'Archive d'Etat de Catane et l'Archive historique de l'Université de Catane) et les écrits de Vincenzo Tedeschi Paternò Castello.

Candice Raymond, *Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la période ottomane, de la fin des années 1960 à nos jours*

Soutenu le 25 octobre 2013 à l'EHESS

Jury : Hamit Bozarslan, directeur de thèse, EHESS ; Henry Laurens, directeur de thèse, Collège de France ; Ahmad Beydoun, Université Libanaise ; Marie-Claire Lavabre, CNRS ; Franck Mermier, CNRS.

Résumé : Depuis les années 1970, une génération d'historiens libanais a impulsé un mouvement de réécriture de l'histoire ottomane de leur pays et de leur région, phénomène commun à l'ensemble des historiographies arabes moyen-orientales de la fin du XXe siècle mais qui se développe au Liban au cours d'une période marquée par l'exacerbation des oppositions idéologiques et par la guerre civile. Cette thèse a pour but d'étudier les conditions sociales et épistémologiques dans lesquelles un tel mouvement de révision a pris forme, et de restituer en contexte les pratiques historiographiques libanaises contemporaines. Elle met en lumière les évolutions affectant le mode même de production de l'histoire savante au Liban -son fondement institutionnel, son paradigme disciplinaire, son régime documentaire -, et en examine les effets, en combinaison avec divers facteurs d'ordre social et politique, dans la transformation des représentations historiques du passé ottoman. Il apparaît dès lors, à travers différents débats historiographiques contemporains, qu'en dépit de la persistance de profondes divergences d'interprétation, un « tournant ottoman » a bien eu lieu.

Matthieu Rey, *Le parlementarisme en Irak et en Syrie, entre 1946 et 1963 : un temps de pluralisme au Moyen Orient*

Soutenu le 21 octobre 2013 à l'EHESS

Jury : Hamit Bozarslan, directeur de thèse, EHESS ; Henry Laurens, Collège de France ; Jean-Paul Chagnollaud, Université de Cergy Pontoise ; Yves Deloye, Université de Bordeaux ; Elizabeth Picard, CNRS ; Peter Sluglett, National University of Singapore.

Résumé : Le départ des autorités mandataires en 1946 provoque une appropriation en syrie et en irak, de cadres de pouvoirs et d'architectures institutionnelles légués par la france ou la grande bretagne. a travers l'étude des différents organes du pouvoir, des acteurs qui prennent place en leur sein, et des relations qu'ils entretiennent entre eux et avec l'ensemble des groupes sociaux, il s'agit de montrer la manière dont un parlementarisme et un temps de pluralisme politique se déroulent au sein des deux pays étudiés. le cadre d'étude amène à privilégier les moments de ruptures, tant en terme constitutionnel qu'événementiel. il est nécessaire de se concentrer sur le moment électoral, c'est-à-dire un temps étendu autour des scrutins comprenant la définition des conditions de vote, la campagne, les journées de vote et les résultats. en dépassant strictement les résultats, il est possible de saisir une appropriation du politique par les populations et des contrastes entre les différentes législatures. par ailleurs, ce travail ne peut être mené à bien sans considérer les moments de ruptures, en termes de révolutions, de coups d'etat. il nous faudra donc envisager comment un certain idéal de démocratie et de pouvoir prend forme entre 1946 et 1958 avant de se voir substituer un modèle révolutionnaire et autoritaire.

Philippe Rochefort, *La Chambre de Commerce américaine en France et les filiales américaines (1890-1990) : cohérences et dissonances*

Sous la direction de Pascal Griset.

Soutenu le 21 novembre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Christophe Bouneau, Eric Bussiere, Hélène Harter, Laure Quennouëlle-corre.

Résumé : Les entreprises américaines implantées en France ont été étudiées de 1890 à 1990 à partir des archives de la Chambre de Commerce américaine en France (AmCham). Cette source permet d'analyser les actions collectives qu'elles ont menées et l'influence qu'elles ont eue sur le milieu des entreprises françaises, dans cinq périodes successives où la cohérence entre leurs actions et celles des autorités américaines a été plus ou moins étroite. Dans la première période (1890-1914), l'AmCham est un club de riches hommes d'affaires dans un environnement prestigieux. Dans la deuxième (1914-1945), elle est une association d'entreprises, plus nombreuses mais placées dans un contexte de guerre et de crise, sans stratégie commune. Dans la troisième (1945-1970), elle est un outil efficace du Plan Marshall puis du « défi américain ». Dans la quatrième (1970-1990), les implantations se multiplient mais la montée en puissance de l'union européenne, les réticences américaines sur l'investissement à l'étranger et la francisation des filiales américaines font apparaître des facteurs de fragilité et finalement dans la cinquième (après 1990), l'AmCham, dont l'influence a décliné, cherche, avec difficulté, des éléments de solidarité entre ses adhérents dans le contexte nouveau de la mondialisation. A partir de cette source, on a étudié les interactions culturelles entre l'AmCham et son milieu et la diffusion du modèle de management américain, qui a conduit à une forte francisation des filiales américaines en France.

Jérémy Rubenstein, *La sédition militaire de Semana Santa de 1987. Le peuple au secours du régime démocratique argentin*

Soutenue le 10 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Annick Lempérière, directrice de thèse, Université Paris I ; Marina Franco, Universidad Nacional San Martín ; Gilles Bataillon, EHESS ; Enzo Traverso, Université de Picardie ; Pascal Ory, Université Paris I.

Résumé : Notre thèse de doctorat porte sur la crise de Semana Santa, un soulèvement militaire qui a provoqué l'une des plus grandes mobilisations populaires du XX^{ème} siècle argentin, entre le 16 et le 19 avril 1987. Elle s'introduit dans les histoires respectives du système judiciaire, de l'Armée, des partis politiques, des médias et du Mouvement des Droits de l'Homme afin de rendre compte de la complexité de l'événement. Elle démontre comment la mobilisation populaire est le résultat d'un changement culturel, qui implique tous les acteurs susnommés, initié avec le nouveau régime démocratique fondé en 1983. Notre thèse cherche aussi des méthodes pour replacer le peuple, comme acteur politique, dans l'historiographie actuelle. Pour cela elle s'inscrit dans l'historiographie de la mémoire, à laquelle elle apporte le concept de « mémoire active » qui permet de dépasser l'approche commémorative du phénomène mémoriel.

Marco Saraceno, *De la mesure du corps à la politique des corps : une histoire des sciences du travail (1880-1920)*

Thèse de doctorat en Sociologie sous la direction de François Vatin et de Claudio Pogliano.

Soutenue le 21 juin 2013 à Paris 10 en cotutelle avec l'Università degli studi (Pise, Italie)

Le président du jury était Renato Mazzolini. Le jury était composé de François Vatin, Renato Mazzolini, Thierry Pillon, Yves Schwartz, Francesco Cassata, Donatella Lippi. Les rapporteurs étaient Thierry Pillon, Yves Schwartz.

Résumé : A la fin du XIX^e siècle, dans le contexte de la mise en place de la société salariale en Europe, émerge un projet positiviste d'étude du travail humain que l'on n'a pas hésité à appeler « ergologie ». Ce projet, qui traversera différentes sciences humaines, cherchait à définir et à encadrer normativement le travail humain en partant de l'étude des potentialités et des limites psychophysologiques de l'activité corporelle (fatigue, aptitudes psychomotrices, monotonie, attention...). En ce sens, l'étude psycho-physiologique s'inscrivait dans un projet plus large d'« optimisation » de

l'activité humaine (hygiénisme, paix sociale, eugénisme...), en ce sens la connaissance du corps au travail apparaissait comme une partie de la rationalisation de son « usage ». C'est dans cette perspective que certains historiens ont interprété le programme ergologique comme une tentative de « chosification » du corps dont le but serait de le transformer en instrument au service du profit capitaliste et/ou en support du contrôle disciplinaire de l'Etat (Rabinbach, 1992). Or, en observant le développement épistémologique et politique de ce projet « ergologique », on peut s'apercevoir que les tentatives de mesurer et de gérer le corps entendu comme instrument de la production montrent en continuation la nécessité de prendre en compte le choix volontaire par laquelle l'homme définit le but pour de son activité corporelle. En effet, si le travail humain ne peut être défini que comme une activité instrumentale pour atteindre un but « voulu », l'homme serait donc celui qui fait usage de son propre corps pour réaliser un « projet ». Ainsi, mesurer et gouverner les hommes par le travail du corps, tel que cherche à le faire « l'ergologie », n'équivaut pas simplement à réduire celui-ci à un objet malléable, mais également à penser l'activité corporelle instrumentale comme le moment où l'homme définit les objectif de son action en fonctions des différentes contraintes qui déterminent son action vitale.

[Accéder en ligne](#)

Rosina Scalise Springer, *Benedetto Croce (1866-1952), un intellectuel libéral italien face à la guerre, à la paix et au totalitarisme*

Université de Strasbourg, 19 novembre 2012

Sous la direction de Jean-Noël Grandhomme

Jury : François Cochet, Lorraine - Metz, président ; Hubert Heyriès, Montpellier III ; Maurice Carrez, Strasbourg

Résumé : L'objet de cette thèse est d'étudier d'une part la place que tient la guerre dans l'œuvre de l'historien et philosophe italien Benedetto Croce (1866-1952), à la fois lorsqu'il étudie l'Histoire, notamment celle du XIXe siècle, et lorsqu'il réagit aux événements dont il est le contemporain : guerres d'Éthiopie de 1896 et 1935, de Libye de 1911-1912 et « pacification » dans les années vingt et trente, Première Guerre mondiale, Guerre d'Espagne, Seconde Guerre mondiale. La guerre est-elle parfois légitime ? Est-elle nécessaire à la construction et à l'affermissement de l'état italien ? Ou au contraire est-elle à éviter à tout prix ? Ces questions sont complexes car la guerre n'est pas l'apanage du fascisme, mais a déjà été l'un des caractères importants du régime libéral qui a précédé le fascisme en Italie. Ce travail de recherche porte également sur la pensée et l'action de Benedetto Croce en ce qui concerne le maintien puis la réinstauration de la paix, notamment après les deux guerres mondiales, et son engagement pro-européen. L'étude s'est appuyée sur le croisement entre les œuvres de Benedetto Croce et les documents contenus dans les Archives d'Etat à Rome, comme les dossiers de la Police Politique fasciste qui a surveillé Croce pendant des décennies à cause de son engagement antifasciste.

[texte en ligne](#)

Adoram Schneidleder, *Le retour inachevé d'Iqrit et de Bir'em. Entre Israël et Palestine : les déplacés internes de 1948 et les espaces chrétiens alternatifs de Galilée*

Soutenue le 12 juin 2014 à l'EHESS

Jury : Aïda Kanafani-Zahar, directrice de thèse (administrative), CNRS ; Bernard Heyberger, EHESS ; Laurence Louër, CNRS ; Jihane Sfeir, Université Libre de Bruxelles.

André Sleiman, *Vivre ensemble mais séparés ? L'émergence et l'évolution des projets de fédération au Liban de 1975 à nos jours*

Soutenu le 26 novembre 2013 à l'EHESS

Jury : Christian Décobert, directeur de thèse, CNRS ; Hamit Bozarslan, EHESS ; Henry Laurens, Collège de France ; Joseph Maila, Institut catholique de Paris ; Christophe Parent, Université de Poitiers ; Élisabeth Picard, CNRS.

Résumé : Née dans la guerre (1975-1990), née de la guerre, l'idéologie fédéraliste au Liban a présenté le fédéralisme comme un mécanisme idéal de gestion et de prévention des conflits intercommunautaires dans le contexte pluraliste libanais. Plus encore, pour les fédéralistes libanais, le fédéralisme se pose comme la seule alternative démocratique viable à l'état libanais unitaire, jugé défaillant, et à la sécession. Panacée ou boîte de pandore, le fédéralisme nous apparaît être une réponse originale au défi du vivre ensemble islamo chrétien au Liban. En effet, loin de constituer une étude de faisabilité préoccupée par l'applicabilité ou non d'un tel système de gouvernement au Liban, le but de la présente thèse est d'apporter une autre perspective sur les relations entre le principe fédéral et le conflit intercommunautaire à travers une double critique: la première décortique le concept d'identité ethnique à travers un passage au crible des discours sur le communautarisme, le nationalisme et le pluralisme; la seconde examine la problématique, hautement moderne, de l'égalité entre les individus citoyens à travers une analyse du discours fédéraliste sur la dhimma. Cette réflexion théorique a nécessité une reconstruction socio-historique circonstanciée exposant la manière dont cette idéologie s'est propagée et a évolué, sur la manière dont elle a été discutée, appropriée, récupérée ou rejetée. Le contexte politique et militaire de ces revendications a fait l'objet d'une attention particulière, ainsi que le profil des acteurs qui les ont élaborées, adoptées et mises en pratique - personnages à l'action décisive que nous appelons "entrepreneurs de l'ethnicité"

David Stefanelly, *Affirmation puis effacement du mouvement légitimiste sous la seconde république à partir de la correspondance de Paul de Dieuleveult*

Soutenu le 9 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Philippe Boutry, directeur de thèse, EHESS ; Sylvie April, Université Charles-de-Gaulle - Lille III ; Jordi Canal, EHESS ; Jean Garrigues, Université d'Orléans.

Résumé : Notre travail consiste à montrer comment le mouvement légitimiste, bien qu'en position de force aux échelles locale et nationale au début de la Seconde République, subit un échec final qui aboutit à un effacement politique. La proclamation de la Seconde République permet, en effet, le retour au premier plan des légitimistes. Présents tant au niveau local que national, ils possèdent de multiples atouts dans les commencements du nouveau régime. Au niveau local, les différentes élections permettent l'affirmation de notables légitimistes traditionnels, particulièrement dans l'Ouest. De même, à l'échelle nationale, grâce aux élections à la Constituante en avril 1848 puis à la Législative en mai 1849, les parlementaires légitimistes paraissent en mesure de s'imposer et participent activement au combat politique contre la gauche. Ils sont également les porteurs d'un projet politique novateur. Pourtant, en dépit de ce dynamisme, les légitimistes échouent à tous les niveaux pour subir un effacement politique, national et local, après le 2 décembre 1851. D'un point de vue national, la coalition des droites demeure fragile et hétéroclite en raison de positions idéologiques divergentes et intransigeantes. De même, d'un point de vue local, le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et la proclamation du Second Empire aboutissent à un effacement politique quasi-général des légitimistes, en particulier sur leurs terres de l'Ouest. De nouvelles élites politiques rivales, écartées du pouvoir jusque-là, en profitent pour prendre le pouvoir.

Nathaporn Thaijongrak, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande durant la période contemporaine*

Sous la direction de Alain Forest.

Soutenu en 2013 à Paris 7.

Résumé : C'est un sujet qui permettra d'illustrer les rapports entre les deux pays en s'affranchissant des conceptions habituelles. Les tensions transfrontalières n'ont jamais cessé, et particulièrement ces dernières années, souvent au sujet des terres bordant le temple Preah Vihear. Les questions relatives à cet édifice nous ramènent aux événements de 1962, alors que le Cambodge recouvrait sa souveraineté sur le site grâce à un arrêt de la cour internationale de justice. Les Thaïlandais manifestèrent leur désaccord. En 2003 eurent lieu des émeutes anti-thaï, et la foule de patriotes cambodgiens mit le feu à l'ambassade de Phnom Penh. Toutefois, la présentation faite par les médias et les déclarations des gouvernements manquèrent à chaque fois d'objectivité, exagérant souvent la réalité à des fins de propagande pour détourner l'attention de la situation politique dans leurs pays respectifs, avec un impact négatif sur les relations bilatérales et, souvent, des tensions militaires ne prenant fin qu'avec la signature d'un cessez-le-feu. La zone d'étude choisie est située au nord du Cambodge limitrophe du nord-est de la Thaïlande, dans la région de la chaîne de montagnes Phnom DAKREK. Côté Siam, elle inclut les habitants des provinces de Surin, Buriram, Sisaket et Ubonthani qui parlent le khmer et sont ainsi dénommés les khmers du haut. Côté cambodgien, les populations frontalières sont appelées khmers du bas. Il existe donc des liens ethniques et culturels entre les deux populations. Ce territoire est un espace politiquement sensible. Bien que les mouvements de population entre les deux pays ne fussent pas aussi faciles qu'au niveau de la zone frontalière entre les provinces de Prachinburi et Banteay Meanchey, qui est une plaine, on ne peut nier que cette région revêt une plus grande importance en termes politiques, sociaux et historiques. C'est notamment là qu'est situé le temple Preah Vihear, qui cristallise toutes les tensions en ce début de siècle. Notre travail devra contribuer à ouvrir de nouvelles perspectives dans les relations entre les deux pays. Une étude préliminaire au choix de ce sujet de thèse a conclu que les populations de la région traversent librement la frontière dans un sens comme dans l'autre. Par ailleurs, les immigrants et émigrants transfrontaliers ont conduit à une harmonisation et à un mélange des cultures de chacun des pays. Beaucoup de thaïlandais traversent la frontière pour aller pêcher dans le lac Tonle Sap puis retournent vendre leur prise sur la côte thaïlandaise. Cette route de commerce, qui concerne également le bois, le gibier et le poivre, existe depuis le 18^e siècle. Les questions religieuses constituent également un point d'intérêt dans la mesure où la plupart des habitants dans les deux pays sont de confession bouddhique. Leurs coutumes et modes de pensée sont donc presque identiques. Les moines cambodgiens font beaucoup de voyage pour étudier en Thaïlande. Cette coopération religieuse existe depuis longtemps comme en attestent certains documents d'archives. Nous ne mettrons pas l'accent sur les événements politiques ; si nous les utiliserons ponctuellement comme repères, nous garderons à l'esprit que ce travail doit avant tout décrire les relations de peuple à peuple et non d'État à État.

Roméro Terral, *La rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre du départ de Félix Eboué (1938) à la fermeture de l'usine Darbousier (1981)*

Sous la direction de Danielle Bégot, Danielle Voldman et de Jean-Pierre Sainton.

Soutenu le 25 juin 2013 à l'Université des Antilles-Guyane

Le jury était composé de Jean-Pierre Sainton. Les rapporteurs étaient Catherine Bernie-Boissard, Annie Fourcaut.

Résumé : La rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre (1961-1981) fut l'une des plus vastes jamais menée en France entre 1961 et 1981 et la première programmée en outre-mer. Elle avait pour but de répondre à la crise du logement et de réhabiliter des quartiers de cases insalubres qui s'étaient étendus de façon non maîtrisée sur des marécages situés autour de la ville. Cette rénovation urbaine

ne fut pas simplement une opération d'aménagement car elle servit de front pionnier et de laboratoire aux acteurs de la composition urbaine en outre-mer par la mise en place d'organismes publics à qui l'État confia une compétence fonctionnelle pour aménager le territoire. A cette occasion furent introduits en Guadeloupe, une nouvelle architecture et un nouvel urbanisme retlet de la modernité.

[Accéder en ligne](#)

Benjamin Thierry, *Donner à voir, permettre d'agir. L'invention de l'interactivité graphique et du concept d'utilisateur en informatique et en télécommunications en France (1961-1990)*

Sous la direction de Pascal Griset.

Soutenue le 10 décembre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Alain Beltran, Christophe Lecuyer, Cécile Meadel, Pierre Musso, Adeline Wrona.

Résumé : A la fin des années 1950, l'informatique n'a pas d'utilisateur. Elle a des clients, des concepteurs et des serviteurs, mais son utilisation n'a pas donné lieu à la mise en place d'une relation directe entre l'individu et la machine. C'est la parcellisation des tâches qui constitue la réponse principale à la complexité de fonctionnement des calculateurs. Ce n'est que durant la décennie 1960 qu'apparaît la nécessité d'équiper les premiers professionnels dont l'activité nécessite une utilisation personnelle de la puissance de traitement de l'ordinateur. Cette apparition est historiquement située dans le giron de l'aviation civile et fait naître dans le même mouvement les réflexions pionnières de l'ergonomie de l'informatique sur le rôle des interfaces dans la compréhension et l'utilisation du dispositif par son usager. L'informatique trouve alors l'occasion d'une accélération de sa diffusion et les dispositifs interactifs se multiplient. De la bureautique qui commence à envahir les bureaux à la télématique qui incarne une véritable « interactivité à la française » jusqu'à la micro-informatique qui voit triompher un régime d'interactivité américain organisé autour des icônes, menus déroulants et de la souris, cette thèse de doctorat se propose d'éclairer la naissance et le rôle des interfaces graphiques et du concept d'utilisateur dans le développement des dispositifs interactifs en informatique et en télécommunications en France.

Martin Urmann, *Effet de résonance. Surface et profondeur dans les arts fin-de-siècle (Paris-Vienne 1880-1910)*

Soutenue le 28 avril 2014 à l'EHESS

Jury : Michael Werner, directeur de thèse, EHESS ; Joachim Küpper, Université libre de Berlin ; Jean Clam, Université Paris 5 ; Claudia Olk, Université libre de Berlin ; Marcus Rautzenberg, Université libre de Berlin ; Jean-Marie Schaeffer, EHESS.

Résumé : La thèse poursuit un double but analytique. Elle fait, d'une part, une contribution à une théorie de la forme, c'est-à-dire de la naissance de formes dans des textures médiales résonnantes ce qui soulève la question esthétique centrale de la relation entre la surface et la profondeur. D'autre part, elle propose une lecture nouvelle de l'art fin-de-siècle basée sur l'analyse d'une série d'œuvres considérées primordiales dans la production artistique de l'époque. Le travail entreprend ainsi une comparaison systématique de l'art fin-de-siècle français et allemand, plus précisément entre les courants communément appelés « décadents » ou « symbolistes » à Paris et à Vienne. Cette comparaison s'effectue à travers toutes les formes d'art – musique, littérature et arts visuels. La préoccupation comparatiste tant historique qu'esthétique a déterminé une orientation du travail autour de l'axe Paris-Vienne, les analyses littéraires y occupant une position majeure. Celles-ci se concentrent sur les œuvres de Joris-Karl Huysmans et de Stéphane Mallarmé, d'une part, et sur celles d'Arthur Schnitzler et de Hugo von Hofmannsthal, d'autre part. À l'amorce de la thèse se trouve un

chapitre sur le Prélude à l'Après-Midi d'un Faune de Claude Debussy et la III. Symphonie de Gustav Mahler. Les observations sur la « Untiefe » (« sans fond ») dans la peinture de Gustave Moreau et de Gustav Klimt concluent le travail. De plus, Nietzsche est présenté comme le poète-penseur éminent de l'art fin-de-siècle. À travers la dualité de l'« apollinien » et du « dionysiaque », il découvre, dans la Naissance de la Tragédie, le motif fondamental que cet art varie dans des constellations toujours changeantes.

Geneviève Vannini (Becker), *Les CEMEA et leur action en Europe et en Afrique de 1937 à la fin du XXe siècle. Une contribution originale à la diffusion de l'éducation nouvelle*

Sous la direction de Jean-Noël Luc.

Soutenue le 22 mai 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Rainer Hudemann, Ivan Jablonka, Rebecca Rogers, Antoine Savoye.

Résumé : Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), nés en 1937 en réponse au cruel manque de cadres de colonies de vacances, connaissent très rapidement une expansion considérable. Animés d'un grand enthousiasme et d'une foi inébranlable en l'éducation nouvelle, les nombreux militants de cette grande association développent au cours du XXe siècle une activité riche et diversifiée dans tous les domaines touchant l'éducation, étendant leur influence bien au-delà des frontières de la France. Des associations CEMEA naissent d'abord en Europe, puis dans les DOM-TOM et en Afrique, formant des relais efficaces de promotion des nouvelles méthodes pédagogiques. La pédagogie active du stage de moniteurs de colonies de vacances, dont les grandes lignes sont fixées en 1937, reste à la base de toute action éducative. Si les formations d'animateurs de centres de vacances représentent encore aujourd'hui un vaste secteur d'activité, au moins en France, le travail social et les actions en faveur des jeunes en difficulté prennent une importance croissante, aussi bien en Europe qu'en Afrique ou dans les DOM-TOM. S'intégrant dans de vastes plans de développement, les CEMEA élaborent des programmes pluriannuels de formation dans de nombreux pays. Les multiples activités internationales reflètent les entreprises éducatives conduites en France. Mais la complexité des différents cadres institutionnels, politiques, économiques, culturels dans lesquels elles s'inscrivent oblige les CEMEA à préciser régulièrement les principes qui sous-tendent leur action.

Olivier Varlan, *Armand-Louis de Caulaincourt, duc de Vicenze (1773-1827). Étude d'une carrière diplomatique sous le Premier Empire, de la cour de Napoléon au ministère des Relations extérieures*

Sous la direction de Jacques-Olivier Boudon.

Soutenue le 16 octobre 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Natalie Petiteau, Marie-Pierre Rey, Lucien Bély.

Résumé : Officier de cavalerie originaire de la noblesse picarde, Armand de Caulaincourt (1773-1827) gravit rapidement tous les échelons de la cour consulaire puis impériale, devenant en 1804 grand-écuyer de l'Empire. Mais, malgré l'importance de ses fonctions curiales, Napoléon le destine à une carrière de diplomate. Après différentes missions, il le nomme ambassadeur de France en Russie, à la fin de l'année 1807. Fervent partisan de l'alliance de Tilsit, Caulaincourt participe à toutes les grandes négociations franco-russes mais doit assister à la lente dégradation des relations entre les deux empires. À son retour à Paris en 1811, son bilan politique est maigre. Sa défense opiniâtre du tsar Alexandre, mais surtout son opposition à la campagne militaire qui se prépare, irritent Napoléon. Elles lui permettent toutefois d'acquiescer une nouvelle stature après le désastre de Russie : pour ses contemporains Caulaincourt devient l'« homme de la paix ». Une image que Napoléon réutilise lorsqu'il le charge de le représenter aux congrès de Prague (1813) et de Châtillon (1814). Le duc de

Vicence, devenu ministre des Relations extérieures, ne parvient pas à faire accepter la paix ; il lui faut finalement négocier l'abdication de Napoléon et renoncer, après les Cent-Jours, à toute carrière politique. Cette étude, qui s'appuie sur les archives personnelles de Caulaincourt et ses célèbres Mémoires, entend redonner toute son importance à cette figure majeure du Premier Empire, en insistant sur son action et sa pensée dans le domaine de la diplomatie. L'exemple de ce parcours devant permettre de contribuer à reconsidérer et réévaluer le rôle du personnel diplomatique napoléonien.

Céline Vaz, *Le franquisme et la production de la ville. Politiques du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970.*

Sous la direction de Michel Lescure

Soutenu le 13 décembre 2013 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Jury : M. Gérard Chastagnaret, Professeur des universités émérite, Université de Provence. Mme Sabine Effosse, Professeure des universités, Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense. Mme Annie Fourcaut, Professeure des universités, Université Paris I. M. Xavier Huetz de Lempis, Professeur des universités, Université de Nice-Sophia-Antipolis. M. Michel Lescure, Professeur des universités, Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense. Mme Susanna Magri, Directrice de recherche émérite, CNRS. Mme Carme Molinero, Catedrática, Universidad Autónoma de Barcelona.

Résumé : Urbanisation désordonnée, manque criant d'équipements urbains, domination des promoteurs privés et promotion publique réduite, extension de la propriété d'occupation, telles sont les caractéristiques saillantes du développement urbain et immobilier à la fin de la dictature franquiste (1939-1975), qui, pour certaines d'entre elles, ont perduré jusqu'à aujourd'hui. Dans les dernières années de la dictature, cette ville « sans qualité » et inégalitaire constitue un objet de préoccupation sociale majeur et une voie de contestation du régime. Le mode de production de la ville qui se met en place durant l'époque franquiste, ainsi que la question urbaine sur lequel il débouche, constituent précisément l'objet de cette thèse. Leur appréhension repose sur une analyse croisée des politiques nationales d'urbanisme et du logement, et du groupe professionnel des architectes des années 1930 aux années 1970. Ce choix a été guidé par un double constat. L'interventionnisme du régime franquiste s'est en effet aussi concrétisé dans les domaines du logement et de l'urbanisme : un ensemble d'organismes centraux, de dispositions et de dispositifs officiels ont ainsi encadré et déterminé le mode de production urbaine. Les architectes ont joué un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces politiques par la position privilégiée qu'ils occupent dans le secteur de la construction en Espagne – leur intervention est obligatoire dans tout projet immobilier – et les efforts du groupe professionnel pour accaparer le champ d'activité émergent et disputé de l'urbanisme. Des membres du groupe ont été par ailleurs les fers de lance de la critique urbaine à la fin de la dictature. Par cette double entrée, il s'agit ainsi d'étudier la constitution de l'espace urbain et immobilier en catégorie de l'action publique, ainsi que les effets de ce processus sur les champs professionnel et scientifique sur l'ensemble de la période franquiste. Cette perspective offre les bases d'une histoire sociale des politiques urbaines qui éclaire à la fois l'histoire du régime et ses rapports avec la société sur l'ensemble de la dictature, l'histoire et la sociologie de l'action publique et des groupes professionnels, ainsi que l'histoire des savoirs et savoir-faire de la ville.

Inês Velho Espirito Santo, *Du clandestin au citoyen européen. Quand les immigrés portugais font figure de travailleurs (France, 1962-2012)*

Soutenu le 17 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : André Grelon, directeur de thèse, EHESS ; Rui Pena Pires, Institut universitaire de Lisbonne, ISCTE-IUL ; Victor Pereira, Université de Pau et des Pays de l'Adour ; Victor Reia-Baptista, Universidade do Algarve (Portugal) ; Alexis Spire, CNRS ; Catherine Wihtol de Wenden, CNRS.

Résumé : En marge de la théorie classique de l'intégration des migrants, cette thèse interroge le processus de catégorisation de la population portugaise depuis son arrivée massive dans les années 1960. Une double perspective diachronique (rythmée notamment par l'entrée du Portugal dans l'Union européenne en 198-) et synchronique (tenant compte des *cadres sociaux du présent*) permet d'explorer sur un demi-siècle la relative permanence des images de l'immigration portugaise en France, aussi bien à travers les discours institutionnels et politiques que les récits biographiques des immigrés recueillis dans soixante-cinq entretiens. Dans cette étude, la notion de « distance focale », empruntée à l'étude des systèmes optiques, matérialise le processus d'objectivation sociologique. De plus, la réalisation d'un film, considérée comme une méthode heuristique, permet de mieux cerner les mécanismes de construction de la mémoire. La confrontation de ce matériau textuel et visuel varié éclaire la façon dont, en France, l'attribution à cette population de caractéristiques socialement valorisées a produit une forme de *fermeture sociale*. Parce qu'elle se départit de la focale culturelle pour se centrer sur les enjeux liés à la stratification sociale, l'analyse redonne à penser l'hétérogénéité d'une population qui légitime autant les figures imputées qu'elle s'en préserve, en fonction d'une série de variables, parmi lesquelles le sexe, la cohorte migratoire et la position socioprofessionnelle. Cette double orientation se nourrit également de la rencontre qui existe entre la position sociale occupée par l'immigré et le contexte migratoire dans lequel celle-ci s'est créée.

[Lire en ligne](#)

Clémentine Vidal-Naquet, *Te reverrai-je ? Le lien conjugal pendant la Grande Guerre*

Soutenue le 6 décembre 2013 à l'EHESS

Jury : Christophe Prochasson, directeur de thèse, EHESS ; Stéphane Audoin-Rouzeau, EHESS ; Laurence Campa, Université Paris XII – Val de Marne ; Arlette Farge, CNRS ; John Horne, Trinity College Dublin ; Dominique Kalifa, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.

Résumé : Cette thèse étudie la transformation du lien conjugal pendant la Grande Guerre, du fait de la séparation imposée par la mobilisation générale. Elle interroge les répercussions de la guerre dans la sphère intime en prenant les couples, mariés ou non, comme objets d'étude. En effet, à la seule échelle de la France, cadre choisi pour l'étude, pendant les quatre années de guerre, la séparation est vécue par au moins cinq millions de couples. Il s'agit donc d'analyser une expérience éminemment intime mais largement partagée au plan collectif. Si, dans l'objectif de rendre compte à la fois des aspects collectifs et singuliers, de nombreuses sources sont convoquées (presse quotidienne, documents législatifs, iconographiques, littérature), la thèse s'appuie essentiellement sur les correspondances conjugales qui, dans la distance, matérialisent le lien entre les conjoints. La première partie de la thèse est consacrée à l'analyse de la désorganisation conjugale provoquée par l'entrée en guerre. L'étude aborde les bouleversements liés à la séparation des couples dans trois domaines: démographique, juridique (avec le vote de la loi autorisant les mariages par procuration) et social. La mise en place du rituel épistolaire, la recherche par la correspondance d'une quotidienneté perdue, tout comme le partage des émotions, l'expression de l'amour et du désir, construisent le « pacte épistolaire », qui fait l'objet de la seconde partie de la thèse. Enfin, la dernière partie interroge la transformation du lien conjugal sous l'effet de la menace omniprésente de la mort.

Olivier Zajec, *Nicholas John Spykman (1893-1943), l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales.*

Sous la direction de Olivier Forcade.

Soutenu le 20 juin 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Bernard Boëne, Bruno Colson, Jean-Jacques Roche, Georges-Henri Soutou.
Résumé : Nicholas John Spykman, né en 1893 aux Pays-Bas, naturalisé américain en 1928, mort en 1943, est considéré comme l'un des pères de la « théorie géopolitique ». Eminent professeur de Yale, où il est en 1934-35 le fondateur du premier département de Relations internationales, il marque profondément le débat intellectuel à l'orée des années 40, en se faisant l'avocat de la géographie politique comme nouvelle méthode d'analyse de politique étrangère. Son influence est importante dans le domaine, nouveau pour l'époque, de la « sécurité nationale », puisqu'il est considéré, à l'instar de George Kennan, comme l'inspirateur indirect de la théorie du *containment* de la doctrine Truman. Ses théories réalistes, débattues avec violence à partir de 1942 en raison de leur supposé « cynisme », marquent une rupture avec l'idéalisme des années 20 et 30. Au-delà de quelques topoi, peu de choses sont néanmoins approfondies le concernant. Une recherche bibliographique systématique permet d'établir que 80% de ses écrits n'ont pas été étudiés ; à la vérité, ils ne sont pas même connus. Il n'existe aucune biographie de Spykman à ce jour, même aux États-Unis, ce qui peut être regardé comme une anomalie, s'il est vraiment l'inspirateur du *containment*. Ce travail de recherche a pour objectif de combler une lacune de l'historiographie américaine, en réévaluant la place d'un théoricien central mais mal connu, à l'aide de nombreuses archives inédites. Cette thèse éclaire l'histoire de la formalisation de la théorie des Relations internationales aux États-Unis, et des rapports fonctionnels qu'entretient depuis ses origines la puissance américaine avec la notion polysémique de la « sécurité nationale ».

Sylvie Zenouda (Collet), *Lycées en ville, villes au lycée. Les lycées innovants des villes nouvelles de la région parisienne au cours des années 1970*

Sous la direction de Jean-Noël Luc.

Soutenu le 27 juin 2013 à Paris 4

Le jury était composé de Jean-Noël Luc, Anne-Marie Chatelet, Jean-François Condette, Tristan Lecoq, Loïc Vadelorge.

Résumé : Après une période de construction scolaire en France, massive et industrialisée, depuis le début des années 1960, la monotonie architecturale et la qualité insuffisante des bâtis sont mises en cause, vers 1970, tandis qu'en villes nouvelles, les aménageurs recherchent des constructions différentes, voire exemplaires. Le défi à relever s'inscrit dans le cadre administratif et budgétaire, contraignant, du VI^e Plan (1971-1975), mais aussi des recherches architecturales, liées aux efforts de rénovation pédagogique. Les trois premiers lycées construits dans les villes nouvelles de la région parisienne - en 1973, le lycée intégré des Sept Mares, à Élancourt-Maurepas, à Saint-Quentin-en-Yvelines, en 1975, le lycée du Parc des Loges à Évry, à espaces aménagés, et, en 1978, le lycée Alfred Kastler, à Cergy-Pontoise, face au quartier de la préfecture - représentent des avancées décisives dans une conception renouvelée des espaces scolaires. Une place particulière est accordée au secteur socio-culturel, à l'ouverture sur l'environnement et à la liaison ville-lycée, projet porteur aux Sept Mares d'utopie sociale, de 1975 à la fin des années 1980.